

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

30 juin 2020

PROJET DE LOI

**portant l'ajustement
de la loi de finances du 20 décembre 2019
pour l'année budgétaire 2020**

SOMMAIRE

Pages

Exposé des motifs.....	3
Projet de loi	79

**EN REMPLACEMENT DU DOCUMENT DISTRIBUÉ
PRÉCÉDEMMENT**

**LE GOUVERNEMENT DEMANDE L'URGENCE CONFORMÉMENT À
L'ARTICLE 51 DU RÈGLEMENT.**

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

30 juni 2020

WETSONTWERP

**houdende aanpassing
van de financiewet van 20 december 2019
voor het begrotingsjaar 2020**

INHOUD

Blz.

Memorie van toelichting	41
Wetsontwerp	79

**TER VERVANGING VAN HET VROEGER RONDGEDEELDE
STUK**

**DE URGENTIEVERKLARING WORDT DOOR DE REGERING GEVRAAGD
OVEREENKOMSTIG ARTIKEL 51 VAN HET REGLEMENT.**

02702

Le gouvernement a déposé ce projet de loi le 30 juin 2020.

Le “bon à tirer” a été reçu à la Chambre le 30 juin 2020.

De regering heeft dit wetsontwerp op 30 juni 2020 ingediend.

De “goedkeuring tot drukken” werd op 30 juni 2020 door de Kamer ontvangen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numerering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

1. Aperçu des transferts fédéraux aux entités fédérées

(Une liste d'abréviations se trouve à la fin du texte)

Les articles 2 à 9 de ce projet déterminent pour l'année budgétaire 2020 (ci-après: cette année budgétaire) les estimations ajustées des transferts de moyens financiers de l'autorité fédérale aux communautés, régions et commissions communautaires. Les estimations ajustées sont généralement établies en février. Pour cette année budgétaire, elles ont exceptionnellement été établies en juin afin de pouvoir tenir compte des prévisions économiques fortement détériorées du fait de la pandémie COVID-19 et de l'impact en résultant sur les transferts aux entités fédérées. Ces transferts sont calculés selon le système de financement tel qu'établi par la sixième réforme de l'Etat ¹.

Le financement de la Communauté flamande, de la Communauté française, des régions et des commissions communautaires est principalement réglé par la loi spéciale du 16 janvier 1989 concernant le financement des communautés et régions (ci-après : LSF) ². Le système de financement de la Communauté germanophone est réglé par la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (ci-après : loi 1983) ³.

Il est tenu compte, pour le calcul des transferts:

- i. du solde définitif du décompte concernant les parts attribuées de la TVA et de l'IPP fédéral de l'année budgétaire 2019 (voir encadré en page suivante);
- ii. des décomptes de l'IPP régional :
 - le premier décompte de l'exercice d'imposition 2019 après 20 mois (recettes perçues jusque et y compris août 2020);
 - les décomptes mensuels de l'exercice d'imposition 2019 (recettes perçues de septembre à décembre 2020 inclus);
 - les décomptes mensuels ultérieurs de l'exercice d'imposition 2018, susceptibles de produire encore des recettes dans le courant de 2020;
 - les décomptes de la part régionale dans l'INR pour l'exercice d'imposition 2019;
- iii. des soldes de décompte spécifiques relatifs aux parts attribuées de l'IPP fédéral des années budgétaires 2015-2016-2017, qui sont la conséquence de la fixation définitive du cadre de référence 2015 de l'autonomie fiscale des régions à l'impôt des personnes physiques ⁴;
- iv. de la régularisation des centimes additionnels régionaux des exercices d'imposition 2015-2016-2017, qui dériveraient du facteur d'autonomie provisoire de 25,990% qui est plus élevé que le facteur d'autonomie définitif de 24,957%.

¹ Pour un aperçu de la sixième réforme de l'Etat, dont l'objet est plus large que le seul système de financement: document de la Chambre DOC 53 1964/016 (22/12/2011).

² Lors de la sixième réforme de l'Etat, modifiée par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat, toutes deux publiées au Moniteur belge du 31 janvier 2014.

³ Lors de la sixième réforme de l'Etat, modifiée par la loi du 19 avril 2014, publiée au Moniteur belge du 2 mai 2014.

⁴ Les soldes spécifiques des années budgétaires 2015 et 2016 sont établis définitivement lors de l'élaboration du budget initial 2018 (septembre 2017). Ils sont calculés au moyen de la différence entre le solde définitif établi en septembre 2017 et le solde définitif provisoire établi en février 2016 (pour l'année budgétaire 2015) et en février 2017 (pour l'année budgétaire 2016). Le solde spécifique de l'année budgétaire 2017 est la partie du solde établi définitivement en février 2018 relatif au montant de transition. Pour un détail de ces soldes : document de la Chambre DOC 54 3293/001 (15/10/2018), pp. 201-204.

Les différentes phases dans l'estimation des transferts aux entités fédérées

L'élaboration du budget initial de l'année budgétaire (t) a lieu habituellement en septembre (t-1), quand l'**estimation initiale** de l'année budgétaire (t) est réalisée. Au même moment, l'estimation probable de l'année budgétaire (t-1) est réalisée. Le **solde probable** de l'année budgétaire (t-1) est calculé au moyen de la différence entre l'estimation probable (t-1) et l'estimation ajustée (t-1), qui est déterminée lors du contrôle budgétaire de l'année budgétaire (t-1) (février (t-1)).

Les transferts sur base annuelle qui sont versés mensuellement à partir du 1^{er} janvier de l'année budgétaire (t) aux entités fédérées (après approbation au Parlement) sont égaux à la somme de l'estimation initiale de l'année budgétaire (t) et du solde probable de l'année budgétaire (t-1).

Un contrôle budgétaire de l'année budgétaire (t) est traditionnellement réalisé en février (t), lors duquel l'**estimation ajustée** de l'année budgétaire (t) est réalisée. Au même moment, l'établissement définitif de l'année budgétaire (t-1) est réalisé. Le **solde définitif** de l'année budgétaire (t-1) est égal à la différence entre la fixation définitive (t-1) et l'estimation ajustée (t-1) déterminée lors du contrôle budgétaire de l'année budgétaire (t-1) (février (t-1)).

Les transferts aux entités fédérées sont versés mensuellement sur base de ces chiffres ajustés, en principe à partir du premier jour ouvrable du mois suivant le mois au cours duquel le Parlement a approuvé le budget ajusté. Ils se composent de la somme de l'estimation ajustée de l'année budgétaire (t) et du solde définitif de l'année budgétaire (t-1).

Les moyens que les entités fédérées reçoivent lors de l'année budgétaire (t) sont donc toujours composés d'une estimation de l'année budgétaire en cours et d'un solde de l'année budgétaire écoulée. Voici, schématiquement, le résultat pour les transferts de l'année budgétaire (t):

phase	moment	chiffres AB (t)	chiffres AB (t-1)	transferts AB (t)
BI (t-1)	sep (t-2)		estimation initiale	
CB (t-1)	fév (t-1)		estimation ajustée	
BI (t)	sep (t-1)	estimation initiale	estimation probable	= INI (t) + SOLDEprob (t-1)
CB (t)	fév (t)	estimation ajustée	fixation définitive	= AJUST (t) + SOLDEdéf (t-1)
BI (t+1)	sep (t)	estimation probable		
CB (t+1)	fév (t+1)	fixation définitive		

solde probable (t-1) = estimation probable (t-1) - estimation ajustée (t-1)

solde définitif (t-1) = fixation définitive (t-1) - estimation ajustée (t-1)

L'imputation des montants sous (iii) et (iv) est soumise à une limite de 2% des versements mensuels ⁵. Suite à cette limitation, une distinction est opérée depuis l'année budgétaire 2018 entre les transferts en optique SEC (qui ne sont pas influencés par cette limitation) et les transferts en optique caisse (qui eux sont bien influencés par cette limitation). Etant donné que la base de calcul de la limite de 2% était suffisamment grande pour les communautés pour l'année budgétaire 2018, les montants sous (iii) ont été imputés dans leur totalité sur les versements en 2018. Pour les régions, par contre, cette base

⁵ Article 54, §1, sixième à neuvième alinéa, LSF.

n'était pas suffisante pour l'imputation des montants sous (iii) et (iv). Dès lors, seulement une fraction a pu être imputée sur les versements de l'année budgétaire 2018, la partie non imputée étant transférée vers les années budgétaires suivantes. L'application de cette limite est détaillée dans les tableaux 32, 33 en 34 (voir 5.6).

Le Tableau 1 donne un résumé des transferts de moyens financiers prévus dans ce projet de loi ⁶.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020						x 1000 EUR
		Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC		TOT
art 2	gew. belastingen - impôts rég.	10,000	2 059 951,588	1 303 244,064		3 363 205,653
art 4	fed. PB - IPP féd. (ESR - SEC)	2 288 224,807	2 566 074,628	1 041 794,366		5 896 093,801
	fed. PB - IPP féd. (kas - caisse)	2 239 839,240	2 514 632,712	1 020 934,718		5 775 406,670
art 5	gew. verkeersboetes - amendes rout. rég.	131 533,671	42 191,654	22 168,925		195 894,250
art 6	gew. PB - IPP rég.	6 083 748,472	2 459 239,919	848 114,079		9 391 102,469
	AJ 2020 voorschotten - EI 2020 avances	5 997 179,351	2 495 813,848	840 856,017		9 333 849,217
	AJ 2019 afrekening in sep. 2020 - EI 2019 décompte en sep. 2020	28 284,419	-71 868,569	-12 369,968		-55 954,118
	AJ 2019 afrekening in okt. 2020 - jan. 2021 - EI 2019 décompte en oct. 2020 - jan. 2021	29 124,139	18 629,942	9 161,197		56 915,279
	AJ 2018 maandelijkse afrekeningen in 2020 - EI 2018 décomptes mensuels en 2020	29 160,563	16 664,697	10 466,833		56 292,093
	AJ 2019 afrekeningen gew. aandeel BNI in 2020 - EI 2019 décomptes parts rég. INR en 2020	-2 391,588	-1 253,266	-423,875		-4 068,729
	TOT gewesten - régions (ESR - SEC)	8 503 516,950	7 127 457,788	3 215 321,435		18 846 296,173
	TOT gewesten - régions (kas - caisse)	8 455 131,383	7 076 015,873	3 194 461,786		18 725 609,043
		Vgem - Cfl	Fgem - Cfr	GGC - COCOM	Dgem - Cg	TOT
art 3	fed. PB & btw - IPP féd. & TVA	14 320 546,424	9 067 641,440	0,000	148 220,645	23 536 408,509
art 7	fed. PB - IPP féd. (a)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
	TOT gemeenschappen - communautés	14 320 546,424	9 067 641,440	0,000	148 220,645	23 536 408,509
		VGC - CCfl	FGC - CCfr	Brusselse gemeenten - Communes bruxelloises		TOT
art 8	fed. PB - IPP féd.	15 899,037	63 376,519	0,000		79 275,556
art 9	fed. PB - IPP féd.	0,000	0,000	37 371,901		37 371,901
	TOT Brusselse instellingen - Institutions bruxelloises	15 899,037	63 376,519	37 371,901		116 647,457
	TOT deelgebieden - entités (ESR - SEC)					42 499 352,139
	TOT deelgebieden - entités (kas - caisse)					42 378 665,008

Tableau 1 – Transferts fédéraux aux entités fédérées

(a) Ramené à zéro après application des imputations visées à l'art 48/1, § 5, alinéa 1, 3° et art 65quinquies, § 1, alinéa 2, 5°, LSF (voir point 8).

⁶ Les dotations visées à l'article 47/4, LSF sont reprises dans le budget général des dépenses (dotations, sections 35 et 36). Pour l'exhaustivité, les paramètres pour ces dotations sont repris au Tableau 4.

2. Paramètres

Les transferts indiqués dans le Tableau 1 sont calculés à l'aide des paramètres définitifs 2019 et des paramètres ajustés 2020.

Les estimations de la croissance réelle du PIB et de l'évolution en pourcentage de l'indice des prix à la consommation pour 2020 et la réalisation de la croissance réelle du PIB pour 2019 proviennent du budget économique du BfP publié le 5 juin 2020. La valeur définitive pour 2019 de l'évolution en pourcentage de l'indice des prix à la consommation provient de STATBEL (SPF Economie) ⁷.

Les chiffres définitifs de la situation au 1/1/2019 et au 1/1/2020 du nombre de personnes de 0 à 18 ans inclus, le nombre de personnes de plus de 80 ans et la population totale proviennent également de STATBEL ⁸.

La clé élèves constitue la clé de répartition pour le transfert TVA entre les communautés flamande et française ⁹ (voir partie 4.1.1). L'année scolaire (t-1) – (t) est prise en compte pour la clé de répartition de AB (t). La Cour des Comptes effectue un comptage annuel du nombre d'élèves par communauté dans la période du 15 janvier au 1^{er} février de l'année scolaire en cours.

La clé élèves est fixée définitivement quand l'Assemblée Générale de la Cour des Comptes approuve les résultats du comptage. Ceci se passe normalement fin septembre – début octobre de l'année (t) pour l'année scolaire (t-1) – (t).

Pour ce budget, cela signifie :

année scolaire	moment du comptage	clé de répartition définitive de	fixée à l'Assemblée Générale de la CdC de
2018 - 2019	15/1/2019 - 1/2/2019	AB 2019	25 septembre 2019
2019 - 2020	15/1/2020 - 1/2/2020	AB 2020	fin sep - début oct 2020

Tableau 2– Détermination de la clé élèves

Pour la fixation définitive de l'année budgétaire 2019, on fait usage des nombres approuvés de l'année scolaire 2018-2019. Étant donné que la clé de répartition définitive n'est pas encore connue lors de l'estimation ajustée de l'année budgétaire 2020, c'est une estimation qui a dès lors été utilisée. Cette estimation est calculée en appliquant un taux de croissance à la dernière clé de répartition définitive (i.e. AS 2018-2019). Ce taux de croissance est calculé comme l'évolution du nombre de jeunes de 6 à 17 ans inclus, entre le 1/1/2019 et le 1/1/2020 (pour AS 2019-2020) dans les régions de langue néerlandaise et française ¹⁰, pour respectivement les Communautés flamande et française. Les chiffres pour 2019 et 2020 sont tous deux des réalisations.

⁷ Prix à la consommation à partir de 1920 et indice santé à partir de 1994

(<https://statbel.fgov.be/fr/themes/prix-la-consommation/indice-des-prix-la-consommation#figures>)

⁸ Population par lieu de résidence, nationalité, état civil, âge et sexe (<https://statbel.fgov.be/fr/open-data/population-par-lieu-de-residence-nationalite-etat-civil-age-et-sexe-8>)

⁹ En exécution de la loi du 23 mai 2000, publiée au Moniteur belge du 30 mai 2000.

¹⁰ Défini comme région de langue néerlandaise = Rfl + 20% RBC; et région de langue française = Rw – Cg + 80% RBC.

Le tableau 3 reprend les chiffres utilisés pour le calcul des taux de croissance du nombre d'élèves. Le tableau 4 donne un aperçu de l'ensemble des paramètres. Certains paramètres dans ce tableau sont seulement utilisés lors du calcul des dotations reprises dans le budget général des dépenses, mais ils sont repris ici par souci d'exhaustivité.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020		
6 tem 17 jarigen - 6 à 17 ans inclus	2019	2020
Vgew - Rfl	868 270	879 164
Wgew - Rw	518 829	519 287
BHG - RBC	175 262	177 584
Dgem - Cg	10 024	10 114

Tableau 3 – Données du nombre de personnes de 6 à 17 ans inclus, utilisées pour le calcul des taux de croissance du nombre d'élèves

Tableau 4 – Paramètres utilisés pour l'estimation ajustée de l'année budgétaire 2020 et le solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2019

3. Recettes provenant des impôts régionaux, y compris les intérêts et amendes

L'article 2 de ce projet détermine les transferts estimés des impôts régionaux ¹¹ perçus par le pouvoir fédéral. Ces estimations comprennent également les intérêts et les amendes ¹². Ces montants sont transférés à chaque région conformément aux critères de localisation fixés dans la LSF ¹³.

Les impôts régionaux peuvent être répartis en quatre groupes :

GROUPE 1 'TAXES DE JEUX'	GROUPE 2 'PRECOMPTE IMMOBILIER'	GROUPE 3 'DROITS DE SUCCESSION ET D'ENREGISTREMENT'	GROUPE 4 'TAXES DE CIRCULATION'
Jeux & paris	Précompte immobilier	Droits de succession	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles ¹⁴
Appareils automatiques de divertissement		Droit d'enregistrement sur transmission	Taxe de mise en circulation
Taxe d'ouverture		Droit d'enregistrement sur constitution d'hypothèque	Eurovignette ¹⁵
		Droit d'enregistrement sur partage	
		Droit d'enregistrement sur donation	

Tableau 5 – Impôts régionaux par groupe

Lorsqu'une région reprend le service d'un impôt de l'administration fédérale, ces recettes fiscales ne sont plus incluses dans les montants mentionnés à l'article 2. En outre, les crédits de dépenses visés à l'article 68ter, LSF ¹⁶ sont accordés à la région concernée ¹⁷. Ce n'est toutefois le cas que lorsque la reprise effective a eu lieu le 1^{er} janvier. Cela signifie que, malgré l'annonce d'une reprise, lors de l'élaboration du budget initial (en septembre de l'année précédant l'année budgétaire), les recettes seront cependant toujours inscrites à l'article 2. Lors du contrôle budgétaire (février de l'année budgétaire), cette situation est alors rectifiée. Ci-dessous une vue d'ensemble des reprises qui ont effectivement eu lieu jusqu'à présent.

¹¹ Comme visé par l'article 3, LSF.

¹² Comme visé par l'article 4, § 5, LSF. L'attribution de ces intérêts et avances est réglée par l'AR du 3 février 2002, publié au Moniteur belge du 12 février 2002.

¹³ Article 5, § 2, LSF.

¹⁴ A l'exclusion de la 'taxe de circulation complémentaire pour les véhicules équipés d'une installation GPL', cette dernière ne faisant pas partie de la taxe de circulation sur les véhicules telle que visée par la LSF.

¹⁵ Les trois régions ont remplacé l'eurovignette par le prélèvement kilométrique pour les camions, prélèvement dont les régions assurent elles-mêmes le service. C'est pourquoi il n'y a plus de prévision de recettes estimées.

¹⁶ Les montants de base par impôt et par région sont repris dans l'AR du 8 mars 2009, publié au Moniteur belge du 20 mars 2009.

¹⁷ Enregistré comme une dotation sur le budget général des dépenses, département Finances.

	GROEP - GROUPE 1	GROEP - GROUPE 2	GROEP - GROUPE 3	GROEP - GROUPE 4
Vgew – Rfl	01/01/2019	01/01/1999	01/01/2015	01/01/2011
Wgew – Rw	01/01/2010	-	-	01/01/2014
BHG – RBC	-	01/01/2018	-	01/01/2020

Tableau 6 – Reprise du service des impôts régionaux

Aussi longtemps que l'administration fédérale est responsable du service d'un impôt régional, la recette réelle est transférée aux régions à la fin du mois qui suit le mois de perception par le SPF Finances. Ceci signifie qu'aussi bien les montants totaux que la répartition régionale indiqués au tableau 7 sont seulement donnés à titre indicatif. Il s'agit des réalisations pour 2019 et des estimations initiales et ajustées pour 2020.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020												x 1000 EUR
GEWESTELIJKE BELASTINGEN - IMPOTS REGIONAUX	Vgew - Rfl			Wgew - Rw			BHG - RBC			TOT		
	REA	est. - ram.	est. - ram.	REA	est. - ram.	est. - ram.	REA	est. - ram.	est. - ram.	REA	est. - ram.	est. - ram.
	2019	2020	2020	2019	2020	2020	2019	2020	2020	2019	2020	2020
		init.	bc - cb		init.	bc - cb		init.	bc - cb		init.	bc - cb
DIRECTE BELASTINGEN - IMPOTS DIRECTS												
Verkeersbelasting - Taxe de circulation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 124,68	0,00	0,00	127 124,68	0,00	0,00
Belasting op inverterstelling - Taxe de mise en circulation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 001,11	0,00	0,00	60 001,11	0,00	0,00
Eurovignet - Eurovignette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,13	0,00	0,00	0,13	0,00	0,00
Belasting op spelen en weddenschappen - Taxe sur les jeux et paris	2 336,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 244,87	29 396,14	22 325,32	30 581,79	29 396,14	22 325,32
Belasting op automatische ontspanningstoestellen - Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 901,39	10 424,82	10 045,29	10 901,39	10 424,82	10 045,29
Onroerende voorheffing - Précompte immobilier	2,91	0,00	0,00	37 396,62	38 253,03	38 761,61	0,00	0,00	0,00	37 399,53	38 253,03	38 761,61
Boeten - Amendes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 420,63	1 063,48	0,00	1 420,63	1 063,48	0,00
Intresten - Intérêts	1,13	0,00	10,00	-130,52	-101,09	-65,00	268,46	248,33	120,00	139,07	147,24	65,00
Totaal directe belastingen - Total impôts directs	2 340,96	0,00	10,00	37 266,10	38 151,94	38 696,61	227 961,27	41 132,76	32 490,61	267 568,33	79 284,70	71 197,22
INDIRECTE BELASTINGEN - IMPOTS INDIRECTS												
Registratierechten: overdracht onroerende goederen - Droits d'enregistrement: transmission de biens immobiliers	0,00	0,00	0,00	1 065 800,77	1 105 348,25	1 093 294,71	548 851,07	586 298,26	749 402,29	1 614 651,84	1 691 646,50	1 842 696,99
Schenkingsrechten - Droits de donations	0,00	0,00	0,00	132 776,68	105 410,40	98 757,29	60 686,84	63 897,74	62 142,81	193 463,52	169 308,14	160 900,10
Registratierechten bij verdelingen - Droits d'enregistrement en cas de partages	0,00	0,00	0,00	22 656,01	22 634,31	21 656,01	6 515,75	6 053,80	6 265,75	29 171,76	28 688,12	27 921,76
Registratierechten bij vestiging hypotheek - Droits d'enregistrement lors d'une constitution d'hypothèque	0,00	0,00	0,00	86 906,24	87 401,75	89 974,03	28 618,58	30 472,80	41 323,06	115 524,82	117 874,56	131 297,09
Successierechten - Droits de successions	0,00	0,00	0,00	678 717,40	713 582,93	704 526,63	394 510,50	429 208,30	402 834,67	1 073 227,90	1 142 791,23	1 107 361,30
Ondeelbare sommen (fiscale regularisatie) - Sommes indivisibles (régularisation fiscale)	0,00	0,00	0,00	2 645,81	2 599,53	2 645,81	1 161,59	970,92	1 161,59	3 807,40	3 570,45	3 807,40
Boeten - Amendes	0,00	0,00	0,00	2 867,99	3 018,72	2 267,99	1 280,58	1 637,05	1 280,58	4 148,57	4 655,76	3 548,57
Intresten - Intérêts	0,00	0,00	0,00	7 333,89	8 415,14	8 132,51	5 180,47	6 321,28	6 342,70	12 514,36	14 736,42	14 475,21
Totaal indirecte belastingen - Total impôts indirects	0,00	0,00	0,00	1 999 704,79	2 048 411,03	2 021 254,98	1 046 805,38	1 124 860,15	1 270 753,45	3 046 510,17	3 173 271,18	3 292 008,43
TOT GEWESTELIJKE BELASTINGEN - TOT IMPOTS REGIONAUX	2 340,96	0,00	10,00	2 036 970,89	2 086 562,97	2 059 951,59	1 274 766,65	1 165 992,92	1 303 244,06	3 314 078,50	3 252 555,89	3 363 205,65

Tableau 7 – Impôts régionaux toujours perçus par le fédéral, y compris les intérêts et amendes

4. Transferts des parts attribuées du produit des impôts aux communautés

Les montants à l'article 3 sont constitués des parts attribuées de la TVA et de l'IPP fédéral ¹⁸, après imputation du montant de transition ¹⁹ et de la cotisation de responsabilisation pour les pensions. Les transferts sont estimés comme suit pour cette année budgétaire:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020						x 1000 EUR
	art BFW - LSF	art wet - loi 1983	Vgem - Cfl	Fgem - Cfr	Dgem - Cg	TOT
overdracht btw - transfert de TVA			8 942 162,335	6 575 900,322	79 928,919	15 597 991,576
toegewezen gedeelte btw-opbrengst - part attribuée du produit de TVA	40quinquies	58decies	8 930 045,602	6 588 706,688	79 967,707	15 598 719,997
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)			12 116,733	-12 806,366	-38,789	-728,421
overdracht federale PB - transfert d'IPP fédéral			5 378 384,089	2 491 741,117	68 291,726	7 938 416,933
toegewezen gedeelte opbrengst federale PB - partie attribuée du produit de l'IPP fédéral	47/2	58novies	5 238 362,832	2 729 774,097	75 757,369	8 043 894,298
trekkingsrechten tewerkstelling - droits de tirage emploi	-	58undecies	0,000	0,000	3 038,832	3 038,832
overgangsmechanisme - mécanisme de transition	48/1, §1	58novodecies	152 794,922	-155 362,217	-9 080,791	-11 648,086
responsabiliseringsbijdrage pensioenen - cotisation de responsabilisation pensions	65quinquies	60quater	0,000	-86 793,035	-1 367,345	-88 160,380
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)			-12 773,665	4 122,273	-56,339	-8 707,731
overdrachten belastingopbrengsten - transferts de produits d'impôts			14 320 546,424	9 067 641,440	148 220,645	23 536 408,509

Tableau 8 – Transferts d'une partie des recettes de TVA et de l'IPP fédéral vers les communautés

4.1.1. Transfert de TVA

Le transfert de TVA a été adapté lors de la sixième réforme de l'Etat. Le montant de base pour l'année budgétaire 2015 est définitif depuis le contrôle budgétaire 2016 et il se présente schématiquement comme suit ²⁰:

¹⁸ Comme visé à l'article 1, §1, 2°, LSF et article 53, LSF pour la Communauté flamande et la Communauté française; et à l'article 56, 3°, loi 1983 et article 60, loi 1983 pour la Communauté germanophone.

¹⁹ Comme visé à l'article 1, §2, 4°, LSF pour la Communauté flamande et la Communauté française; et à l'article 56, 5°, loi 1983 pour la Communauté germanophone.

²⁰ Pour une explication plus détaillée de la composition de ce montant de base: document de la Chambre DOC 53 1964/016, art. 38 (22/12/2011).

- Pour les Communautés flamande et française envisagées ensemble :

		x 1000 EUR
art LSF	description	
40quinquies, alinéa 1er, 1°	écart entre les années budgétaires 2015 et 2010 en moyens supplémentaires découlant uniquement de la liaison de la dotation TVA à 91% de la croissance réelle du PIB à partir de l'année budgétaire 2007	784 933,156
	<i>montant pour l'année budgétaire 2015</i>	<i>873 154,051</i>
	<i>montant pour l'année budgétaire 2010</i>	<i>88 220,895</i>
40quinquies, alinéa 1er, 2°	dotation TVA pour l'année budgétaire 2015 sans refinancement (accord du Lambermont)	13 137 374,515
40quinquies, alinéa 1er, 3°	ancienne dotation compensatoire radio et télévision	910 347,800
40quinquies, alinéa 1er, 4°	montant forfaitaire de 158.452.548 EUR	158 542,548
40quinquies, alinéa 1er	montant de base dotation TVA 2015	14 991 198,019

Tableau 9 – Composantes montant de base 2015 de la dotation TVA pour les Communautés flamande et française

- Pour la Communauté germanophone :

		x 1000 EUR
art loi 1983	description	
58decies, alinéa 1er	dotation générale fédérale calculée pour l'année budgétaire 2015	148 181,334
58decies, alinéa 1er	dotation compensatoire redevance radio et télévision calculée pour l'année budgétaire 2015	6 283,286
58decies, alinéa 1er	total	154 464,619
	à 50%	77 232,310
58decies, alinéa 1er	montant de base de la dotation TVA 2015	77 232,310

Tableau 10 – Composantes montant de base 2015 pour la dotation TVA pour la Communauté germanophone

Afin de parvenir au transfert de TVA total pour l'année budgétaire 2015 pour la Communauté germanophone, un montant de 1 363 361 euros est encore ajouté au montant de base mentionné ci-dessus. Ces moyens sont attribués en raison du transfert des questions relatives au Fonds d'équipements et services collectifs (FESC) et de l'interruption de carrière ²¹.

La méthode de calcul du transfert de TVA se présente comme suit, depuis l'année budgétaire 2016 :

transfert TVA (t) =
transfert TVA (t-1)
lié à
évolution indice des prix à la consommation (t)
91% de la croissance réelle du PIB (t)
(facteur d'adaptation (t) / facteur d'adaptation (t-1))

Tableau 11 – Méthode de calcul du transfert de TVA depuis l'année budgétaire 2016

²¹ Voir article 58decies, 2^{ème} alinéa, 2°, loi 1983.

Le facteur d'adaptation (t) utilisé lors du calcul du transfert de TVA (t) est basé notamment sur le nombre de personnes de moins de 18 ans au 30/06 (t-1) par communauté ²². Le Registre national (SPF Intérieur) communique ce chiffre au SPF Finances lors de chaque phase budgétaire. Dans des années budgétaires normales, ce chiffre est établi par phases, suivant ce schéma :

nombre moins 18 ans au 30/06/(t-1)	moment obs	utilisé pour phase budgétaire
1ière obs	fin août (t-1)	budget initial AB (t) (sep (t-1))
2ième obs	début fév (t)	budget ajusté AB (t) (fév (t))
3ième obs	fin août (t)	estimation probable AB (t) (sep (t))
4ième obs = DEF	début fév (t+1)	fixation définitive AB (t) (fév (t+1))

Tableau 12 – Détermination du nombre de moins de 18 ans par le Registre national : schéma général

Vu que l'ajustement du budget pour cette année budgétaire a lieu en juin et non pas en février, la deuxième observation de la situation au 30/6/2019 a été faite fin mai, et non pas début février. Ce qui signifie ceci pour ce budget:

moment observation	nombre moins 18 ans au 30/06/2018	utilisé pour		moment observation	nombre moins 18 ans au 30/06/2019	utilisé pour
fin août 2019	3ième obs	estimation probable AB 2019		fin août 2019	1ière obs	estimation initiale AB 2020
début fév 2020	4ième obs = DEF	fixation définitive AB 2019		fin mai 2020	2ième obs	estimation ajustée AB 2020

Tableau 13 – Détermination du nombre de moins de 18 ans par le Registre national : application pour cette année budgétaire

Le montant total pour les Communautés flamande et française envisagées ensembles est – comme c'était déjà le cas avant la sixième réforme de l'Etat – réparti sur ces deux entités suivant la clé élèves ²³.

²² D'une part, un facteur d'adaptation est calculé et appliqué sur le montant commun pour les Communautés flamande et française (tel que visé à l'article 38, §4, LSF). D'autre part, un facteur d'adaptation est calculé et appliqué sur le montant pour la Communauté germanophone (tel que visé à l'article 58decies, loi 1983).

²³ Pour de plus amples explications concernant le calcul: voir point 2 : paramètres.

4.1.2. Transfert de l'IPP fédéral

La sixième réforme de l'Etat a adapté le transfert de l'IPP fédéral. Le montant de l'année budgétaire 2015 est définitif depuis le contrôle budgétaire 2016 et il se présente schématiquement comme suit²⁴:

- Pour les Communautés flamande et française envisagées ensemble :

		x 1000 EUR
art LSF	description	
47/2, § 1, 1°	écart pour l'année budgétaire 2015 entre :	1 612 162,460
	<i>les moyens supplémentaires refinancement accord du Lambermont, calculés pur l'année budgétaire 2015</i>	2 397 095,616
	<i>écart entre les années budgétaires 2015 et 2010 en moyens supplémentaires découlant de la liaison de la dotation TVA à 91% de la croissance réelle du PIB à partir de l'année budgétaire 2007</i>	784 933,156
47/2, § 1, 2°	dotation de base IPP, calculée pour l'année budgétaire 2015	6 619 472,139
47/2, § 1, 3°	contribution à l'assainissement des finances publiques, pour l'année budgétaire 2015	-356 292,000
47/2, § 1	montant de base de la dotation IPP 2015	7 875 342,599

Tableau 14 – Composantes montant de base 2015 dotation IPP pour les Communautés flamande et française

- Pour la Communauté germanophone :

		x 1000 EUR
art loi 1983	description	
58nonies, 1er alinéa	montant de base de la dotation IPP 2015	77 232,310
58nonies, alinéa 2	moyens nouvelles compétences économie sociale e.a.	303,702
58nonies, alinéa 2	contribution à l'assainissement des finances publiques de l'année budgétaire 2015	-2 160,000
58nonies, alinéa 5	partie attribuée du produit de l'IPP 2015	75 376,012

Tableau 15 – Composantes part attribuée 2015 pour la Communauté germanophone

Afin de parvenir au transfert total de l'IPP fédéral pour la Communauté germanophone, un montant de 3 082 832 euros est ajouté au montant ci-dessus²⁵. Ces moyens sont attribués en raison du transfert des matières relatives aux programmes de réinsertion des chômeurs²⁶.

²⁴ Pour une explication plus détaillée de la composition de ces montants: document de la Chambre DOC 53 2974/001, art. 43 (24/07/2012).

²⁵ Ainsi qu'aux montants des années suivantes.

²⁶ Voir article 58undecies, loi 1983.

Depuis l'année budgétaire 2016, le calcul du transfert de l'IPP fédéral s'opère comme suit:

	Communautés flamande & française	Communauté germanophone
AB 2016	transfert IPP fédéral 2016 = transfert IPP fédéral 2015 <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation 2016 75% de la croissance réelle du PIB 2016	transfert IPP fédéral 2016 = transfert IPP fédéral 2015 (selon art 58nonies, loi 1983) <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation 2016 91% de la croissance réelle du PIB 2016
	- 356 292 000 euros	- 2 160 000 euros
		+ 3 038 832 euros
AB 2017 et s.	transfert IPP fédéral (t) = transfert IPP fédéral (t-1) <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation (t) 55% de la croissance réelle du PIB (t) pour partie croissance ≤2,25%; 100% pour partie croissance >2,25%	transfert IPP fédéral (t) = transfert IPP fédéral (t-1) (selon art 58nonies, loi 1983) <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation (t) 91% de la croissance réelle du PIB (t)
		+ 3 038 832 euros

Tableau 16 – Méthode de calcul du transfert de l'IPP fédéral depuis l'année budgétaire 2016

Les diminutions lors de l'année budgétaire 2016 sont les contributions des communautés à l'assainissement des finances publiques de cette année budgétaire. En n'intégrant pas dans le calcul l'intégralité de la croissance économique, les communautés fournissent une contribution au financement des coûts du vieillissement. En partant du montant de l'année budgétaire précédente après application de la contribution à l'effort d'assainissement, les contributions, cumulées sur 2015-2016, à l'assainissement des finances publiques sont reportées de manière structurelle sur les années suivantes.

Depuis l'année budgétaire 2015, le montant total pour les Communautés flamande et française envisagées ensemble, est réparti sur ces deux entités en proportion des recettes de l'IPP fédéral localisé dans chaque communauté ²⁷. Les recettes de l'IPP fédéral localisées en Communauté flamande (française) sont constituées des recettes de l'IPP fédéral localisées en région de langue néerlandaise (française), augmentées de 20% (80%) des recettes de l'IPP fédéral localisées en Région de Bruxelles-Capitale.

Cette clé de répartition est fixée après expiration du délai d'imposition de 18 mois (droits constatés au 30/06 (t+1) ; recettes perçues au 30/08 (t+1)) ²⁸. Ce qui signifie ceci pour ce budget :

El	délai d'imposition	clé de répartition définitive de
2018	30/06/2019	AB 2019
2019	30/06/2020	AB 2020

Tableau 17 – Détermination de la clé IPP fédéral

La clé de répartition définitive a été utilisée pour la fixation définitive de l'année budgétaire 2019. Etant donné que, pour l'estimation ajustée de l'année budgétaire 2020, la clé de répartition définitive

²⁷ Les recettes de El (t-1) sont utilisées pour AB (t).

²⁸ Code des impôts sur les revenus 1992, article 359.

n'était pas encore connue, une estimation est utilisée, estimation qui provient de la dernière clé de répartition définitive (EI 2018).

Aussi bien le mécanisme de transition que la cotisation de responsabilisation pensions doivent être imputés sur la part attribuée de l'IPP fédéral.

Mécanisme de transition

Un mécanisme de transition ²⁹ est appliqué pour les années budgétaires 2015 à 2033 inclus. Cela doit garantir que, pour l'année de départ du système réformé de financement après la sixième réforme de l'Etat, à savoir l'année budgétaire 2015

- d'une part, chaque entité fédérée reçoit des moyens au moins équivalents à ceux prévus dans la LSF antérieure à 2015 pour les compétences existantes, et
- d'autre part, pour le financement des nouvelles compétences transférées depuis 2015, aucune entité n'est gagnante ou perdante, et chaque entité fédérée dispose donc dès le départ des ressources correspondant à ses besoins,
- sans préjudice des autres objectifs de la réforme, à savoir le juste financement de Bruxelles, la participation de chaque entité fédérée à l'assainissement des finances publiques, le partage des coûts du vieillissement et la responsabilisation des régions en matière de climat.

Le montant de transition pour les communautés a été définitivement fixé lors de l'élaboration du budget initial 2018. A ce moment, les recettes réalisées de l'IPP fédéral de l'EI 2015 étaient connues ³⁰. La localisation de ces recettes influence le montant de transition relatif aux parts attribuées de l'IPP fédéral et de la TVA ³¹.

Depuis l'année budgétaire 2016, le mécanisme de transition a été élargi au montant de transition relatif à la dotation « Investissements hôpitaux », dotation attribuée depuis cette année budgétaire 2016 aux communautés et à la Commission Communautaire Commune ³². Afin de déterminer ce montant de transition, la dotation visée est réduite du montant des financements accordés par le pouvoir fédéral aux entités concernées ³³.

Le montant total de transition déterminé par entité fédérée reste constant en termes nominaux pendant les années 2015 (respectivement 2016 en ce qui concerne le montant de transition relatif à la dotation « Investissements hôpitaux ») à 2024 inclus. Il sera réduit à zéro, de manière linéaire sur dix ans, de 2025 à 2034 inclus.

Lorsque le montant de transition est négatif, la valeur absolue du montant est ajoutée à la dotation de l'IPP fédéral. Lorsqu'il est positif, il est porté en déduction.

²⁹ Tel que visé à l'article 48/1, §1, LSF et à l'article 58novodecies, loi 1983.

³⁰ Droits constatés, situation 30 juin 2016, tel que visés à l'article 7, alinéa 3, LSF.

³¹ Tel que visé à l'article 48/1, § 1, alinéa 1, 1°, LSF.

³² Tel que visé à l'article 47/9, LSF et à l'article 58septiesdecies, loi 1983.

³³ Tel que visé à l'article 47/9, § 4, LSF et à l'article 58septiesdecies, alinéa 2, loi 1983.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020							x 1000 EUR
	art 48/1, BFW - LSF	art 58novodecies, §1, wet - loi 1983	Vgem - Cfl	Fgem - Cfr	GGC - COCOM	Dgem - Cg	TOT
toegewezen gedeelten PB & btw - parts attribuées IPP & TVA	§1, 1°	\	-29 326,816	187 869,364	0,000	0,000	158 542,548
gezinsbijslagen - allocations familiales	§1, 2°	§1, 1°	78 005,939	-49 686,342	-28 319,598	8 807,074	8 807,074
ouderenzorg - soins personnes âgées	§1, 3°	§1, 2°	-34 479,444	-6 729,294	41 208,739	-1 340,352	-1 340,352
diverse gezondheidszorgen en hulp aan personen - soins de santé divers et aides aux personnes	§1, 4°	§1, 3°	-34 224,984	-28 239,000	99 845,885	2 564,324	39 946,225
justitiehuizen - maisons de justice	§1, 5°	§1, 4°	9 745,966	-9 844,223	0,000	98,256	-0,001
diverse bevoegdheden (geïntegreerd in btw-dotatie) - compétences diverses (intégrées dans la dotation TVA)	§1, 6°	\	-100 650,737	-57 875,957	-15,854	0,000	-158 542,548
budgettaire neutraliteit sociale bijdragen overdracht gezinsbijslagen - neutralité budgétaire cotisations sociales transfert d'allocations familiales	§1, 7°	\	-4 553,362	4 526,332	0,000	0,000	-27,030
instellingen in BHG (wijziging voogdij-entiteit) - institutions dans la RBC (changement de l'entité de tutelle)	§1, 2e tot 4e lid	\	0,000	82 834,684	-82 834,684	0,000	0,000
investeringen ziekenhuizen (vanaf BJ 2016) - investissements hôpitaux (à partir de AB 2016)	§4	§2	-37 311,485	32 506,654	5 853,161	-1 048,511	-0,180
overgangsmechanisme - mécanisme de transition			-152 794,922	155 362,217	35 737,649	9 080,791	47 385,735

Tableau 18 – Montant de transition communautés

Cotisation de responsabilisation pensions

La sixième réforme de l'État introduit, pour les différentes entités fédérées, une responsabilité accrue pour le paiement des pensions de leurs fonctionnaires nommés. Pour les années budgétaires 2015 à 2020 incluse, les montants des contributions de responsabilité dues annuellement ont été établis par communauté dans la LSF ³⁴ et dans la loi 1983 ³⁵. A partir de l'année budgétaire 2021, la cotisation de responsabilité par entité est déterminée en appliquant un taux de cotisation à la masse des salaires payée par l'entité concernée au cours de l'année calendrier précédente. Le montant pour la Communauté flamande est imputé intégralement sur la Région flamande.

³⁴ Article 65quinquies, § 1, alinéa 2, 1° et 2°, LSF.

³⁵ Article 60quater, alinéa 2, loi 1983.

5. Transfert d'IPP fédéral aux régions

Les montants à l'article 4 sont constitués :

- des dotations d'IPP fédéral ³⁶, à savoir
 - la dotation résiduaire ³⁷, et
 - les moyens marché de l'emploi ³⁸, et
 - les moyens dépenses fiscales ³⁹
- du mécanisme de solidarité nationale ⁴⁰,
- du montant de transition ⁴¹,
- de la contribution de responsabilisation pour les pensions ⁴²,
- de la compensation navetteurs ⁴³, et
- de la compensation fonctionnaires internationaux⁴⁴.

Comme expliqué au point 1, le règlement des soldes spécifiques et de la régularisation des additionnels est soumis à une limitation de 2% des versements mensuels. Cette limitation s'applique seulement en optique caisse ; en optique SEC, l'entièreté du règlement a été attribuée pendant l'année budgétaire 2018. L'application de cette limitation est détaillée dans les tableaux 32, 33 et 34 (voir 5.6). Les montants dans tous les autres tableaux suivent l'optique SEC.

³⁶ Article 1, §2, 4°, LSF et article 53, LSF.

³⁷ Article 35octies, LSF.

³⁸ Article 35nonies, LSF.

³⁹ Article 35decies, LSF.

⁴⁰ Article 48, LSF.

⁴¹ Tel que visé à l'article 1, §2, 7°, LSF.

⁴² Article 65quinquies, LSF.

⁴³ Article 64quater, LSF.

⁴⁴ Article 64quinquies, LSF.

Pour cette année budgétaire, les transferts sont estimés comme suit :

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR				
	art BFW - LSF	Vgew-Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
federale PB dotaties - dotations IPP fédéral		2 771 682,873	1 395 026,307	377 523,434	4 544 232,615
<i>restdotatie - dotation divers</i>	<i>35octies</i>	<i>475 938,781</i>	<i>391 209,763</i>	<i>78 487,818</i>	<i>945 636,362</i>
<i>dotatie werk - dotation emploi</i>	<i>35nonies</i>	<i>1 190 890,495</i>	<i>520 718,134</i>	<i>155 121,241</i>	<i>1 866 729,871</i>
<i>dotatie fiscale uitgaven - dotation dépenses fiscales</i>	<i>35decies</i>	<i>1 104 853,597</i>	<i>483 098,409</i>	<i>143 914,375</i>	<i>1 731 866,381</i>
correcte financiering Brusselse Instellingen - juste financement des Institutions bruxelloises		-25 662,366	-18 337,634	216 784,849	172 784,849
<i>compensatie pendelaars - compensation navetteurs</i>	<i>64quater,</i>	<i>-26 882,608</i>	<i>-17 117,392</i>	<i>44 000,000</i>	<i>0,000</i>
<i>specifiek saldo pendelaars 2015-2018 - solde spécifique navetteurs 2015-2018</i>		1 220,242	-1 220,242	0,000	0,000
<i>compensatie internationale ambtenaren - compensation fonctionnaires internationaux</i>	<i>64quinquies</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>172 784,849</i>	<i>172 784,849</i>
nationaal solidariteitsbedrag - montant de solidarité nationale	48	0,000	593 390,713	344 823,071	938 213,784
overgangsbedrag - montant de transition	48/1	-321 556,722	620 539,074	99 137,387	398 119,738
responsabiliseringsbijdrage pensioenen - contribution de responsabilisation pensions	65quinquies	-131 053,530	-6 021,127	-1 188,080	-138 262,737
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	54, § 1, vierde lid / alinéa 4	-5 185,448	-18 522,705	4 713,706	-18 994,447
overdrachten federale PB - transferts d'IPP fédéral	53	2 288 224,807	2 566 074,628	1 041 794,366	5 896 093,801

Tableau 19 – Transfert d'une partie du produit de l'IPP fédéral aux régions ⁴⁵

Les différents montants sont détaillés ci-dessous :

5.1. Dotations IPP fédéral

5.1.1. Dotation résiduaire

Le montant de base pour la dotation résiduaire pour l'année budgétaire 2015 est définitif depuis le contrôle budgétaire 2016 et il se présente schématiquement comme suit ⁴⁶:

⁴⁵ Sans tenir compte de la dotation destinée à certaines communes de la RBC, dotation visée à l'article 46bis, loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.

⁴⁶ Pour une explication plus détaillée de la composition de ces montants : voir document de la Chambre DOC 53 2974/001, art. 25-30 (24/07/2012).

art LSF	description	x 1000 EUR
35octies, § 1, alinéa 2, 1°	moyens supplémentaires pour les compétences transférées lors des réformes de l'état précédentes	259 990,387
35ter	agriculture (depuis 1993)	116 855,395
35quater	agriculture & pêche maritime (depuis 2002)	52 624,072
35quinquies	recherche scientifique agriculture (depuis 2002)	59 713,608
35sexies	commerce extérieure (depuis 2002)	21 825,149
35septies	loi provinciale et communale (depuis 2002)	8 972,162
35octies, § 1, alinéa 2, 2°	moyens supplémentaires pour les compétences transférées lors de la sixième réforme de l'état	625 887,632
	calamités publiques; politique des grandes villes; calamités agricoles; Fonds de réduction du coût global de l'énergie; Bureau d'Intervention et de Restitution belge; personnel comités d'acquisition & bien-être animal; Fonds de participation (partim)	125 887,632
	dotation d'équilibre	500 000,000
35octies, § 1, alinéa 2, 3°	montant forfaitaire transfert de bâtiments de la cinquième réforme de l'Etat (accords du Lambermont 2001)	5 000,000
35octies, § 1	montant de base de la dotation IPP fédéral art. 35octies, LSF pour 2015	890 878,019

Tableau 20 – Composantes du montant de base 2015 de la dotation résiduaire

Depuis l'année budgétaire 2016, la dotation résiduaire est calculée comme suit :

AB 2016	dotation 2016 = dotation 2015 <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation 2016 100% de la croissance réelle du PIB 2016
AB 2017 et s.	dotation (t) = dotation (t-1) <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation (t) 55% de la croissance réelle du PIB (t) pour partie croissance ≤ 2,25%; 100% pour partie croissance > 2,25%

Tableau 21 – Méthode de calcul de la dotation résiduaire depuis l'année budgétaire 2016

En n'intégrant pas dans le calcul, depuis l'année budgétaire 2017, l'intégralité de la croissance économique réelle, les régions contribuent au financement des coûts du vieillissement.

Depuis l'année budgétaire 2015, les moyens sont répartis entre les régions selon une clé de répartition fixe (voir tableau 26) ^{47 48}.

La dotation résiduaire telle qu'elle a été calculée pour cette année budgétaire, y compris le solde de l'année budgétaire précédente, est présentée dans le tableau 26 (5.1.4).

⁴⁷ Article 35octies, § 1, alinéa 5, LSF.

⁴⁸ Pour le calcul de la dotation pour les années budgétaires 2015-2019, la dotation par région était réduite des montants encore à liquider pour différents projets de la politique des grandes villes. Cette réduction doit permettre à l'Etat fédéral de continuer le financement des engagements en cours.

5.1.2. Dotation emploi

Le montant de base de la dotation emploi pour l'année budgétaire 2015 est définitif depuis le contrôle budgétaire 2016 et se présente comme suit ⁴⁹:

		x 1000 EUR
art LSF	description	
35nonies, § 1, alinéa 2, 1°	crédit prévu au budget 2013 état fédéral et sécurité sociale pour compétences transférées et lié à l'indexation et croissance économique réelle 2014 & 2015: à 90%	3 676 670,411
35nonies, § 1, alinéa 2, 2°	droits de tirage emploi hors partie Cg (ancien art 35, LSF): à 90%	434 491,222
35nonies, § 1, alinéa 2, 3°	montant de correction	-707 935,702
	<i>recettes attendues art 2bis, LSF & dépenses IBSR qui restent fédérales</i>	-207 935,702
	<i>compensation dotation d'équilibre art 35octies, LSF</i>	-500 000,000
35nonies, § 1, alinéa 2, 4°	contribution à l'assainissement des finances publiques pour l'année budgétaire 2015	-831 348,000
35nonies, § 1, alinéa 2	montant de base de la dotation d'IPP fédérale art. 35nonies, LSF pour 2015	2 571 877,931

Tableau 22 – Composantes du montant de base 2015 de la dotation emploi

Depuis l'année budgétaire 2016, la dotation emploi est calculée comme suit :

AB 2016	dotation 2016 = dotation 2015 <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation 2016 75% de la croissance réelle du PIB 2016 -831 348 000 euros
AB 2017 et s.	dotation (t) = dotation (t-1) <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation (t) 55% de la croissance réelle du PIB (t) pour partie croissance ≤2,25%; 100% pour partie croissance >2,25%

Tableau 23 - Méthode de calcul de la dotation emploi depuis l'année budgétaire 2016

La diminution lors de l'année budgétaire 2016 représente la contribution des régions à l'assainissement des finances publiques pour cette année budgétaire. En n'intégrant pas dans le calcul l'intégralité de la croissance économique réelle, les régions contribuent au financement des coûts du vieillissement. En partant du montant de l'année budgétaire précédente après l'application de l'effort d'assainissement, les contributions cumulées des années 2015 – 2016 à l'assainissement des finances publiques sont reportées structurellement sur les années à venir.

Depuis l'année budgétaire 2015, les moyens sont répartis entre les régions selon la clé IPP fédérale par région ⁵⁰.

⁴⁹ Pour une explication plus détaillée de la composition de ces montants : voir document de la Chambre DOC 53 2974/001, art. 31 (24/07/2012).

⁵⁰ Les recettes de EI (t-1) sont utilisées pour AB (t).

Cette clé de répartition est fixée après expiration du délai d'imposition de 18 mois (droits constatés au 30/06 (t+1) ; recettes perçues au 30/08 (t+1)) ⁵¹. Ce qui signifie ceci pour ce budget :

El	délai d'imposition	clé de répartition définitive de
2018	30/06/2019	AB 2019
2019	30/06/2020	AB 2020

Tableau 24 – Détermination de la clé IPP fédéral

La clé de répartition définitive a été utilisée pour la fixation définitive de l'année budgétaire 2019. Etant donné que, pour l'année budgétaire 2020, la clé de répartition définitive sera seulement connue au plus tôt lors de l'élaboration du budget initial 2021, une estimation est actuellement utilisée, estimation qui provient de la dernière clé de répartition définitive (El 2018).

Deux montants sont déduits du montant obtenu en application de l'article 35nonies, § 1, LSF : la compensation pour l'exemption de disponibilité ⁵², d'une part, et pour l'emploi dans le régime ALE ⁵³, d'autre part.

Une région est redevable d'une compensation à l'Etat fédéral au cours de l'année budgétaire (t) si le ratio suivant est supérieur à 12 % :

$$\frac{\text{nombre de jours dispensés (t-1)}}{\text{nombre de jours de chômage indemnisés (t-1)}}$$

La compensation est égale au nombre de jours qui dépasse les 12%, multiplié par un montant de 35,5 euros ⁵⁴. Ce montant est ensuite multiplié par un coefficient de 0,5 pour le nombre de jours jusque et y compris 14%; et par un coefficient de 1, si le ratio est supérieur à 14%.

En outre, une région est redevable d'une compensation à l'Etat fédéral au cours de l'année budgétaire (t) si le nombre de personnes qui sont mises à l'emploi dans le régime ALE l'année (t-1) dépasse le nombre maximal fixé pour la région concernée.

La compensation est égale au montant obtenu en multipliant le nombre de jours dépassant le maximum par un montant de 6 000 euros ⁵⁵.

Sur base des estimations communiquées par l'ONEM en juillet 2019 (voir tableau 4), ni la limite de 12% de jours dispensés ni le nombre de jours maximum dans le régime ALE n'auraient été dépassés en 2019 dans aucune région. Par conséquent, pour l'année budgétaire 2020, aucune compensation ne devrait être déduite des dotations.

La dotation emploi, telle que calculée pour cette année budgétaire, y compris le solde de l'année budgétaire précédente, est présentée dans le tableau 26 (5.1.4).

⁵¹ Code des impôts sur les revenus 1992, article 359.

⁵² Article 35nonies, §2, LSF.

⁵³ Article 35nonies, §3, LSF.

⁵⁴ Le montant de 35,50 euros correspond à l'indemnité journalière moyenne des personnes qui ont bénéficié en janvier 2013 d'une dispense de disponibilité. A partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est indexé annuellement et lié à un pourcentage de la croissance réelle du PIB.

⁵⁵ A partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est indexé annuellement et lié à un pourcentage de la croissance réelle du PIB.

5.1.3. Dotation dépenses fiscales

La dotation dépenses fiscales prévoit le transfert aux régions de 60 % des moyens relatifs au transfert de certaines dépenses fiscales à l'IPP, pour lesquelles les régions sont exclusivement compétentes depuis 2015 ⁵⁶. Les 40 % restants sont transférés via l'autonomie fiscale régionale à l'IPP.

Le montant de base définitif est établi par la Cour des Comptes pour les trois régions envisagées ensemble ⁵⁷. Il s'agit des dépenses fiscale régionalisées réalisées de l'EI 2015, y compris la part qui a trait à l'INR, exprimées à politique inchangée et constatées après expiration du délai d'imposition de 18 mois tel que visé dans la Code des impôts sur les revenus 1992, article 359. Par conséquent, 60% de ce montant a été utilisé pour calculer la dotation dépenses fiscales pour l'année budgétaire 2015.

Depuis l'année budgétaire 2016, la dotation dépenses fiscales est calculée comme suit :

AB 2016	dotation 2016 = dotation 2015 <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation 2016 75% de la croissance réelle du PIB 2016
AB 2017 et s.	dotation (t) = dotation (t-1) <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation (t) 55% de la croissance réelle du PIB (t) pour partie croissance ≤2,25%; 100% pour partie croissance >2,25%

Tableau 25 – Méthode de calcul de la dotation dépenses fiscales depuis l'année budgétaire 2016

En n'intégrant pas dans le calcul l'intégralité de la croissance économique, les régions contribuent au financement des coûts du vieillissement.

Depuis l'année budgétaire 2015, les moyens sont répartis entre les régions selon la clé IPP fédérale par région ⁵⁸.

La dotation dépenses fiscales, telle que déterminée pour cette année budgétaire, y compris le solde de l'année budgétaire précédente, est indiquée au tableau 26 (5.1.4).

⁵⁶ Visé à l'article 5/5, § 4, LSF.

⁵⁷ Le rapport et la fiche complète : <https://www.ccrek.be/FR/Publications/Fiche.html?id=bdb653a5-74ab-4e76-bf0d-db283726b2e2> . Ce montant de référence définitif a ensuite été fixé dans l'AR du 17 décembre 2017, publié au Moniteur belge du 22 décembre 2017.

⁵⁸ Ce qui correspond à la clé de la dotation emploi, voir supra.

5.1.4. Aperçu des dotations de cette année budgétaire

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020				x 1000 EUR
totaalbedrag dotatie 3 gewesten - montant total dotation 3 régions	35octies, § 1	35nonies, § 1	35decies	TOT
definitieve vaststelling - fixation définitive 2019	996 210,377	1 966 565,312	1 824 489,126	4 787 264,815
aanpassing indexering - liaison indexation 2020	*	1,0080		
aanpassing reële bbp-groei 2020 à 55% - liaison croissance réelle PIB 2020 à 55%	*	0,9417		
aangepaste raming - estimation ajustée 2020	=	945 636,362	1 866 729,871	1 731 866,381
verdeelsleutels - clés de répartition	Vgew-Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
restdotatie - dotation divers	50,330%	41,370%	8,300%	100,000%
dotatie werk - dotation emploi	63,796%	27,895%	8,310%	100,000%
dotatie fiscale uitgaven - dotation dépenses fiscales				
dotaties per gewest - dotations par région	Vgew-Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
restdotatie - dotation divers	475 938,781	391 209,763	78 487,818	945 636,362
af trek grootstedenbeleid - déduction politique grandes villes	0,000	0,000	0,000	0,000
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-516,750	-424,755	-85,218	-1 026,723
restdotatie incl saldo - dotation divers solde y.c.	475 422,031	390 785,008	78 402,600	944 609,639
dotatie werk - dotation emploi	1 190 890,495	520 718,134	155 121,241	1 866 729,871
vrijstelling werkloosheid - dispense chômage	0,000	0,000	0,000	0,000
PWA - ALE	0,000	0,000	0,000	0,000
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-2 824,758	1 807,605	-1 009,646	-2 026,799
dotatie werk incl saldo - dotation emploi solde y.c.	1 188 065,737	522 525,739	154 111,596	1 864 703,072
dotatie fiscale uitgaven - dotation dépenses fiscales	1 104 853,597	483 098,409	143 914,375	1 731 866,381
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-2 620,681	1 677,013	-936,703	-1 880,371
dotatie fiscale uitgaven incl saldo - dotation dépenses fiscales solde y.c.	1 102 232,916	484 775,422	142 977,672	1 729 986,010

Tableau 26 – calcul des dotations résiduaire, emploi et dépenses fiscales et répartition entre régions

5.2. Montant de solidarité nationale

Depuis 2015, une région reçoit un montant de solidarité nationale si sa part de l'IPP fédéral est inférieure à sa part dans la population totale.

Le montant pour l'année budgétaire (t) est déterminé par région comme suit:

$$B * \text{valeur absolue} (p_{IPP} - p_{POP}) * 80\%$$

'p_{IPP}' représente ici la part d'une région dans l'IPP fédéral de l'exercice d'imposition (t-1) et 'p_{POP}' représente la part de cette même région dans la population totale au 1/1 (t-1). Au Tableau 4, les résultats sont indiqués sur la ligne (c). Lorsque ce résultat est négatif pour une région, elle reçoit un montant de solidarité. C'est le cas pour cette année budgétaire pour la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale. La valeur absolue de la différence est utilisée pour le calcul du montant de solidarité nationale.

Le 'B' dans la formule reprise ci-dessus constitue le montant de base pour l'année budgétaire 2015, toutes régions confondues, et il se décompose comme suit :

art LSF	description	x 1000 EUR
48, § 4, alinéa 1er, 1°	numérateur du facteur d'autonomie (A + B - C) :	11 364 427,417
	<i>A = dotation de base IPP art. 33, LSF, calculée pour l'année budgétaire 2015</i>	14 728 783,365
	<i>B = 4/6 de la dotation IPP fédérale « dépenses fiscales » art. 35decies, LSF</i>	1 090 954,276
	<i>C = minimum 3 régions (termée négatif art. 33bis, LSF / clé IPP art. 33, LSF)</i>	4 455 310,224
48, § 4, alinéa 1er, 2°	dotation IPP fédéral « emploi » aux régions pour l'année budgétaire 2015	2 571 877,931
48, § 4, alinéa 1er, 3°	dotation IPP fédéral « dépenses fiscales » aux régions pour l'année budgétaire 2015	1 636 431,414
48, § 4, alinéa 1er, 4°	dotation IPP fédéral aux communautés pour l'année budgétaire 2015 : à 50 %	3 937 671,299
48, § 4, alinéa 1er	montant de base (B) mécanisme de solidarité nationale pour 2015	19 510 408,061

Tableau 27 – Composantes montant de base 2015 mécanisme de solidarité nationale

Tous les éléments de ce montant de base sont définitifs depuis le contrôle budgétaire 2017. Précédemment, des données provisoires étaient encore utilisées.

La dotation fédérale IPP des dépenses fiscales pour l'année budgétaire 2015 est directement dérivée du montant de référence définitif des dépenses fiscales régionalisées de l'exercice d'imposition 2015 (voir 5.1.3) ;

Le numérateur du facteur d'autonomie définitif, qui est appliqué depuis l'exercice d'imposition 2018, a été approuvé par la Cour des Comptes ⁵⁹ ;

Les recettes de l'IPP fédéral pour l'exercice d'imposition 2015, localisées par région, telles que constatées à la fin du délai d'imposition de 18 mois visé à l'article 359 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Le montant de base pour l'année budgétaire 2016 est calculé en liant le montant de base de l'année budgétaire 2015 à la croissance réelle du PIB et à l'indice des prix à la consommation et en le diminuant ensuite de 1 009 494 000 euros ⁶⁰. Depuis l'année budgétaire 2017, le montant de base de l'année précédente est lié à la croissance réelle du PIB et à l'indice des prix à la consommation.

⁵⁹ Le rapport et la fiche complète: <https://www.ccrek.be/FR/Publications/Fiche.html?id=50e28ec4-0257-4d4a-abf6-ae7eff7a08c9>. Ce montant de référence définitif a encore été fixé par la suite par l'AR du 19 décembre 2017, publié au Moniteur belge du 22 décembre 2017.

⁶⁰ Cette réduction est une contribution des régions à l'assainissement des finances publiques.

Les montants suivants de solidarité nationale pour cette année budgétaire sont obtenus en appliquant la formule mentionnée ci-dessus:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020					x 1000 EUR
	art BFW - LSF	Vgew-Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
basisbedrag - montant de base					19 052 386,032
abs waarde(pPB – pPOP) * 80% - valeur abs(pIPP – pPOP) * 80%	48, § 5	0,00000%	3,11452%	1,80987%	
nationaal solidariteitsbedrag - montant de solidarité nationale	48, §§ 4 tot 6	0,000	593 390,713	344 823,071	938 213,784
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	54, § 1, vierdelid / alinéa 4	0,000	-20 805,826	7 015,641	-13 790,186
nationaal solidariteitsbedrag - montant de solidarité nationale	53	0,000	572 584,887	351 838,712	924 423,598

Tableau 28 – Calcul du montant de solidarité nationale par région

Le montant total de solidarité nationale est prélevé chaque année sur le produit de l'IPP fédéral.

5.3. Mécanisme de transition

Comme expliqué à la section 4.1.2, un mécanisme de transition ⁶¹ est d'application pour les années budgétaires 2015 à 2033 inclus. Depuis l'élaboration du budget initial 2018, tous les éléments nécessaires au calcul du montant de transition pour les régions - et par conséquent aussi le montant de transition lui-même – ont été définitivement fixés. Le montant total de transition déterminé par entité fédérée reste constant en valeur nominale pendant la période 2015 - 2024 et il sera réduit à zéro de façon linéaire sur dix ans, de 2025 jusqu'en 2034 inclus.

Lorsque le montant de transition est négatif, la valeur absolue du montant est ajoutée à la dotation de l'IPP fédéral. Lorsqu'il est positif, il est porté en déduction.

⁶¹ Pour les régions : tel que visé à l'article 48/1, §2, LSF.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020					x 1000 EUR
	art 48/1, §2, BFW - LSF	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
bevoegdheden overgeheveld voor 2015 - compétences transférées avant 2015	1°	-23 803,783	6 318,070	17 485,713	0,000
landbouw - agriculture (1993)	1°, a)	-13 590,282	3 891,285	9 698,998	0,000
landbouw & zeevisserij - agriculture & pêche maritime (2002)	1°, b)	-5 288,084	2 266,170	3 021,914	0,000
wetenschappelijk onderzoek landbouw - recherche scientifique agriculture (2002)	1°, c)	-1 385,268	-3 570,961	4 956,229	0,000
buitenlandse handel - commerce extérieure (2002)	1°, d)	-2 848,836	2 852,942	-4,106	0,000
provincie- en gemeentewet - loi provinciale et communale (2002)	1°, e)	-691,312	878,635	-187,322	0,000
nieuwe bevoegdheden & integratie bestaande bevoegdheden - nouvelles compétences & intégration compétences existantes	2°	6 133,699	20 967,236	-27 100,934	0,000
arbeidsmarktbeleid - marché du travail	3°	407 053,297	-222 508,810	-184 544,487	0,000
arbeidsmarktbeleid - marché du travail	4°	-239 498,005	-157 640,209	-59 657,523	-456 795,737
fiscale uitgaven - dépenses fiscales	5°	-57 040,878	-17 453,206	74 494,084	0,000
fiscale autonomie - autonomie fiscale	6°	64 189,972	-22 526,647	-41 663,326	0,000
negatieve term - terme négatif	7°	164 522,421	0,000	209 480,164	374 002,585
mechanisme nationale solidariteit - mécanisme solidarité nationale	8°	0,000	-227 887,525	-87 000,431	-314 887,956
sociale bijdragen: overdracht gezinsbijslagen - cotisations sociales: transfert allocations familiales	9°	0,000	192,017	-630,647	-438,630
bedrag overgangsmechanisme - montant du mécanisme de transition		321 556,722	-620 539,074	-99 137,387	-398 119,738

Tableau 29 – Montant de transition régions

5.4. Juste financement des institutions bruxelloises

Les deux transferts vers la RBC discutés ci-dessous forment la deuxième partie des mesures prises dans le cadre du juste financement des Institutions bruxelloises ⁶². Etant donné que les revenus de certains travailleurs travaillant sur le territoire de la RBC ne sont pas pris en compte pour l'attribution des moyens à cette région, des compensations ont été instaurées à cette fin.

5.4.1. Compensation navetteurs ⁶³

La RBC reçoit d'une part une compensation pour la perte de revenus causée par les flux de navetteurs en provenance de la Région flamande et de la Région wallonne. Ce montant est réparti entre ces deux régions au prorata de leur part dans le flux net total des navetteurs vers la RBC (voir Tableau 4) et il est porté en déduction de leur dotation dépenses fiscales. Depuis l'année budgétaire 2017, cette compensation s'élève à 44 millions d'euros.

Jusqu'ici des chiffres provisoires concernant les navetteurs ont été utilisés. A partir du budget ajusté 2020 les chiffres définitifs des navetteurs provenant de l'ONSS sont disponibles. Le solde définitif du décompte concernant la dotation navetteurs de l'année budgétaire 2019 tient compte de ces chiffres définitifs de navetteurs.

Pour le calcul des soldes définitifs du décompte des années budgétaires 2015 à 2018 inclus, des chiffres provisoires concernant les navetteurs ont encore été utilisés. En remplaçant ces chiffres par les chiffres définitifs de l'ONSS, on constate que la Région flamande a contribué trop et par conséquent que la Région wallonne a contribué trop peu. Ceci est corrigé par les versements ajustés de l'année budgétaire 2020.

⁶² La première partie, à savoir les moyens affectés et le complément mainmorte, a été réglée par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises, publiée au Moniteur belge du 22 août 2012.

⁶³ Tel que visée à l'article 64quater, LSF.

	clé de répartition provisoire		clé de répartition définitive	
	Rfl	Rw	Rfl	Rw
2014	63,158%	36,842%	62,644%	37,356%
2015	62,925%	37,075%	62,644%	37,356%
2016	62,769%	37,231%	62,337%	37,663%
2017	62,735%	37,265%	62,214%	37,786%
2018	62,847%	37,153%	61,757%	38,243%

EUR	dotation navetteurs totale	répartition provisoire		répartition définitive		impact budgétaire	
		Rfl	Rw	Rfl	Rw	Rfl	Rw
2014	32 000 000	20 210 440	11 789 560	20 046 110	11 953 890	-164 330	164 330
2015	48 000 000	30 204 125	17 795 875	30 069 165	17 930 835	-134 960	134 960
2016	49 000 000	30 756 696	18 243 304	30 545 112	18 454 888	-211 584	211 584
2017	44 000 000	27 603 608	16 396 392	27 374 046	16 625 954	-229 562	229 562
2018	44 000 000	27 652 896	16 347 104	27 173 090	16 826 910	-479 806	479 806
TOT						-1 220 242	1 220 242

La dotation navetteurs est réparti comme suit pour cette année budgétaire :

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR		
	Vgew-Rfl	Wgew - Rw	BHG-RBC
aangepaste raming begrotingscontrole - estimation ajustée contrôle budgétaire	-26 882,608	-17 117,392	44 000,000
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	776,741	-776,741	0,000
specifiek saldo 2015-2018 - solde spécifique 2015-2018	1 220,242	-1 220,242	0,000
compensatie pendelaars - compensation navetteurs	-24 885,625	-19 114,375	44 000,000

Tableau 30 – Répartition entre les régions de la compensation navetteurs

5.4.2 Compensation fonctionnaires internationaux ⁶⁴

D'autre part, la RBC reçoit une compensation pour la présence importante de fonctionnaires internationaux sur son territoire. Ce transfert est à charge du pouvoir fédéral.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR
	BHG-RBC
aangepaste raming begrotingscontrole - estimation ajustée contrôle budgétaire	172 784,849
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-270,368
compensatie internationale ambtenaren - compensation fonctionnaires internationaux	172 514,480

Tableau 31 – Compensation fonctionnaires internationaux

⁶⁴ Tel que visé à l'article 64quinquies, LSF.

5.5. Cotisation de responsabilisation pensions

La sixième réforme de l'État introduit, pour les différentes entités fédérées, une responsabilité accrue pour le paiement des pensions de leurs fonctionnaires nommés. Pour les années budgétaires 2015 à 2020 incluse, les montants des contributions de responsabilité dues annuellement ont été établis par région dans la LSF ⁶⁵. A partir de l'année budgétaire 2021, la cotisation de responsabilité par entité est déterminée en appliquant un taux de cotisation à la masse des salaires payée par l'entité concernée au cours de l'année calendrier précédente. Le montant pour la Communauté flamande est imputé intégralement sur la Région flamande.

5.6. Elaboration de la limitation de 2% en optique caisse

Comme déjà indiqué au point 1, le règlement des soldes spécifiques des années budgétaires 2015-2016-2017 et la régularisation des centimes additionnels régionaux pour les exercices d'imposition 2015-2016-2017 sont soumis à une limite de 2% des versements mensuels aux régions. Etant donné qu'une fraction seulement des montants à régler a pu être imputée sur les versements de l'année budgétaire 2018, le solde a été reporté sur les années budgétaires suivantes. L'application de cette limitation est détaillée ci-dessous.

La base de la limitation de 2% pour les régions est constituée de la somme des montants suivants:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR			
grondslag voor verrekening (= 2020 initieel incl. saldo (t-1)) - base pour règlement (= 2020 initial y compris solde (t-1))	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
titel/titre IV (voorafname fed PB - prélèvement IPP féd)	2 765 720,685	1 398 086,169	375 491,868	4 539 298,722
titel/titre V (mechanisme nationale solidariteit - mécanisme solidarité nationale)	0,000	572 584,887	351 838,712	924 423,598
titel/titre V/1 (overgangsmechanisme - mécanisme de transition)	-321 556,722	620 539,074	99 137,387	398 119,738
art. 64quater (pendelaars - navetteurs)	-24 885,625	-19 114,375	44 000,000	0,000
art. 64quinquies (internationale ambtenaren - fonctionnaires internationaux)	0,000	0,000	172 514,480	172 514,480
TOT	2 419 278,337	2 572 095,755	1 042 982,446	6 034 356,538

Tableau 32 – Composantes base limitation 2% versements mensuels

En soumettant ce total à la limitation de 2%, on obtient le montant par région qui sera déduit des versements mensuels effectués pendant l'année budgétaire 2020:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR			
2%-beperking - limitation 2%	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
op jaarbasis - sur base annuelle	48 385,567	51 441,915	20 859,649	120 687,131
op maandbasis - sur base mensuelle	4 032,131	4 286,826	1 738,304	10 057,261

Tableau 33 – Limitation 2% versements mensuels

Après règlement des montants ci-dessus au cours de l'année budgétaire 2020, il subsiste encore une partie des soldes qui doit être réglé au cours de l'année budgétaire 2021 et années suivantes:

⁶⁵ Article 65quinquies, § 1, alinéa 2, 3° et 4°, LSF.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020				x 1000 EUR
te verrekenen bedrag na onderwerping aan de 2%-beperking in 2020 e.v. jaren - montant à régler après assujettissement à la limitation 2% en 2020 et les années suivantes	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
totaal te verrekenen	-1 017 600,043	-457 094,628	-151 821,450	-1 626 516,120
specifieke saldi 2015-2017 - soldes spécifiques 2015-2017	-80 837,515	-47 933,527	-36 216,686	-164 987,729
regular. gewest. opcent. - régular. addit. rég. 2015-2017	-936 762,527	-409 161,101	-115 604,764	-1 461 528,392
reeds verrekend in 2018-2019	101 635,183	108 541,992	43 531,229	253 708,403
nog te verrekenen in 2020 e.v. jaren	-915 964,859	-348 552,637	-108 290,221	-1 372 807,717
totaal te verrekenen bedrag in 2020 onderworpen aan 2%-beperking - montant total à régler en 2020 assujetti à la limitation 2%	-48 385,567	-51 441,915	-20 859,649	-120 687,131
nog te verrekenen in volgende jaren - encore à régler dans les années prochaines	-867 579,292	-297 110,722	-87 430,572	-1 252 120,586

Tableau 34 – Montants restants soldes spécifiques & régularisation centimes additionnels après imputations

Etant donné que le montant total à régler des soldes spécifiques et de la régularisation des centimes additionnels régionaux ont déjà été entièrement imputés en SEC pendant l'année budgétaire 2018, il n'y a plus d'impact SEC pour l'année budgétaire 2019 et suivantes. La différence entre les transferts en optique SEC et optique caisse est par conséquent le montant de la limitation de 2%, comme calculé ci-dessus par région.

6. Recettes en matière d'amendes routières régionalisées

L'article 5 détermine les transferts estimés des recettes non-fiscales propres⁶⁶ attribuées aux régions selon le lieu de l'infraction. Il s'agit des recettes des recouvrements immédiats, des règlements à l'amiable et des amendes pénales relatifs aux infractions à la réglementation en matière de sécurité routière, celle-ci étant désormais une compétence régionale.

Le pouvoir fédéral verse les recettes qu'il perçoit à l'institution compétente de la région à la fin du mois suivant le mois au cours duquel ces recettes ont été perçues par le pouvoir fédéral.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020				x 1000 EUR
	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
geregionaliseerde verkeersboeten - amendes routières régionalisées	131 533,671	42 191,654	22 168,925	195 894,250

Tableau 35 – Recettes estimées des amendes routières régionalisées

⁶⁶ Tel que visé à l'article 2bis, LSF.

7. Transferts de l'impôt des personnes physiques régional aux régions

Le tableau 1 (voir supra) donne un aperçu global des avances estimées en matière d'IPP régional de l'exercice d'imposition 2020 et des recettes attendues en ce qui concerne les décomptes des exercices d'imposition précédents qui impactent cette année budgétaire. Les différents montants sont expliqués plus en détail ci-dessous.

7.1. Méthode d'estimation et détermination des avances

La méthodologie pour estimer les recettes de l'IPP régional a été déterminée par AR ⁶⁷, comme prévu dans la LSF ⁶⁸.

Les recettes réalisées de l'IPP régional de l'exercice d'imposition 2018 (droits constatés, situation au 30/6/2019) ⁶⁹ servent de base pour l'estimation actualisée des recettes de l'exercice d'imposition 2019 ainsi que pour l'estimation ajustée des avances de l'exercice d'imposition 2020.

L'estimation des avances de l'exercice d'imposition 2020 est basée sur le facteur d'autonomie définitif qui est égal à 24,957% ⁷⁰.

Un coefficient de perception est également appliqué. Depuis l'exercice d'imposition 2018, ce coefficient est établi annuellement par région et est égal à la moyenne des taux de perception des trois derniers exercices d'imposition connus par région ⁷¹. Par conséquent, pour l'exercice d'imposition 2020, les taux de perception des exercices d'imposition 2016-2018 ont été repris, ce qui donne les coefficients suivants :

- Région flamande : 0,9945
- Région wallonne : 0,9890
- Région de Bruxelles-Capitale : 0,9869.

L'article 6, alinéa 1, de ce projet détermine pour cette année budgétaire l'estimation des recettes de l'IPP régional ⁷² de l'exercice d'imposition 2020 ⁷³, après déduction des réductions d'impôt et crédits d'impôt estimés ⁷⁴. L'estimation de ce montant et sa répartition entre les régions déterminent les avances mensuelles qui seront versées aux régions ⁷⁵.

⁶⁷ AR du 27 juin 2016 fixant la méthodologie pour l'estimation des recettes régionales de l'impôt des personnes physiques, publié au Moniteur belge du 4 juillet 2016.

⁶⁸ Article 54/1, §3, alinéa 2, LSF.

⁶⁹ Après expiration du délai d'imposition de 18 mois tel que visé dans la Code des impôts sur les revenus 1992, article 359 ; voir aussi l'article 54/1, §4, alinéa 1, LSF.

⁷⁰ Le rapport et la fiche complète : <https://www.ccrek.be/FR/Publications/Fiche.html?id=50e28ec4-0257-4d4a-abf6-ae7eff7a08c9> . Le facteur d'autonomie définitif a ensuite été fixé dans l'AR du 19 décembre 2017, publié au Moniteur belge du 22 décembre 2017.

⁷¹ Conformément à l'article 2, §2, AR du 27 juin 2016 (voir note de bas de page 68).

⁷² Tel que visé à l'article 54/1, §3, LSF.

⁷³ Tel que visé à l'article 5/1, §1, LSF.

⁷⁴ Tel que visé à l'article 5/5, §4, LSF.

⁷⁵ Tel que visé à l'article 54/1, §3, LSF.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020						x 1000 EUR
AJ - EI 2020	art BFW - LSF	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT	
Belasting Staat - Impôt Etat	5/2, § 2	31 099 253,959	13 411 842,514	3 943 157,485	48 454 253,959	
Gewestelijke opcentiemen - Additionnels régionaux	5/1, § 1	7 761 809,822	3 347 352,676	963 290,342	12 072 452,841	
Fiscale uitgaven - Dépenses fiscales	5/5, § 4	1 731 463,567	823 779,523	111 272,896	2 666 515,986	
Gewestelijke personenbelasting - Impôt des personnes physiques régional	54/1 & 54/2	5 997 179,351	2 495 813,848	840 856,017	9 333 849,217	

Tableau 36- Composantes utilisées lors de l'estimation des avances de l'IPP régional (avec application des coefficients de perception par région)

7.2. L'impôt des non-résidents

L'article 6, alinéa 2, de ce projet détermine pour cette année budgétaire le montant des recettes de l'INR ⁷⁶ de l'exercice d'imposition 2019, tenant compte des dispositions fiscales régionales ⁷⁷.

L'INR estimé représente un coût pour les régions, coût qui leur sera imputé dans le courant de cette année budgétaire ⁷⁸.

7.3. Le solde du premier décompte

L'article 6, troisième alinéa de ce projet reprend l'estimation du décompte de l'exercice d'imposition 2019 après expiration du délai d'imposition visé à l'article 359, CIR 1992 ⁷⁹.

Il s'agit du premier décompte de l'IPP régional de l'exercice d'imposition 2019, en faisant la différence entre :

- le montant des avances mensuelles versé à chaque région pendant l'année budgétaire 2019 ; et
- la somme des recettes perçues en matière d'IPP régional ⁸⁰ de la région concernée pendant les 20 mois écoulés depuis le début de l'exercice d'imposition 2019 ; il s'agit par conséquent des recettes perçues pour cet exercice d'imposition au cours de la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 août 2020.

Le montant réalisé du décompte sera versé aux régions à la fin du mois de septembre 2020.

7.4. Les soldes des décomptes mensuels successifs

7.4.1. Exercice d'imposition 2019

L'article 6, alinéa 4 de ce projet tient compte de l'estimation du décompte mensuel des dépenses et des recettes de l'exercice 2019, estimation établie à compter du troisième mois qui suit l'expiration du délai d'imposition visé à l'article 359 du CIR 1992, donc à partir du mois de septembre 2020 ⁸¹.

Le montant effectif de ces différences pour les mois de septembre à décembre 2020 inclus – censé être positif pour les trois régions – sera versé à la région concernée de façon étalée sur la période octobre 2020-janvier 2021 en fonction des différences mensuelles effectives constatées pour chaque région.

⁷⁶ Tel que visé à l'article 54/2, LSF.

⁷⁷ Les centimes additionnels, les réductions, les diminutions, les augmentations et les crédits d'impôt tels que visés à l'article 5/1, §1, LSF.

⁷⁸ Conformément à l'article 54/2, §3, LSF.

⁷⁹ Tel que visé à l'article 54/1, §4, premier alinéa, LSF.

⁸⁰ Tel que visé à l'article 5/1, §1, LSF.

⁸¹ Tel que visé à l'article 54/1, §4, alinéa 2, LSF.

7.4.2. Exercice d'imposition 2018

L'article 6, alinéa 5, de ce projet tient compte de l'estimation du décompte mensuel des recettes et des dépenses de l'exercice d'imposition 2018, qui est encore attendu pour cette année budgétaire ⁸².

Le montant effectif de ces différences pour les mois de janvier à décembre 2020 inclus – censé être positif pour les trois régions – sera versé à la région concernée de façon étalée sur l'année 2020 en fonction des différences mensuelles effectives constatées pour chaque région.

⁸² Idem note de bas de page 80.

8. Transfert d'IPP fédéral vers la Commission communautaire commune

L'article 7 de ce projet détermine l'estimation pour cette année budgétaire de la part attribuée du produit de l'IPP fédéral qui est destinée à la Commission communautaire commune ⁸³.

Jusqu'à y compris l'année budgétaire 2014, ce transfert consistait en un crédit à charge du budget général des dépenses du pouvoir fédéral. Depuis l'année budgétaire 2015, ce transfert est prélevé sur le produit de l'IPP fédéral.

La méthode de calcul se présente comme suit :

AB 2015	transfert IPP fédéral 2015 = dotation 2014
	<i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation 2015
	-10 200 000 euros
AB 2016	transfert IPP fédéral 2016 = transfert IPP fédéral 2015
	<i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation 2016 82,5% de la croissance réelle du PIB 2016
	-10 200 000 euros
AB 2017 et s.	transfert IPP fédéral (t) = transfert IPP fédéral (t-1)
	<i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation (t) 65% de la croissance réelle du PIB (t) pour partie croissance ≤ 2,25%; 100% pour partie croissance > 2,25%

Tableau 37 – Méthode de calcul transfert IPP fédéral à la COCOM

La réduction de 10 200 000 euros est la contribution à l'assainissement des finances publiques pour ces années budgétaires. En partant du montant de l'année budgétaire précédente après l'application de cette contribution, les contributions d'assainissement cumulées sur la période 2015 – 2016 sont structurellement étendues sur les années suivantes. En n'intégrant pas dans le calcul l'intégralité de la croissance économique réelle, la COCOM contribue au financement des coûts du vieillissement.

Les montants suivants sont déduits du transfert estimé:

- le montant de transition qui est positif et qui vient donc en diminution de la part attribuée du produit de l'IPP fédéral (voir tableau 18) ⁸⁴
- le montant de la cotisation de responsabilisation pensions ⁸⁵

⁸³ Tel que visé à l'article 65, § 1, 2°/1, et § 6, LSF.

⁸⁴ Conformément à l'article 48/1, §§ 1, 4 et 5, LSF.

⁸⁵ Tel que visé à l'article 65quinquies, § 1, alinéa 2, 5°, LSF.

Si la part attribuée du produit de l'IPP fédéral est insuffisante pour couvrir le montant de transition et la cotisation de responsabilisation, le solde non imputé est porté en diminution de la dotation soins de santé et aide aux personnes ⁸⁶ et de la dotation soins aux personnes âgées ⁸⁷. C'est le cas pour cette année budgétaire.

Conformément à ces règles d'imputation, la part attribuée du produit de l'IPP fédéral est réduite à zéro pour cette année budgétaire et le solde non imputé est déduit de la dotation soins de santé et aide aux personnes estimée pour cette année budgétaire.

Ce transfert se décompose comme suit pour cette année budgétaire:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR
	GGC - COCOM
aangepaste raming begrotingscontrole - estimation ajustée contrôle budgétaire	19 586,282
overgangsbetrag - montant de transition (-)	35 737,649
responsabiliseringsbijdrage pensioenen - cotisation de responsabilisation pensions	-46,597
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-19,452
PB overdracht - transfert d'IPP	-16 217,417
aanrekening negatieve overdracht op dotaties art 47/7 & 47/8, BFW - attribution transfert négatif sur dotations art 47/7 & 47/8, LSF	16 217,417
federale PB-overdracht na aanrekeningen - transfert d'IPP fédéral après imputations	0,000

Tableau 38 – Estimation transfert d'IPP fédéral à la COCOM

⁸⁶ Tel que visé à l'article 47/8, LSF (voir budget général des dépenses, dotations, section 35).

⁸⁷ Tel que visé à l'article 47/7, LSF (voir budget général des dépenses, dotations, section 35).

9. Transfert d'IPP fédéral à la Commission communautaire flamande et à la Commission communautaire française

L'article 8 de ce projet détermine l'estimation pour cette année budgétaire des parts attribuées du produit de l'IPP fédéral destinées à la Commission communautaire flamande et à la Commission communautaire française.

Depuis l'année budgétaire 2002, ces deux commissions communautaires reçoivent des moyens spéciaux à charge du pouvoir fédéral ⁸⁸. Dans le cadre du juste financement des Institutions bruxelloises, en 2012, il a été décidé d'accorder annuellement, de façon cumulative, un montant supplémentaire au cours de la période 2012-2015 ⁸⁹.

Le montant des transferts était prélevé sur le produit de l'IPP jusqu'à l'année budgétaire 2014, et depuis l'année budgétaire 2015, sur le produit de l'IPP fédéral. Les moyens sont répartis entre les deux commissions communautaires selon une clé de répartition fixe : 80% Cocof et 20% Ccfl.

La méthode de calcul se présente comme suit :

AB 2002	24 789 352,48 euros
AB 2003-2011	transfert (t) = transfert (t-1) <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation (t) croissance réelle du PIB (t)
AB 2012-2015	transfert (t) = transfert (t-1) <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation (t) croissance réelle du PIB (t) +10 000 000 euros
AB 2016 et s.	transfert IPP fédéral (t) = transfert IPP fédéral (t-1) <i>lié à</i> évolution indice des prix à la consommation (t) croissance réelle du PIB (t)

Tableau 39 – Méthode de calcul transfert d'IPP fédéral à la Ccfl et à la Cocof

La contribution de responsabilisation pour les pensions dont la Commission communautaire française est redevable, est déduite de ces moyens.

Pour cette année budgétaire, ce transfert est constitué comme suit :

⁸⁸ Tel que visé à l'article 65bis, LSF.

⁸⁹ Tel que visé à l'article 65ter, LSF (inséré par l'article 5 de la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises).

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR		
	VGC - CCfl	FGC - COCOF	TOT
aangepaste raming begrotingscontrole - estimation ajustée contrôle budgétaire	15 909,445	63 637,781	79 547,226
responsabiliseringsbijdrage pensioenen - cotisation de responsabilisation pensions	0,000	-219,630	-219,630
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-10,408	-41,632	-52,040
federale PB overdracht - transfert d'IPP fédéral	15 899,037	63 376,519	79 275,556

Tableau 40 – Estimation transfert d'IPP fédéral à la Ccfl et à la Cocof

10. Transfert d'IPP fédéral aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale

L'article 9 de ce projet détermine l'estimation pour cette année budgétaire de la part attribuée du produit de l'IPP fédéral destinée aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ⁹⁰.

Ces moyens sont accordés annuellement depuis l'année budgétaire 2002 et répartis entre les communes de la Région de Bruxelles-Capitale dont le collège des bourgmestres et échevins est composé conformément à l'article 279 de la nouvelle loi communale ou dont le centre public d'aide sociale est présidé conformément au même article de loi. Le montant du transfert était prélevé sur le produit de l'IPP jusqu'à l'année budgétaire 2014, et depuis l'année budgétaire 2015, sur le produit de l'IPP fédéral.

La méthode de calcul est la suivante :

AB 2002	24 789 352,48 euros
AB 2003 et s.	transfert (t) = transfert (t-1) lié à évolution indice des prix à la consommation (t) croissance réelle du PIB (t)

Tableau 41 – Méthode de calcul transfert d'IPP fédéral aux communes bruxelloises

Ce transfert est constitué comme suit, pour cette année budgétaire :

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020		x 1000 EUR
		gemeentes BHG - communes RBC
aangepaste raming begrotingscontrole - estimation ajustée contrôle budgétaire		37 396,366
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)		-24,465
federale PB overdracht - transfert d'IPP fédéral		37 371,901

Tableau 42 – Estimation transfert d'IPP fédéral aux communes bruxelloises

⁹⁰ Tel que visé à l'article 46bis de la loi spéciale relative aux Institutions bruxelloises.

Liste d'abréviations

AB	année budgétaire
ALE	agences locales pour l'emploi
AS	année scolaire
BfP	Bureau fédéral du Plan
BI	budget initial
CB	contrôle budgétaire
CCfl	Commission Communautaire flamande
CdC	Cour des Comptes
Cfl	Communauté flamande
Cfr	Communauté française
Cg	Communauté germanophone
COCOF	Commission Communautaire française
COCOM	Commission Communautaire Commune
EI	exercice d'imposition
INR	impôt des non-résidents
IPC	indice des prix à la consommation
IPP	impôt des personnes physiques
LSF	loi spéciale de financement
MàF	maximum à facturer
ONEM	Office national de l'Emploi
ONSS	Office national de Sécurité Sociale
PIB	produit intérieur brut
RBC	Région de Bruxelles-Capitale
Rfl	Région flamande
Rw	Région wallonne
SEC	système européen des comptes
SPF	service public fédéral
TVA	taxe sur la valeur ajoutée

1. Overzicht van de federale overdrachten naar de deelgebieden

(Op het einde van de tekst staat een lijst met afkortingen)

De artikelen 2 tot 9 van dit ontwerp bepalen voor het begrotingsjaar 2020 (verder: dit begrotingsjaar) de **aangepaste** ramingen van de overdrachten van financiële middelen van de federale overheid aan de gemeenschappen, de gewesten en de gemeenschapscommissies. De aangepaste ramingen worden normaal gezien in februari opgemaakt. Voor dit begrotingsjaar werden ze uitzonderlijk in juni opgemaakt om rekening te kunnen houden met de sterk verslechterde economische vooruitzichten als gevolg van de COVID-19-pandemie en de impact hiervan op de overdrachten aan de deelgebieden. Deze overdrachten worden berekend volgens het financieringsstelsel zoals vastgelegd bij de zesde staatshervorming ¹.

De financiering van de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de gewesten en de gemeenschapscommissies wordt hoofdzakelijk geregeld door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten (hierna: BFW) ². Het financieringsstelsel van de Duitstalige Gemeenschap wordt geregeld door de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap (hierna: wet 1983) ³.

Bij de berekening van deze overdrachten wordt rekening gehouden met:

- v. het **definitieve** afrekeningssaldo inzake de toegewezen gedeelten van de btw en van de federale PB van begrotingsjaar 2019 (zie kaderstuk op de volgende bladzijde);
- vi. de afrekeningen van de gewestelijke PB:
 - o de eerste afrekening van het aanslagjaar 2019 na 20 maanden (ontvangsten geïnd tot en met augustus 2020);
 - o de maandelijkse afrekeningen van het aanslagjaar 2019 (ontvangsten geïnd van september tot en met december 2020);
 - o de verdere maandelijkse afrekeningen van het aanslagjaar 2018 die in de loop van 2020 nog ontvangsten kunnen opleveren;
 - o de afrekeningen van het gewestelijke aandeel in de BNI voor het aanslagjaar 2019;
- vii. de specifieke afrekeningssaldi inzake de toegewezen gedeelten van de federale PB van de begrotingsjaren 2015-2016-2017 die het gevolg zijn van de definitieve vaststelling van het referentiekader 2015 van de gewestelijke fiscale autonomie in de personenbelasting ⁴;
- viii. de regularisatie van de gewestelijke opcentiemen van de aanslagjaren 2015-2016-2017 die afgestemd waren op de voorlopige autonomiefactor van 25,990% die hoger blijkt te liggen dan de definitieve autonomiefactor van 24,957%.

¹ Voor een overzicht van de zesde staatshervorming dat ruimer gaat dan enkel het financieringsstelsel: Kamerdocument DOC 53 1964/016 (22/12/2011).

² Bij de zesde staatshervorming gewijzigd door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden; en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de zesde staatshervorming; beide gepubliceerd in het Staatsblad van 31 januari 2014.

³ Bij de zesde staatshervorming gewijzigd door de wet van 19 april 2014, gepubliceerd in het Staatsblad van 2 mei 2014.

⁴ De specifiekealdi van de begrotingsjaren 2015 en 2016 zijn definitief vastgesteld bij begrotingsopmaak 2018 (september 2017). Ze zijn berekend door het verschil te maken tussen het definitieve saldo vastgesteld in september 2017 en het voorlopig definitieve saldo vastgesteld in februari 2016 (voor begrotingsjaar 2015) en februari 2017 (voor begrotingsjaar 2016). Het specifieke saldo van begrotingsjaar 2017 is het gedeelte van het definitief vastgestelde saldo in februari 2018 met betrekking tot het overgangsbetrag. Voor een detail van dezealdi: Kamerdocument DOC 54 3293/001 (15/10/2018), p. 201-204.

De verschillende fases in de raming van de overdrachten naar de deelgebieden

De begrotingsopmaak van het begrotingsjaar (t) vindt gewoonlijk plaats in september (t-1), wanneer de **initiële raming** van begrotingsjaar (t) opgemaakt wordt. Op datzelfde moment wordt ook de vermoedelijke raming van het begrotingsjaar (t-1) opgemaakt. Het **vermoedelijke saldo** van begrotingsjaar (t-1) wordt berekend door het verschil te nemen tussen deze vermoedelijke raming (t-1) en de aangepaste raming (t-1) die bepaald werd bij begrotingsaanpassing van het begrotingsjaar (t-1) (februari (t-1)).

De overdrachten op jaarbasis die vanaf 1 januari van begrotingsjaar (t) maandelijks doorgestort worden aan de deelgebieden (na goedkeuring in het parlement) zijn gelijk aan de som van de initiële raming van begrotingsjaar (t) en het vermoedelijke saldo van begrotingsjaar (t-1).

Traditioneel wordt er in februari (t) een begrotingsaanpassing van het begrotingsjaar (t) uitgevoerd, waarbij de **aangepaste raming** van begrotingsjaar (t) opgemaakt wordt. Gelijktijdig wordt ook de definitieve vaststelling van begrotingsjaar (t-1) opgemaakt. Het **definitieve saldo** van begrotingsjaar (t-1) is gelijk aan het verschil tussen deze definitieve vaststelling (t-1) en de aangepaste raming (t-1) die bepaald werd bij begrotingsaanpassing van het begrotingsjaar (t-1) (februari (t-1)).

Normaal gezien worden, vanaf de eerste werkdag van de maand die volgt op de maand waarin het parlement de aangepaste begroting heeft goedgekeurd, de overdrachten aan de deelgebieden maandelijks doorgestort op basis van deze aangepaste cijfers. Ze worden gevormd door de som van de aangepaste raming van begrotingsjaar (t) en het definitieve saldo van het begrotingsjaar (t-1).

De middelen die de deelgebieden ontvangen tijdens begrotingsjaar (t) zijn dus steeds samengesteld uit een raming van het lopende begrotingsjaar en een saldo van het afgelopen begrotingsjaar. Schematisch geeft dit het volgende voor de overdrachten tijdens begrotingsjaar (t):

fase	moment	cijfers BJ (t)	cijfers BJ (t-1)	overdrachten BJ (t)
BO (t-1)	sep (t-2)		initiële raming	
BA (t-1)	feb (t-1)		aangepaste raming	
BO (t)	sep (t-1)	initiële raming	vermoedelijke raming	= INI (t) + vermSALDO (t-1)
BA (t)	feb (t)	aangepaste raming	definitieve vaststelling	= AANG (t) + defSALDO (t-1)
BO (t+1)	sep (t)	vermoedelijke raming		
BA (t+1)	feb (t+1)	definitieve vaststelling		

vermoedelijk saldo (t-1) = vermoedelijke raming (t-1) - aangepaste raming (t-1)

definitief saldo (t-1) = definitieve vaststelling (t-1) - aangepaste raming (t-1)

De verrekening van de bedragen onder (iii) en (iv) is onderworpen aan een limiet van 2% van de maandelijks stortingen ⁵. Als gevolg van deze beperking wordt er sinds begrotingsjaar 2018 een onderscheid gemaakt tussen de overdrachten vanuit ESR-optiek (die niet beïnvloed worden door deze beperking) en de overdrachten vanuit kasoptiek (die hier wel door beïnvloed worden). Aangezien de grondslag voor de berekening van de 2%-beperking bij de gemeenschappen in begrotingsjaar 2018 voldoende groot was, werden de bedragen onder (iii) volledig aangerekend op de stortingen in 2018.

⁵ Artikel 54, §1, zesde tot negende lid, BFW.

Bij de gewesten volstond deze grondslag niet voor de verrekening van de bedragen onder (iii) en (iv). Hierdoor kon slechts een fractie aangerekend worden op de stortingen van begrotingsjaar 2018, het niet aan te rekenen gedeelte is naar de volgende begrotingsjaren overgedragen. De toepassing van deze beperking wordt in detail uitgewerkt in tabellen 32, 33 en 34 (zie 5.6).

Tabel 1 geeft een samenvatting van de overdrachten van financiële middelen voorzien in dit ontwerp van wet ⁶.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020					x 1000 EUR
	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC		TOT
art 2 gew. belastingen - impôts rég.	10,000	2 059 951,588	1 303 244,064		3 363 205,653
art 4 fed. PB - IPP féd. (ESR - SEC)	2 288 224,807	2 566 074,628	1 041 794,366		5 896 093,801
fed. PB - IPP féd. (kas - caisse)	2 239 839,240	2 514 632,712	1 020 934,718		5 775 406,670
art 5 gew. verkeersboetes - amendes rout. rég.	131 533,671	42 191,654	22 168,925		195 894,250
art 6 gew. PB - IPP rég.	6 083 748,472	2 459 239,919	848 114,079		9 391 102,469
AJ 2020 voorschotten - EI 2020 avances	5 997 179,351	2 495 813,848	840 856,017		9 333 849,217
AJ 2019 afrekening in sep. 2020 - EI 2019 décompte en sep. 2020	28 284,419	-71 868,569	-12 369,968		-55 954,118
AJ 2019 afrekening in okt. 2020 - jan. 2021 - EI 2019 décompte en oct. 2020 - jan. 2021	29 124,139	18 629,942	9 161,197		56 915,279
AJ 2018 maandelijkse afrekeningen in 2020 - EI 2018 décomptes mensuels en 2020	29 160,563	16 664,697	10 466,833		56 292,093
AJ 2019 afrekeningen gew. aandeel BNI in 2020 - EI 2019 décomptes parts rég. INR en 2020	-2 391,588	-1 253,266	-423,875		-4 068,729
TOT gewesten - régions (ESR - SEC)	8 503 516,950	7 127 457,788	3 215 321,435		18 846 296,173
TOT gewesten - régions (kas - caisse)	8 455 131,383	7 076 015,873	3 194 461,786		18 725 609,043
	Vgem - Cfl	Fgem - Cfr	GGC - COCOM	Dgem - Cg	TOT
art 3 fed. PB & btw - IPP féd. & TVA	14 320 546,424	9 067 641,440	0,000	148 220,645	23 536 408,509
art 7 fed. PB - IPP féd. (a)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
TOT gemeenschappen - communautés	14 320 546,424	9 067 641,440	0,000	148 220,645	23 536 408,509
	VGC - CCfl	FGC - CCfr	Brusselse gemeenten - Communes bruxelloises		TOT
art 8 fed. PB - IPP féd.	15 899,037	63 376,519	0,000		79 275,556
art 9 fed. PB - IPP féd.	0,000	0,000	37 371,901		37 371,901
TOT Brusselse instellingen - Institutions bruxelloises	15 899,037	63 376,519	37 371,901		116 647,457
TOT deelgebieden - entités (ESR - SEC)					42 499 352,139
TOT deelgebieden - entités (kas - caisse)					42 378 665,008

Tabel 1 – Federale overdrachten aan de deelgebieden

- (a) Herleid tot nul na toepassing van de verrekeningen bedoeld in art 48/1, § 5, eerste lid, 3° en art 65quinquies, § 1, tweede lid, 5°, BFW (zie punt 8).

⁶ De dotaties bedoeld in artikel 47/4, BFW zijn opgenomen in de algemene uitgavenbegroting (dotatiën, afdelingen 35 en 36). Voor de volledigheid zijn de parameters voor deze dotaties wel opgenomen in tabel 4.

2. Parameters

De overdrachten weergegeven in tabel 1 zijn berekend met behulp van de **definitieve** parameters 2019 en de **aangepaste** parameters 2020.

De geraamde reële bbp-groei en de geraamde procentuele verandering van het indexcijfer van de consumptieprijzen voor 2020 en de gerealiseerde reële bbp-groei voor 2019 komen uit de economische begroting van het FPB gepubliceerd op 5 juni 2020. De definitieve waarde voor 2019 van de procentuele verandering van het indexcijfer van de consumptieprijzen is afkomstig van STATBEL (FOD Economie) ⁷.

De definitieve cijfers van de situatie op 1/1/2019 en op 1/1/2020 van het aantal personen van 0 tot en met 18 jaar; het aantal personen ouder dan 80 jaar en de totale bevolking zijn eveneens afkomstig van STATBEL ⁸.

De leerlingensleutel vormt de verdeelsleutel voor de btw-overdracht tussen de Vlaamse en de Franse Gemeenschap ⁹ (zie deel 4.1.1). Voor de verdeelsleutel van BJ (t) is het schooljaar (t-1) – (t) van belang. Het Rekenhof voert jaarlijks een telling uit van het aantal leerlingen per gemeenschap in de periode van 15 januari tot 1 februari van het lopende schooljaar.

De leerlingensleutel wordt definitief vastgelegd wanneer de Algemene Vergadering van het Rekenhof de resultaten van de telling goedkeurt. Voor schooljaar (t-1) – (t) gebeurt dit normaal gezien eind september – begin oktober van jaar (t).

Voor deze begroting betekent dit het volgende:

schooljaar	moment telling	definitieve verdeelsleutel van	vastgesteld op Algemene Vergadering RH van
2018 - 2019	15/1/2019 - 1/2/2019	BJ 2019	25 september 2019
2019 - 2020	15/1/2020 - 1/2/2020	BJ 2020	eind sep - begin okt 2020

Tabel 2 – Bepaling leerlingensleutel

Voor de **definitieve vaststelling** van begrotingsjaar 2019 is gebruik gemaakt van de goedgekeurde aantallen van schooljaar 2018-2019. Vermits voor de **aangepaste** raming van begrotingsjaar 2020 de definitieve verdeelsleutel nog niet gekend is, is hier gewerkt met een raming. Deze raming wordt berekend door een groeivoet toe te passen op de laatste definitieve verdeelsleutel (i.c. SJ 2018-2019). Deze groeivoet wordt berekend als de evolutie van het aantal 6- t.e.m. 17-jarigen tussen 1/1/2019 en 1/1/2020 (voor SJ 2019-2020) in het Nederlandse en het Franse taalgebied ¹⁰ voor respectievelijk de Vlaamse en de Franse Gemeenschap. Zowel de cijfers voor 2019 als die voor 2020 zijn realisaties.

⁷ Consumptieprijsindex vanaf 1920 en gezondheidsindex vanaf 1994

(<https://statbel.fgov.be/nl/themas/consumptieprijsindex/consumptieprijsindex#figures>)

⁸ Bevolking naar woonplaats, nationaliteit, burgerlijke staat, leeftijd en geslacht (<https://statbel.fgov.be/nl/open-data/bevolking-naar-woonplaats-nationaliteit-burgerlijke-staat-leeftijd-en-geslacht-8>)

⁹ In uitvoering van de wet van 23 mei 2000, gepubliceerd in het Staatsblad van 30 mei 2000.

¹⁰ Gedefinieerd als Nederlands taalgebied = Vgew + 20% BHG; en Frans taalgebied = Wgew – Dgem + 80% BHG.

Tabel 3 bevat de cijfers die gebruikt zijn voor de berekening van de groeivoeten van het aantal leerlingen. Tabel 4 geeft een overzicht van alle parameters. Bepaalde parameters in deze tabel worden enkel gebruikt bij de berekening van dotaties opgenomen in de algemene uitgavenbegroting, maar worden hier voor de volledigheid weergegeven.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020		
6 tem 17 jarigen - 6 à 17 ans inclus	2019	2020
Vgew - Rfl	868 270	879 164
Wgew - Rw	518 829	519 287
BHG - RBC	175 262	177 584
Dgem - Cg	10 024	10 114

Tabel 3 – Gegevens aantal 6 tot en met 17 jarigen gebruikt voor berekening groeivoeten aantal leerlingen

	begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	situatie op (...) voor BJ (i) / situation à (...) pour AB (i)	2019 DEF	2020 AANG/AJUST	2019 DEF	2020 AANG/AJUST	2019 DEF	2020 AANG/AJUST	2019 DEF	2020 AANG/AJUST
	parameter / paramètre									
	ICP / IPC	jaar / année (i)	1,44%	0,80%						
	reële bbp-groei / croissance réelle PIB	jaar / année (i)	1,40%	-10,60%						
	per inwoner / par habitant	jaar / année (i)	0,90915%	-11,07634%						
	-18 jaar / -18 ans	30/6 (i-1)	1 274 411	1 280 306	753 022	750 336	275 536	276 321	14 709	14 926
	0 tot en met 18 jaar / 0 à 18 ans inclus	1/1 (i)	1 348 068	1 354 577	796 521	794 133	289 449	290 355	15 736	15 919
	+80 jaar / +80 ans	1/1 (i)	359 932	369 444	169 306	171 146	44 345	44 154	3 725	3 869
	tot. bevolking / population tot.	1/1 (i)	6 589 069	6 629 143	3 633 795	3 645 243	1 208 542	1 218 255	77 527	77 949
	totale bevolking / population totale	1/1 (i-1)	6 552 967	6 589 069	3 624 377	3 633 795	1 198 726	1 208 542	77 185	77 527
(a)			57 603 08%	57 640 05%	31 859 66%	31 787 82%	10 537 26%	10 572 12%		
(b)	federale PB / PP fédéral	AI / EI (i-1)	22 093 723 061,220 000	22 070 509 496,265 000	9 717 224 780,400 000	9 650 353 729,665 660	2 853 343 138,850 000	2 874 827 570,804 660	149 681 652,800 000	149 385 434,744 071
(c) = (b) - (a)	verschil voor solidariteitsbedrag / écart pour montant de solidarité	jaar / année (i-1)	63 736 26%	63 795 55%	28 032 38%	27 894 67%	8 231 36%	8 309 79%	0,431 80%	0,431 80%
	pendelaars / navetteurs	laatst gekende situatie / dernière situation connue	61,09684%	61,09684%	38,90316%	38,90316%	-3,89315%	-2,26234%		
	gemiddeld # PWA'ers / # moyenne ALE	jaar / année (i-1)	4 975	5 120	3 979	3 556	914	902		
	maximum aantal / nombre maximal	jaar / année (i-1)	7 291	7 291	7 466	7 466	1 473	1 473		
	overschrijding / dépassement		nee / non	nee / non	nee / non	nee / non	nee / non	nee / non		
	# vrijgestelde dagen WLH / # jours de chômage dispensés	jaar / année (i-1)	2 477 658	3 241 592	3 052 416	3 100 396	849 971	1 005 581		
	# vergoede dagen WLH / # jours de chômage indemnisé	jaar / année (i-1)	43 645 284	39 582 694	46 739 390	43 079 547	20 502 195	19 851 798		
	verhouding / rapport		5,676807%	8,189417%	6,530714%	7,196910%	4,145756%	5,065440%		
	leerlingen / élèves	SI / AS (i-1) - (i)	875 232	886 237	651 643	653 878				
	federale PB / PP fédéral	AI / EI (i-1)	57,32178%	57,54358%	42,67822%	42,45642%				
	af trek MAF / déduction MAF	jaar / année (i)	22 664 391 688,99	22 645 475 010,425 40	11 850 217 638,68	11 800 830 351,56 200				
	af trek ziekenhuisinfrastructuur / déduction infrastructure hôpitaux	jaar / année (i)	65,66608%	65,74138%	34,33392%	34,25862%				
			4 274 000	0	695 000	0	294 000	0	4 000	0
			340 266 000	352 643 000	195 817 000	193 675 000	60 197 000	65 597 000	3 341 000	3 512 000

Tabel 4 – Parameters gebruikt bij de **aangepaste raming** van begrotingsjaar 2020 en het **definitieve** afrekeningssaldo van begrotingsjaar 2019
cursief gedrukte waarden: afgeronde cijfers (niet-afgeronde cijfers gebruikt bij de berekeningen)

3. Ontvangsten inzake de gewestelijke belastingen met inbegrip van intresten en boeten

Artikel 2 van dit ontwerp bepaalt de geraamde overdrachten van de gewestelijke belastingen ¹¹ die door de federale overheid worden geïnd. Deze ramingen bevatten ook de interesten en de boeten ¹². Deze bedragen worden aan elk gewest doorgestort in functie van de lokalisatiecriteria bepaald in de BFW ¹³.

De gewestelijke belastingen kunnen ingedeeld worden in vier groepen:

GROEP 1 'SPELBELASTINGEN'	GROEP 2 'ONROERENDE VOORHEFFING'	GROEP 3 'SUCCESSIE- EN REGISTRATIERECHTEN'	GROEP 4 'VERKEERSBELASTINGEN'
Spelen & weddenschappen	Onroerende voorheffing	Successierechten	Verkeersbelasting autovoertuigen ¹⁴
Automatische ontspanningstoestellen		Registratierecht op overdracht	Belasting op inverterstelling
Openingsbelasting		Registratierecht op vestiging hypotheek	Eurovignet ¹⁵
		Registratierecht op verdeling	
		Registratierecht op schenking	

Tabel 5 – Gewestelijke belastingen per groep

Wanneer een gewest de dienst van een belasting overneemt van de federale administratie worden deze belastingontvangsten niet meer opgenomen in de bedragen vermeld onder artikel 2. Daarnaast worden de uitgavenkredieten vermeld onder artikel 68ter, BFW ¹⁶ aan het betrokken gewest toegekend ¹⁷. Dit is echter pas het geval wanneer de effectieve overname op 1 januari heeft plaatsgevonden. Dit betekent dat, ondanks de aankondiging van een overname, bij begrotingsopmaak (in september van het jaar voorafgaand aan het begrotingsjaar) de ontvangsten toch nog steeds onder artikel 2 zullen opgenomen worden. Bij begrotingsaanpassing (februari van het begrotingsjaar) wordt dit dan rechtgezet. Hieronder staat een overzicht van de overnames die tot op heden effectief plaatsgevonden hebben.

¹¹ Zoals bedoeld in artikel 3, BFW.

¹² Zoals bedoeld in artikel 4, § 5, BFW. De toewijzing van deze interesten en boeten wordt geregeld in het KB van 3 februari 2002, gepubliceerd in het Staatsblad van 12 februari 2002.

¹³ Artikel 5, § 2, BFW.

¹⁴ Exclusief 'aanvullende verkeersbelasting op voertuigen met lpg-installatie', deze maakt geen deel uit van de verkeersbelasting op autovoertuigen zoals bedoeld in de BFW.

¹⁵ De drie gewesten hebben het eurovignet vervangen door de kilometerheffing voor vrachtwagens waarvan de gewesten zelf de dienst waarnemen. Daarom worden er geen geraamde ontvangsten meer voorzien.

¹⁶ De basisbedragen per belasting en per gewest zijn opgenomen in het KB van 8 maart 2009, gepubliceerd in het Staatsblad van 20 maart 2009.

¹⁷ Ingeschreven als een dotatie op de algemene uitgavenbegroting, departement Financiën.

	GROEP - GROUPE 1	GROEP - GROUPE 2	GROEP - GROUPE 3	GROEP - GROUPE 4
Vgew – Rfl	01/01/2019	01/01/1999	01/01/2015	01/01/2011
Wgew – Rw	01/01/2010	-	-	01/01/2014
BHG – RBC	-	01/01/2018	-	01/01/2020

Tabel 6 – Overnames dienst gewestelijke belastingen

Zolang de federale administratie instaat voor de dienst van een gewestelijke belasting, wordt de werkelijke opbrengst aan de gewesten overgemaakt op het einde van de maand die volgt op de maand van inning door de FOD Financiën. Dit betekent dat zowel de totaalbedragen als de regionale verdeling weergegeven in tabel 7 enkel als indicatie opgenomen zijn. Het gaat om de **realisaties** voor **2019** en de **initiële en de aangepaste ramingen** voor **2020**.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020												x 1000 EUR
GEWESTELIJKE BELASTINGEN - IMPOTS REGIONAUX	Vgew - Rfl			Wgew - Rw			BHG - RBC			TOT		
	REA	est. - ram.	est. - ram.	REA	est. - ram.	est. - ram.	REA	est. - ram.	est. - ram.	REA	est. - ram.	est. - ram.
	2019	2020	2020	2019	2020	2020	2019	2020	2020	2019	2020	2020
		init.	bc - cb		init.	bc - cb		init.	bc - cb		init.	bc - cb
DIRECTE BELASTINGEN - IMPOTS DIRECTS												
Verkeersbelasting - Taxe de circulation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 124,68	0,00	0,00	127 124,68	0,00	0,00
Belasting op inverterstelling - Taxe de mise en circulation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 001,11	0,00	0,00	60 001,11	0,00	0,00
Eurovignet - Eurovignette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,13	0,00	0,00	0,13	0,00	0,00
Belasting op spelen en weddenschappen - Taxe sur les jeux et paris	2 336,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 244,87	29 396,14	22 325,32	30 581,79	29 396,14	22 325,32
Belasting op automatische ontspanningstoestellen - Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 901,39	10 424,82	10 045,29	10 901,39	10 424,82	10 045,29
Onroerende voorheffing - Précompte immobilier	2,91	0,00	0,00	37 396,62	38 253,03	38 761,61	0,00	0,00	0,00	37 399,53	38 253,03	38 761,61
Boeten - Amendes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 420,63	1 063,48	0,00	1 420,63	1 063,48	0,00
Intresten - Intérêts	1,13	0,00	10,00	-130,52	-101,09	-65,00	268,46	248,33	120,00	139,07	147,24	65,00
Totaal directe belastingen - Total impôts directs	2 340,96	0,00	10,00	37 266,10	38 151,94	38 696,61	227 961,27	41 132,76	32 490,61	267 568,33	79 284,70	71 197,22
INDIRECTE BELASTINGEN - IMPOTS INDIRECTS												
Registratierechten: overdracht onroerende goederen - Droits d'enregistrement: transmission de biens immobiliers	0,00	0,00	0,00	1 065 800,77	1 105 348,25	1 093 294,71	548 851,07	586 298,26	749 402,29	1 614 651,84	1 691 646,50	1 842 696,99
Schenkingsrechten - Droits de donations	0,00	0,00	0,00	132 776,68	105 410,40	98 757,29	60 686,84	63 897,74	62 142,81	193 463,52	169 308,14	160 900,10
Registratierechten bij verdelingen - Droits d'enregistrement en cas de partages	0,00	0,00	0,00	22 656,01	22 634,31	21 656,01	6 515,75	6 053,80	6 265,75	29 171,76	28 688,12	27 921,76
Registratierechten bij vestiging hypotheek - Droits d'enregistrement lors d'une constitution d'hypothèque	0,00	0,00	0,00	86 906,24	87 401,75	89 974,03	28 618,58	30 472,80	41 323,06	115 524,82	117 874,56	131 297,09
Successierechten - Droits de successions	0,00	0,00	0,00	678 717,40	713 582,93	704 526,63	394 510,50	429 208,30	402 834,67	1 073 227,90	1 142 791,23	1 107 361,30
Ondeelbare sommen (fiscale regularisatie) - Sommes indivisibles (régularisation fiscale)	0,00	0,00	0,00	2 645,81	2 599,53	2 645,81	1 161,59	970,92	1 161,59	3 807,40	3 570,45	3 807,40
Boeten - Amendes	0,00	0,00	0,00	2 867,99	3 018,72	2 267,99	1 280,58	1 637,05	1 280,58	4 148,57	4 655,76	3 548,57
Intresten - Intérêts	0,00	0,00	0,00	7 333,89	8 415,14	8 132,51	5 180,47	6 321,28	6 342,70	12 514,36	14 736,42	14 475,21
Totaal indirecte belastingen - Total impôts indirects	0,00	0,00	0,00	1 999 704,79	2 048 411,03	2 021 254,98	1 046 805,38	1 124 860,15	1 270 753,45	3 046 510,17	3 173 271,18	3 292 008,43
TOT GEWESTELIJKE BELASTINGEN - TOT IMPOTS REGIONAUX	2 340,96	0,00	10,00	2 036 970,89	2 086 562,97	2 059 951,59	1 274 766,65	1 165 992,92	1 303 244,06	3 314 078,50	3 252 555,89	3 363 205,65

Tabel 7 – Gewestelijke belastingen die nog federaal geïnd worden inclusief interesten en boeten

4. Overdrachten van toegewezen gedeelten van de opbrengst van belastingen aan de gemeenschappen

De bedragen onder artikel 3 worden gevormd door de toegewezen gedeelten van de btw en van de federale PB ¹⁸, na aanrekening van het overgangsbetrag ¹⁹ en de responsabiliseringsbijdrage voor de pensioenen. Voor dit begrotingsjaar worden deze overdrachten geraamd als volgt:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020						x 1000 EUR
	art BFW - LSF	art wet - loi 1983	Vgem - Cfl	Fgem - Cfr	Dgem - Cg	TOT
overdracht btw - transfert de TVA			8 942 162,335	6 575 900,322	79 928,919	15 597 991,576
toegewezen gedeelte btw-opbrengst - part attribuée du produit de TVA	40quinquies	58decies	8 930 045,602	6 588 706,688	79 967,707	15 598 719,997
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)			12 116,733	-12 806,366	-38,789	-728,421
overdracht federale PB - transfert d'IPP fédéral			5 378 384,089	2 491 741,117	68 291,726	7 938 416,933
toegewezen gedeelte opbrengst federale PB - partie attribuée du produit de l'IPP fédéral	47/2	58novies	5 238 362,832	2 729 774,097	75 757,369	8 043 894,298
trekkingsrechten tewerkstelling - droits de tirage emploi	-	58undecies	0,000	0,000	3 038,832	3 038,832
overgangsmechanisme - mécanisme de transition	48/1, §1	58novodecies	152 794,922	-155 362,217	-9 080,791	-11 648,086
responsabiliseringsbijdrage pensioenen - cotisation de responsabilisation pensions	65quinquies	60quater	0,000	-86 793,035	-1 367,345	-88 160,380
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)			-12 773,665	4 122,273	-56,339	-8 707,731
overdrachten belastingopbrengsten - transferts de produits d'impôts			14 320 546,424	9 067 641,440	148 220,645	23 536 408,509

Tabel 8 – Overdrachten van een gedeelte van de opbrengsten van de btw en de federale PB naar de gemeenschappen

4.1.1. Btw-overdracht

Bij de zesde staatshervorming werd de btw-overdracht aangepast. Het basisbedrag voor begrotingsjaar 2015 is sinds begrotingsaanpassing 2016 definitief en ziet er schematisch uit als volgt ²⁰:

¹⁸ Zoals bedoeld in artikel 1, §1, 2°, BFW en artikel 53, BFW voor de Vlaamse en de Franse Gemeenschap; en artikel 56, 3°, wet 1983 en artikel 60, wet 1983 voor de Duitstalige Gemeenschap.

¹⁹ Zoals bedoeld in artikel 1, §2, 4°, BFW voor de Vlaamse en de Franse Gemeenschap; en artikel 56, 5°, wet 1983 voor de Duitstalige Gemeenschap.

²⁰ Voor een uitgebreidere toelichting bij de samenstelling van dit basisbedrag: Kamerdocument DOC 53 1964/016, art. 38 (22/12/2011).

- Voor de Vlaamse en Franse Gemeenschap samen:

		x 1000 EUR
art BFW	omschrijving	
40quinquies, eerste lid, 1°	verschil tussen begrotingsjaren 2015 en 2010 in bijkomende middelen uitsluitend voortvloeiend uit de koppeling van de btw-dotatie aan 91% van de reële bbp-groei vanaf begrotingsjaar 2007	784 933,156
	<i>bedrag voor begrotingsjaar 2015</i>	<i>873 154,051</i>
	<i>bedrag voor begrotingsjaar 2010</i>	<i>88 220,895</i>
40quinquies, eerste lid, 2°	btw-dotatie begrotingsjaar 2015 zonder herfinanciering (Lambermontakkoord)	13 137 374,515
40quinquies, eerste lid, 3°	vroegere dotatie compensatie kijk- en luistergeld	910 347,800
40quinquies, eerste lid, 4°	forfaitair bedrag van 158.452.548 EUR	158 542,548
40quinquies, eerste lid	basisbedrag btw-dotatie 2015	14 991 198,019

Tabel 9 – Elementen basisbedrag 2015 btw-dotatie voor de Vlaamse en de Franse Gemeenschap

- Voor de Duitstalige Gemeenschap:

		x 1000 EUR
art wet 1983	omschrijving	
58decies, eerste lid	algemene federale dotatie berekend voor begrotingsjaar 2015	148 181,334
58decies, eerste lid	dotatie compensatie kijk- en luistergeld berekend voor begrotingsjaar 2015	6 283,286
58decies, eerste lid	totaal	154 464,619
	à 50%	77 232,310
58decies, eerste lid	basisbedrag btw dotatie 2015	77 232,310

Tabel 10 – Elementen basisbedrag 2015 btw-dotatie voor de Duitstalige Gemeenschap

Om tot de totale btw-overdracht voor begrotingsjaar 2015 te komen voor de Duitstalige Gemeenschap wordt aan bovenstaand basisbedrag nog een bedrag toegevoegd van 1 363 361 euro. Deze middelen worden toegekend vanwege de overheveling van aangelegenheden inzake het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten (FCUD) en de loopbaanonderbreking ²¹.

Sinds begrotingsjaar 2016 is de berekeningswijze van de btw-overdracht als volgt:

overdracht btw (t) =
overdracht btw (t-1)
<i>aangepast aan</i>
evolutie consumptieprijsindex (t)
91% van reële bbp-groei (t)
(aanpassingsfactor (t) / aanpassingsfactor (t-1))

Tabel 11 – Berekeningswijze btw-overdracht sinds begrotingsjaar 2016

²¹ Zie artikel 58decies, 2° lid, 2°, wet 1983.

De aanpassingsfactor (t) gebruikt bij de berekening van de btw-overdracht (t) is onder andere gebaseerd op het aantal personen jonger dan achttien jaar op 30/06/(t-1) per gemeenschap ²². Het Rijksregister (FOD Binnenlandse zaken) deelt dit aantal bij elke begrotingsfase mee aan de FOD Financiën. In normale begrotingsjaren verloopt de vaststelling van dit aantal gefaseerd volgens dit schema:

aantal min 18-jarigen op 30/06/(t-1)	moment obs	gebruikt voor begrotingsfase
1e obs	eind aug (t-1)	begrotingsopmaak BJ (t) (sep (t-1))
2e obs	begin feb (t)	begrotingsaanpassing BJ (t) (feb (t))
3e obs	eind aug (t)	vermoedelijke raming BJ (t) (sep (t))
4e obs = DEF	begin feb (t+1)	definitieve vaststelling BJ (t) (feb (t+1))

Tabel 12 – Bepaling aantal min 18-jarigen door Rijksregister: algemeen schema

Omdat de begrotingsaanpassing voor dit begrotingsjaar in juni plaatsvindt en niet in februari, valt de tweede observatie van de situatie op 30/6/2019 eind mei en niet begin februari. Voor deze begroting betekent dit dus het volgende:

moment observatie	aantal min 18-jarigen op 30/6/2018	gebruikt voor	moment observatie	aantal min 18-jarigen op 30/6/2019	gebruikt voor
eind aug 2019	3e obs	vermoedelijke raming BJ 2019	eind aug 2019	1e obs	initiële raming BJ 2020
begin feb 2020	4e obs = DEF	definitieve vaststelling BJ 2019	eind mei 2020	2e obs	aangepaste raming BJ 2020

Tabel 13 – Bepaling aantal min 18-jarigen door Rijksregister: toepassing voor dit begrotingsjaar

Het totaalbedrag voor de Vlaamse en de Franse Gemeenschap samen wordt – net zoals dat reeds voor de zesde staatshervorming het geval was – over deze twee entiteiten verdeeld volgens de leerlingensleutel ²³.

²² Er wordt enerzijds een aanpassingsfactor berekend die toegepast wordt op het gezamenlijke bedrag voor de Vlaamse en Franse Gemeenschap (zoals bepaald in artikel 38, §4, BFW). Anderzijds wordt er een aanpassingsfactor berekend die toegepast wordt op het bedrag voor de Duitstalige Gemeenschap (zoals bepaald in artikel 58decies, wet 1983).

²³ Voor toelichting m.b.t. de berekening: zie punt 2: parameters.

4.1.2. Overdracht federale PB

De zesde staatshervorming heeft de overdracht van federale PB aangepast. Het bedrag van begrotingsjaar 2015 is sinds begrotingsaanpassing 2016 definitief en ziet er schematisch uit als volgt ²⁴:

- Voor de Vlaamse en Franse Gemeenschap samen:

		x 1000 EUR
art BFW	omschrijving	
47/2, § 1, 1°	verschil voor begrotingsjaar 2015 tussen :	1 612 162,460
	<i>de bijkomende middelen herfinanciering Lambermontakkoord, berekend voor begrotingsjaar 2015</i>	2 397 095,616
	<i>verschil tussen begrotingsjaren 2015 en 2010 in bijkomende middelen uitsluitend voortspuitend uit de koppeling van de btw dotatie aan 91% van de reële groei van het bbp vanaf begrotingsjaar 2007</i>	784 933,156
47/2, § 1, 2°	basis PB dotatie, berekend voor begrotingsjaar 2015	6 619 472,139
47/2, § 1, 3°	bijdrage tot sanering overheidsfinanciën voor begrotingsjaar 2015	-356 292,000
47/2, § 1	basisbedrag PB dotatie 2015	7 875 342,599

Tabel 14 – Elementen basisbedrag 2015 PB-dotatie voor de Vlaamse en de Franse Gemeenschap

- Voor de Duitstalige Gemeenschap:

		x 1000 EUR
art wet 1983	omschrijving	
58nonies, eerste lid	basisbedrag PB dotatie 2015	77 232,310
58nonies, tweede lid	middelen nieuwe bevoegdheden sociale economie e.a.	303,702
58nonies, tweede lid	bijdrage tot sanering overheidsfinanciën van begrotingsjaar 2015	-2 160,000
58nonies, vijfde lid	toegewezen gedeelte PB opbrengst 2015	75 376,012

Tabel 15 – Elementen toegewezen gedeelte 2015 voor de Duitstalige Gemeenschap

Om tot de totale overdracht van federale PB voor de Duitstalige Gemeenschap te komen wordt aan bovenstaand bedrag ²⁵ nog een bedrag toegevoegd van 3 082 832 euro. Deze middelen worden toegekend vanwege de overheveling van aangelegenheden inzake de programma's voor wedertewerkstelling van werklozen ²⁶.

²⁴ Voor een uitgebreidere toelichting bij de samenstelling van deze bedragen: Kamerdocument DOC 53 2974/001, art. 43 (24/07/2012).

²⁵ Alsook aan de bedragen van de volgende begrotingsjaren.

²⁶ Zie artikel 58undecies, wet 1983.

Sinds begrotingsjaar 2016 verloopt de berekening van de overdracht van federale PB als volgt:

	Vlaamse & Franse Gemeenschap	Duitstalige Gemeenschap
BJ 2016	overdracht federale PB 2016 = overdracht federale PB 2015 <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex 2016 75% van reële bbp-groei 2016	overdracht federale PB 2016 = overdracht federale PB 2015 (volgens art 58nonies, wet 1983) <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex 2016 91% van reële bbp-groei 2016
	- 356 292 000 euro	- 2 160 000 euro
		+ 3 038 832 euro
BJ 2017 e.v.	overdracht federale PB (t) = overdracht federale PB (t-1) <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex (t) 55% van reële bbp-groei (t) voor gedeelte groei ≤2,25%; 100% voor gedeelte groei >2,25%	overdracht federale PB (t) = overdracht federale PB (t-1) (volgens art 58nonies, wet 1983) <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex (t) 91% van reële bbp-groei (t)
		+ 3 038 832 euro

Tabel 16 – Berekeningswijze federale PB-overdracht aan de gemeenschappen sinds begrotingsjaar 2016

De verminderingen bij begrotingsjaar 2016 zijn de bijdragen van de gemeenschappen in de sanering van de overheidsfinanciën van dat begrotingsjaar. Door de economische groei niet integraal door te rekenen leveren de gemeenschappen een bijdrage aan de financiering van de vergrijzingskosten. Door te vertrekken van het bedrag van het voorgaande begrotingsjaar na toepassing van de bijdrage aan de saneringsinspanning, worden de over 2015 – 2016 gecumuleerde bijdragen tot de sanering van de overheidsfinanciën op structurele wijze doorgetrokken naar de volgende jaren.

Sinds begrotingsjaar 2015 wordt het totaalbedrag voor de Vlaamse en de Franse Gemeenschap samen over deze twee entiteiten verdeeld in verhouding tot de ontvangsten van de federale personenbelasting gelokaliseerd in elke gemeenschap ²⁷. De in de Vlaamse (Franse) Gemeenschap gelokaliseerde ontvangsten van de federale personenbelasting worden gevormd door de ontvangsten van de federale personenbelasting die in het Nederlandse (Franse) taalgebied zijn gelokaliseerd, verhoogd met 20% (80%) van de in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest gelokaliseerde ontvangsten van de federale personenbelasting.

Deze verdeelsleutel wordt vastgesteld na het verstrijken van de aanslagtermijn van 18 maanden (vastgestelde rechten op 30/06/(t+1); geïnde ontvangsten op 30/08/(t+1)) ²⁸. Voor deze begroting betekent dit het volgende:

AJ	einde aanslagtermijn	definitieve verdeelsleutel van
2018	30/06/2019	BJ 2019
2019	30/06/2020	BJ 2020

Tabel 17 – Bepaling federale PB-sleutel

Voor de **definitieve vaststelling** van begrotingsjaar 2019 is de definitieve verdeelsleutel gebruikt. Vermits voor de **aangepaste** raming van begrotingsjaar 2020 de definitieve verdeelsleutel nog niet

²⁷ De ontvangsten van AJ (t-1) worden gebruikt voor BJ (t).

²⁸ Wetboek van Inkomstenbelastingen 1992, artikel 359.

gekend was, werd er gewerkt met een raming die uitgaat van de laatste definitieve verdeelsleutel (AJ 2018).

Op het toegewezen gedeelte federale PB moeten zowel het overgangsmechanisme als de responsabiliseringsbijdrage pensioenen aangerekend worden.

Overgangsmechanisme

Voor de begrotingsjaren 2015 tot en met 2033 wordt een overgangsmechanisme ²⁹ toegepast. Dat moet ervoor zorgen dat voor het aanvangsjaar van het hervormde financieringsstelsel na de zesde staatshervorming, hetzij het begrotingsjaar 2015

- enerzijds elk deelgebied middelen ontvangt die minstens gelijk zijn aan de middelen waarin de vóór 2015 bestaande BFW voorzag voor de bestaande bevoegdheden, en
- anderzijds, voor de financiering van de sinds 2015 overgedragen nieuwe bevoegdheden, geen enkele entiteit wint of verliest, en dat elk deelgebied dus van bij het begin beschikt over de middelen die overeenkomen met haar noden,
- zonder afbreuk te doen aan de andere doeleinden van de hervorming, zijnde de correcte financiering van Brussel, de deelname van elke deelstaat in de sanering van de openbare financiën, de lastenverdeling als gevolg van de vergrijzing en de responsabilisering van de gewesten inzake klimaat.

Bij begrotingsopmaak 2018 werd het overgangsbetrag voor de gemeenschappen definitief vastgesteld. Op dat moment waren de gerealiseerde ontvangsten van de federale personenbelasting van AJ 2015 gekend ³⁰. De lokalisatie van deze ontvangsten beïnvloedt het overgangsbetrag dat betrekking heeft op de toegewezen gedeelten van de federale PB en de btw ³¹.

Sinds begrotingsjaar 2016 wordt het overgangsmechanisme uitgebreid met het overgangsbetrag dat betrekking heeft op de dotatie “investerings ziekenhuizen” die sinds dat begrotingsjaar aan de gemeenschappen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt toegekend ³². Voor de vaststelling van dit overgangsbetrag wordt bedoelde dotatie verminderd met het bedrag van de financieringen die door de federale overheid voor de betrokken entiteiten worden verzekerd ³³.

Het totale overgangsbetrag dat per deelgebied wordt bepaald, blijft in nominale waarde constant gedurende de jaren 2015 (respectievelijk 2016 voor wat het overgangsbetrag met betrekking tot de dotatie “investerings ziekenhuizen” betreft) tot en met 2024 en zal vanaf 2025 tot en met 2034 over tien jaar lineair afnemen tot nul.

Wanneer het overgangsbetrag negatief is, wordt de absolute waarde van het bedrag toegevoegd aan de federale PB-dotatie; wanneer het positief is wordt het in mindering gebracht.

²⁹ Zoals bedoeld in artikel 48/1, §1, BFW en artikel 58novodecies, wet 1983.

³⁰ Vastgestelde rechten, toestand 30 juni 2016, zoals bedoeld in artikel 7, derde lid, BFW.

³¹ Zoals bedoeld in artikel 48/1, § 1, eerste lid, 1°, BFW.

³² Zoals bedoeld in artikel 47/9, BFW en artikel 58septiesdecies, wet 1983.

³³ Zoals bedoeld in artikel 47/9, § 4, BFW en artikel 58septiesdecies, tweede lid, wet 1983.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020							x 1000 EUR
	art 48/1, BFW - LSF	art 58novodecies, §1, wet - loi 1983	Vgem - Cfl	Fgem - Cfr	GGC - COCOM	Dgem - Cg	TOT
toegewezen gedeelten PB & btw - parts attribuées IPP & TVA	§1, 1°	\	-29 326,816	187 869,364	0,000	0,000	158 542,548
gezinsbijslagen - allocations familiales	§1, 2°	§1, 1°	78 005,939	-49 686,342	-28 319,598	8 807,074	8 807,074
ouderenzorg - soins personnes âgées	§1, 3°	§1, 2°	-34 479,444	-6 729,294	41 208,739	-1 340,352	-1 340,352
diverse gezondheidszorgen en hulp aan personen - soins de santé divers et aides aux personnes	§1, 4°	§1, 3°	-34 224,984	-28 239,000	99 845,885	2 564,324	39 946,225
justitiehuizen - maisons de justice	§1, 5°	§1, 4°	9 745,966	-9 844,223	0,000	98,256	-0,001
diverse bevoegdheden (geïntegreerd in btw-dotatie) - compétences diverses (intégrées dans la dotation TVA)	§1, 6°	\	-100 650,737	-57 875,957	-15,854	0,000	-158 542,548
budgettaire neutraliteit sociale bijdragen overdracht gezinsbijslagen - neutralité budgétaire cotisations sociales transfert d'allocations familiales	§1, 7°	\	-4 553,362	4 526,332	0,000	0,000	-27,030
instellingen in BHG (wijziging voogdij-entiteit) - institutions dans la RBC (changement de l'entité de tutelle)	§1, 2e tot 4e lid	\	0,000	82 834,684	-82 834,684	0,000	0,000
investeringen ziekenhuizen (vanaf BJ 2016) - investissements hôpitaux (à partir de AB 2016)	§4	§2	-37 311,485	32 506,654	5 853,161	-1 048,511	-0,180
overgangsmechanisme - mécanisme de transition			-152 794,922	155 362,217	35 737,649	9 080,791	47 385,735

Tabel 18 – Overgangsbetrag gemeenschappen

Responsabiliseringsbijdrage pensioenen

De zesde staatshervorming voert voor de verschillende deelgebieden een versterkte responsabilisering in om de pensioenen van hun vastbenoemde ambtenaren te betalen. Voor de begrotingsjaren 2015 tot en met 2020 zijn de bedragen van de jaarlijks verschuldigde responsabiliseringsbijdragen vastgesteld per gemeenschap in de BFW ³⁴ en de wet 1983 ³⁵. Vanaf begrotingsjaar 2021 wordt de responsabiliseringsbijdrage per entiteit bepaald door een bijdragepercentage toe te passen op de weddenmassa die door de betrokken entiteit in het voorgaande kalenderjaar werd betaald. Het bedrag voor de Vlaamse Gemeenschap wordt integraal aangerekend op het Vlaamse Gewest.

³⁴ Artikel 65quinquies, § 1, tweede lid, 1° en 2°, BFW.

³⁵ Artikel 60quater, tweede lid, wet 1983.

5. Overdracht van federale PB aan de gewesten

De bedragen onder artikel 4 worden gevormd door:

- de federale PB dotaties ³⁶, zijnde
 - de restdotatie ³⁷,
 - de middelen arbeidsmarkt ³⁸, en
 - de middelen fiscale uitgaven ³⁹,
- het mechanisme voor nationale solidariteit ⁴⁰,
- het overgangsbedrag ⁴¹,
- de responsabiliseringsbijdrage voor de pensioenen ⁴²,
- de compensatie pendelaars ⁴³, en
- de compensatie internationale ambtenaren ⁴⁴.

Zoals toegelicht onder punt 1 is de verrekening van de specifieke saldi en de regularisatie opcentiemen onderworpen aan een limiet van 2% van de maandelijks storting. Deze beperking geldt enkel in kasoptiek, in ESR-optiek vond de volledige aanrekening in begrotingsjaar 2018 plaats. De toepassing van deze beperking wordt in detail uitgewerkt in tabellen 32, 33 en 34 (zie 5.6). De bedragen in alle andere tabellen volgen de ESR-optiek.

³⁶ Artikel 1, §2, 4°, BFW en artikel 53, BFW.

³⁷ Artikel 35octies, BFW.

³⁸ Artikel 35nonies, BFW.

³⁹ Artikel 35decies, BFW.

⁴⁰ Artikel 48, BFW.

⁴¹ Zoals bedoeld in artikel 1, §2, 7°, BFW.

⁴² Artikel 65quinquies, BFW.

⁴³ Artikel 64quater, BFW.

⁴⁴ Artikel 64quinquies, BFW.

Voor dit begrotingsjaar worden de overdrachten geraamd als volgt:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020					x 1000 EUR
	art BFW - LSF	Vgew-Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
federale PB dotaties - dotations IPP fédéral		2 771 682,873	1 395 026,307	377 523,434	4 544 232,615
restdotatie - dotation divers	35octies	475 938,781	391 209,763	78 487,818	945 636,362
dotatie werk - dotation emploi	35nonies	1 190 890,495	520 718,134	155 121,241	1 866 729,871
dotatie fiscale uitgaven - dotation dépenses fiscales	35decies	1 104 853,597	483 098,409	143 914,375	1 731 866,381
correcte financiering Brusselse Instellingen - juste financement des Institutions bruxelloises		-25 662,366	-18 337,634	216 784,849	172 784,849
compensatie pendelaars - compensation navetteurs	64quater,	-26 882,608	-17 117,392	44 000,000	0,000
specifiek saldo pendelaars 2015-2018 - solde spécifique navetteurs 2015-2018		1 220,242	-1 220,242	0,000	0,000
compensatie internationale ambtenaren - compensation fonctionnaires internationaux	64quinquies	0,000	0,000	172 784,849	172 784,849
nationaal solidariteitsbedrag - montant de solidarité nationale	48	0,000	593 390,713	344 823,071	938 213,784
overgangsbedrag - montant de transition	48/1	-321 556,722	620 539,074	99 137,387	398 119,738
responsabiliseringsbijdrage pensioenen - contribution de responsabilisation pensions	65quinquies	-131 053,530	-6 021,127	-1 188,080	-138 262,737
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	54, § 1, vierde lid / alinéa 4	-5 185,448	-18 522,705	4 713,706	-18 994,447
overdrachten federale PB - transferts d'IPP fédéral	53	2 288 224,807	2 566 074,628	1 041 794,366	5 896 093,801

Tabel 19 – Overdracht van een gedeelte van de opbrengst van de federale PB naar de gewesten ⁴⁵

Hieronder worden de verschillende bedragen in detail toegelicht.

5.1. Federale PB-dotaties

5.1.1. Restdotatie

Het basisbedrag van de restdotatie voor begrotingsjaar 2015 is sinds begrotingsaanpassing 2016 definitief en ziet er schematisch uit als volgt ⁴⁶:

⁴⁵ Er wordt hier geen rekening gehouden met de dotatie aan bepaalde gemeenten van het BHG zoals bedoeld in artikel 46bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 m.b.t. de Brusselse instellingen.

⁴⁶ Voor een uitgebreidere toelichting bij de samenstelling van deze bedragen: Kamerdocument DOC 53 2974/001, art. 25-30 (24/07/2012).

art BFW	omschrijving	x 1000 EUR
35octies, § 1, tweede lid, 1°	bijkomende middelen mbt overgedragen bevoegdheden voorgaande staatshervormingen	259 990,387
35ter	landbouw (sinds 1993)	116 855,395
35quater	landbouw & zeevisserij (sinds 2002)	52 624,072
35quinquies	wetenschappelijk onderzoek landbouw (sinds 2002)	59 713,608
35sexies	buitenlandse handel (sinds 2002)	21 825,149
35septies	provincie- en gemeentewet (sinds 2002)	8 972,162
35octies, § 1, tweede lid, 2°	bijkomende middelen mbt overgedragen bevoegdheden zesde staatshervorming	625 887,632
	algemene rampen; grootstedenbeleid; landbouwcrampen; Fonds ter reductie van de globale energiekost; Belgisch Interventie en Restitutiebureau; personeel aankoopcomités & dierenwelzijn; Participatiefonds (deels)	125 887,632
	evenwichtsdotatie	500 000,000
35octies, § 1, tweede lid, 3°	forfaitair bedrag overdracht gebouwen van de vijfde staatshervorming (Lambermontakkoord 2001)	5 000,000
35octies, § 1	basisbedrag federale PB dotatie art. 35octies, BFW voor 2015	890 878,019

Tabel 20 – Elementen basisbedrag 2015 restdotatie

Sinds begrotingsjaar 2016 verloopt de berekening van de restdotatie als volgt:

BJ 2016	dotatie 2016 = dotatie 2015 aangepast aan evolutie consumptieprijsindex 2016 100% van reële bbp-groei 2016
BJ 2017 e.v.	dotatie (t) = dotatie (t-1) aangepast aan evolutie consumptieprijsindex (t) 55% van reële bbp-groei (t) voor gedeelte groei ≤2,25%; 100% voor gedeelte groei >2,25%

Tabel 21 – Berekeningswijze restdotatie sinds begrotingsjaar 2016

Door vanaf begrotingsjaar 2017 de reële economische groei niet volledig mee te nemen in de berekening, leveren de gewesten hun bijdrage aan de kosten van de vergrijzing.

De middelen worden sinds begrotingsjaar 2015 tussen de gewesten verdeeld volgens een vaste verdeelsleutel (zie tabel 26) ^{47 48}.

De restdotatie zoals bepaald voor dit begrotingsjaar, inclusief het saldo van het voorgaande begrotingsjaar wordt weergegeven in tabel 26 (5.1.4).

⁴⁷ Artikel 35octies, § 1, vijfde lid, BFW.

⁴⁸ Voor de berekening van de dotatie voor begrotingsjaren 2015 tot en met 2019 werd de dotatie per gewest verminderd met de openstaande bedragen voor verschillende projecten voor het grootstedenbeleid. Deze aftrek moet het mogelijk maken dat de federale overheid de financiering van de openstaande vastleggingen kan verderzetten.

5.1.2. Dotatie werk

Het basisbedrag van de dotatie werk voor begrotingsjaar 2015 is sinds begrotingsaanpassing 2016 definitief en ziet er schematisch uit als volgt ⁴⁹:

		x 1000 EUR
art BFW	omschrijving	
35nonies, § 1, tweede lid, 1°	krediet voorzien in begroting 2013 federale overheid & sociale zekerheid voor overgedragen bevoegdheden en aangepast aan indexcijfer & reële bbp-groei 2014 & 2015: à 90%	3 676 670,411
35nonies, § 1, tweede lid, 2°	trekkingsrechten tewerkstelling excl. deel Dgem (voorheen art 35, BFW): à 90%	434 491,222
35nonies, § 1, tweede lid, 3°	correctiebedrag	-707 935,702
	<i>verwachte opbrengsten art 2bis, BFW & uitgaven BIVV die federaal blijven</i>	-207 935,702
	<i>compensatie evenwichtsdotatie art 35octies, BFW</i>	-500 000,000
35nonies, § 1, tweede lid, 4°	bijdrage tot de sanering van de overheidsfinanciën voor begrotingsjaar 2015	-831 348,000
35nonies, § 1, tweede lid	basisbedrag federale PB dotatie art. 35nonies, BFW voor 2015	2 571 877,931

Tabel 22 – Elementen basisbedrag 2015 dotatie werk

Sinds begrotingsjaar 2016 verloopt de berekening van de dotatie werk als volgt:

BJ 2016	dotatie 2016 = dotatie 2015 <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex 2016 75% van reële bbp-groei 2016 -831 348 000 euro
BJ 2017 e.v.	dotatie (t) = dotatie (t-1) <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex (t) 55% van reële bbp-groei (t) voor gedeelte groei ≤2,25%; 100% voor gedeelte groei >2,25%

Tabel 23 – Berekeningswijze dotatie werk sinds begrotingsjaar 2016

De vermindering bij begrotingsjaar 2016 is de bijdrage van de gewesten in de sanering van de overheidsfinanciën van dat begrotingsjaar. Door de reële economische groei niet volledig mee te nemen in de berekening, leveren de gewesten hun bijdrage aan de kosten van de vergrijzing. Door te vertrekken van het bedrag van het voorgaande begrotingsjaar na toepassing van de bijdrage aan de saneringsinspanning, worden de over 2015 – 2016 gecumuleerde bijdragen tot de sanering van de overheidsfinanciën op structurele wijze doorgetrokken naar de volgende jaren.

De middelen worden sinds begrotingsjaar 2015 tussen de gewesten verdeeld volgens het aandeel van elk gewest in de ontvangsten van de federale personenbelasting ⁵⁰.

⁴⁹ Voor een uitgebreidere toelichting bij de samenstelling van deze bedragen: Kamerdocument DOC 53 2974/001, art. 31 (24/07/2012).

⁵⁰ De ontvangsten van AJ (t-1) worden gebruikt voor BJ (t).

Deze verdeelsleutel wordt vastgesteld na het verstrijken van de aanslagtermijn van 18 maanden (vastgestelde rechten op 30/06/(t+1); geïnde ontvangsten op 30/08/(t+1)) ⁵¹. Voor deze begroting betekent dit het volgende:

AJ	einde aanslagtermijn	definitieve verdeelsleutel van
2018	30/06/2019	BJ 2019
2019	30/06/2020	BJ 2020

Tabel 24 – Bepaling federale PB-sleutel

Voor de **definitieve vaststelling** van begrotingsjaar **2019** is de definitieve verdeelsleutel gebruikt. Vermits voor begrotingsjaar **2020** de definitieve verdeelsleutel pas ten vroegste bij begrotingsopmaak **2021** bekend zal zijn, is er nu gewerkt met een raming die uitgaat van de laatste definitieve verdeelsleutel (AJ **2018**).

Er worden twee bedragen in mindering gebracht van het bedrag bekomen met toepassing van artikel 35nonies, § 1, BFW: de compensatie voor vrijstelling van beschikbaarheid ⁵² enerzijds en voor PWA-tewerkstelling ⁵³ anderzijds.

Een gewest is een compensatie verschuldigd aan de federale overheid in begrotingsjaar (t) indien de volgende verhouding hoger ligt dan 12%:

$$\frac{\text{aantal vrijgestelde dagen (t-1)}}{\text{aantal vergoede dagen werkloosheid (t-1)}}$$

De compensatie is gelijk aan het aantal dagen dat de 12 % overschrijdt, vermenigvuldigd met een bedrag van 35,5 euro ⁵⁴. Dit bedrag wordt vervolgens vermenigvuldigd met een coëfficiënt 0,5 voor het aantal dagen tot en met 14%; en met een coëfficiënt 1, als de 14% overschreden wordt.

Daarnaast is een gewest een compensatie verschuldigd aan de federale overheid in begrotingsjaar (t) indien het aantal personen dat in het PWA-systeem werkt tijdens het jaar (t-1) gemiddeld hoger is dan het maximumaantal vastgesteld voor dat gewest.

De compensatie is gelijk aan het aantal dagen dat een gewest haar maximum overschrijdt vermenigvuldigd met een bedrag van 6000 euro ⁵⁵.

Op basis van de ramingen die de RVA in **juli 2019** meegedeeld heeft (zie tabel 4), zou in **2019** in geen enkel gewest de grens van 12% vrijgestelde dagen, noch het maximumaantal dagen PWA overschreden worden. Voor begrotingsjaar **2020** moeten er dus geen compensaties afgehouden worden van de dotaties.

De dotatie werk zoals bepaald voor dit begrotingsjaar, inclusief het saldo van het voorgaande begrotingsjaar wordt weergegeven in tabel 26 (zie 5.1.4).

⁵¹ Wetboek van Inkomstenbelastingen 1992, artikel 359.

⁵² Artikel 35nonies, §2, BFW.

⁵³ Artikel 35nonies, §3, BFW.

⁵⁴ Het bedrag van 35,5 EUR stemt overeen met de gemiddelde daguitkering van de personen die in januari 2013 een vrijstelling van beschikbaarheid genoten. Vanaf begrotingsjaar 2016 wordt dit bedrag jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen en aan een percentage van de reële bbp-groei.

⁵⁵ Vanaf begrotingsjaar 2016 wordt dit bedrag jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen en aan een percentage van de reële bbp-groei.

5.1.3. Dotatie fiscale uitgaven

De dotatie fiscale uitgaven voorziet in de overdracht aan de gewesten van 60% van de middelen met betrekking tot de overdragen fiscale uitgaven in de personenbelasting waarvoor de gewesten sinds 2015 exclusief bevoegd zijn ⁵⁶. De overige 40% werd overgedragen via de gewestelijke fiscale autonomie op de personenbelasting.

Het definitieve referentiebedrag voor het begrotingsjaar 2015 werd voor de drie gewesten tesamen vastgesteld door het Rekenhof ⁵⁷. Het gaat uit van de gerealiseerde geregionaliseerde fiscale uitgaven van aanslagjaar 2015, met inbegrip van het gedeelte dat betrekking heeft op de BNI, uitgedrukt bij ongewijzigd beleid en vastgesteld bij het verstrijken van de aanslagtermijn van 18 maanden bedoeld in artikel 359 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992. Dit bedrag werd dus voor 60% weerhouden voor de berekening van de dotatie fiscale uitgaven voor begrotingsjaar 2015.

Sinds begrotingsjaar 2016 verloopt de berekening van de dotatie fiscale uitgaven als volgt:

BJ 2016	dotatie 2016 = dotatie 2015 <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex 2016 75% van reële bbp-groei 2016
BJ 2017 e.v.	dotatie (t) = dotatie (t-1) <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex (t) 55% van reële bbp-groei (t) voor gedeelte groei ≤2,25%; 100% voor gedeelte groei >2,25%

Tabel 25 – Berekeningswijze dotatie fiscale uitgaven sinds begrotingsjaar 2016

Door de reële economische groei niet volledig mee te nemen in de berekening, leveren de gewesten hun bijdrage aan de kosten van de vergrijzing.

De middelen worden sinds begrotingsjaar 2015 tussen de gewesten verdeeld volgens het aandeel van elk gewest in de ontvangsten van de federale personenbelasting ⁵⁸.

De dotatie fiscale uitgaven zoals bepaald voor dit begrotingsjaar, inclusief het saldo van het voorgaande begrotingsjaar wordt weergegeven in tabel 26 (5.1.4).

⁵⁶ Zoals bedoeld in artikel 5/5, § 4, BFW.

⁵⁷ Het verslag en de volledige fiche: <https://www.ccrek.be/NL/Publicaties/Fiche.html?id=bdb653a5-74ab-4e76-bf0d-db283726b2e2>. Dit definitieve referentiebedrag werd daarna nog vastgelegd in het KB van 17 december 2017, gepubliceerd in het Staatsblad van 22 december 2017.

⁵⁸ Dit is dezelfde verdeelsleutel als voor de dotatie werk, zie hoger.

5.1.4. Overzicht van de dotaties voor dit begrotingsjaar

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020				x 1000 EUR
totaalbedrag dotatie 3 gewesten - montant total dotation 3 régions	35octies, § 1	35nonies, § 1	35decies	TOT
definitieve vaststelling - fixation définitive 2019	996 210,377	1 966 565,312	1 824 489,126	4 787 264,815
aanpassing indexering - liaison indexation 2020	*	1,0080		
aanpassing reële bbp-groei 2020 à 55% - liaison croissance réelle PIB 2020 à 55%	*	0,9417		
aangepaste raming - estimation ajustée 2020	=	945 636,362	1 866 729,871	1 731 866,381
				4 544 232,615
verdeelsleutels - clés de répartition	Vgew-Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
restdotatie - dotation divers	50,330%	41,370%	8,300%	100,000%
dotatie werk - dotation emploi	63,796%	27,895%	8,310%	100,000%
dotatie fiscale uitgaven - dotation dépenses fiscales				
dotaties per gewest - dotations par région	Vgew-Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
restdotatie - dotation divers	475 938,781	391 209,763	78 487,818	945 636,362
af trek grootstedenbeleid - déduction politique grandes villes	0,000	0,000	0,000	0,000
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-516,750	-424,755	-85,218	-1 026,723
restdotatie incl saldo - dotation divers solde y.c.	475 422,031	390 785,008	78 402,600	944 609,639
dotatie werk - dotation emploi	1 190 890,495	520 718,134	155 121,241	1 866 729,871
vrijgestelling werkloosheid - dispense chômage	0,000	0,000	0,000	0,000
PWA - ALE	0,000	0,000	0,000	0,000
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-2 824,758	1 807,605	-1 009,646	-2 026,799
dotatie werk incl saldo - dotation emploi solde y.c.	1 188 065,737	522 525,739	154 111,596	1 864 703,072
dotatie fiscale uitgaven - dotation dépenses fiscales	1 104 853,597	483 098,409	143 914,375	1 731 866,381
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-2 620,681	1 677,013	-936,703	-1 880,371
dotatie fiscale uitgaven incl saldo - dotation dépenses fiscales solde y.c.	1 102 232,916	484 775,422	142 977,672	1 729 986,010

Tabel 26 – Berekening restdotatie, dotatie werk en dotatie fiscale uitgaven en verdeling over de gewesten

5.2. Nationaal solidariteitsbedrag

Sinds 2015 ontvangt een gewest een nationaal solidariteitsbedrag als haar aandeel in de federale PB lager ligt dan haar aandeel in de totale bevolking.

Het bedrag voor begrotingsjaar (t) wordt per gewest als volgt bepaald:

$$B * \text{absolute waarde}(\text{pPB} - \text{pPOP}) * 80\%$$

Hierbij staat 'pPB' voor het aandeel van een gewest in de federale PB van aanslagjaar (t-1) en 'pPOP' voor het aandeel van datzelfde gewest in de totale bevolking op 1/1/(t-1). In tabel 4 worden de resultaten weergegeven op de lijn (c). Wanneer dit resultaat voor een gewest negatief is, ontvangt het een solidariteitsbedrag. Voor dit begrotingsjaar is dit het geval voor het Waalse en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest. In de berekening van het nationale solidariteitsbedrag wordt de absolute waarde van het verschil meegenomen.

De 'B' in bovenstaande formule vormt het basisbedrag voor het begrotingsjaar 2015 voor alle gewesten samen en is als volgt samengesteld:

		x 1000 EUR
art BFW	omschrijving	
48, § 4, eerste lid, 1°	teller van de autonomiefactor (A + B - C) :	11 364 427,417
	<i>A = basis PB dotatie art 33, BFW, berekend voor begrotingsjaar 2015</i>	14 728 783,365
	<i>B = 4/6 van federale PB dotatie fiscale uitgaven voor begrotingsjaar 2015</i>	1 090 954,276
	<i>C = minimum 3 gewesten (negatieve term art 33bis, BFW / PB sleutel art 33, BFW)</i>	4 455 310,224
48, § 4, eerste lid, 2°	federale PB dotatie werk voor begrotingsjaar 2015	2 571 877,931
48, § 4, eerste lid, 3°	federale PB dotatie fiscale uitgaven voor begrotingsjaar 2015	1 636 431,414
48, § 4, eerste lid, 4°	federale PB dotatie aan de gemeenschappen voor begrotingsjaar 2015 : à 50 %	3 937 671,299
48, § 4, eerste lid	basisbedrag (B) mechanisme nationale solidariteit voor 2015	19 510 408,061

Tabel 27 – Elementen basisbedrag 2015 mechanisme nationale solidariteit

Sinds begrotingsaanpassing 2017 zijn alle elementen van dit basisbedrag definitief, voorheen werd nog gewerkt met voorlopige gegevens.

De federale PB dotatie fiscale uitgaven voor begrotingsjaar 2015 is rechtstreeks afgeleid van het definitieve referentiebedrag van de geregionaliseerde fiscale uitgaven van aanslagjaar 2015 (zie 5.1.3).

De teller van de definitieve autonomiefactor die sinds aanslagjaar 2018 wordt toegepast werd door het Rekenhof vastgesteld ⁵⁹;

De per gewest gelokaliseerde ontvangsten van de federale PB van het aanslagjaar 2015 zoals vastgesteld bij het verstrijken van de in artikel 359 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 bedoelde aanslagtermijn van 18 maanden.

Het basisbedrag voor begrotingsjaar 2016 wordt berekend door het basisbedrag voor begrotingsjaar 2015 aan te passen aan de reële bbp-groei en de consumptieprijsindex en vervolgens te verminderen met 1 009 494 000 euro ⁶⁰. Sinds begrotingsjaar 2017 wordt het basisbedrag van het voorgaande jaar aangepast aan de reële bbp-groei en de consumptieprijsindex.

⁵⁹ Het verslag en de volledige fiche: <https://www.ccrek.be/NL/Publicaties/Fiche.html?id=50e28ec4-0257-4d4a-abf6-ae7eff7a08c9>. Dit definitieve referentiebedrag werd daarna nog vastgelegd in het KB van 19 december 2017, gepubliceerd in het Staatsblad van 22 december 2017.

⁶⁰ Deze vermindering is een bijdrage van de gewesten in de sanering van de overheidsfinanciën.

Met toepassing van de bovenstaande formule zijn dit de nationale solidariteitsbedragen voor dit begrotingsjaar:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020					x 1000 EUR
	art BFW - LSF	Vgew-Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
basisbedrag - montant de base					19 052 386,032
abs waarde(pPB – pPOP) * 80% - valeur abs(pIPP – pPOP) * 80%	48, § 5	0,00000%	3,11452%	1,80987%	
nationaal solidariteitsbedrag - montant de solidarité nationale	48, §§ 4 tot 6	0,000	593 390,713	344 823,071	938 213,784
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	54, § 1, vierdelid / alinéa 4	0,000	-20 805,826	7 015,641	-13 790,186
nationaal solidariteitsbedrag - montant de solidarité nationale	53	0,000	572 584,887	351 838,712	924 423,598

Tabel 28 – Berekening nationaal solidariteitsbedrag per gewest

Het totale nationale solidariteitsbedrag wordt jaarlijks vooraf genomen op de opbrengst van de federale PB.

5.3. Overgangsmechanisme

Zoals toegelicht onder punt 4.1.2 wordt voor de begrotingsjaren 2015 tot en met 2033 wordt een overgangsmechanisme ⁶¹ toegepast. Sinds begrotingsopmaak 2018 zijn alle elementen nodig voor de berekening van het overgangsbedrag voor de gewesten – en dus ook het overgangsbedrag zelf – definitief vastgesteld. Het totale overgangsbedrag dat per deelgebied wordt bepaald, blijft in nominale waarde constant gedurende de periode 2015-2024 en zal vanaf 2025 tot en met 2034 over tien jaar lineair afnemen tot nul.

Wanneer het overgangsbedrag negatief is, wordt de absolute waarde van het bedrag toegevoegd aan de federale PB-dotatie; wanneer het positief is wordt het in mindering gebracht.

⁶¹ Voor de gewesten: zoals bedoeld in artikel 48/1, §2, BFW.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020					x 1000 EUR
	art 48/1, §2, BFW - LSF	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
bevoegdheden overgeheveld voor 2015 - compétences transférées avant 2015	1°	-23 803,783	6 318,070	17 485,713	0,000
landbouw - agriculture (1993)	1°, a)	-13 590,282	3 891,285	9 698,998	0,000
landbouw & zeevisserij - agriculture & pêche maritime (2002)	1°, b)	-5 288,084	2 266,170	3 021,914	0,000
wetenschappelijk onderzoek landbouw - recherche scientifique agriculture (2002)	1°, c)	-1 385,268	-3 570,961	4 956,229	0,000
buitenlandse handel - commerce extérieure (2002)	1°, d)	-2 848,836	2 852,942	-4,106	0,000
provincie- en gemeentewet - loi provinciale et communale (2002)	1°, e)	-691,312	878,635	-187,322	0,000
nieuwe bevoegdheden & integratie bestaande bevoegdheden - nouvelles compétences & intégration compétences existantes	2°	6 133,699	20 967,236	-27 100,934	0,000
arbeidsmarktbeleid - marché du travail	3°	407 053,297	-222 508,810	-184 544,487	0,000
arbeidsmarktbeleid - marché du travail	4°	-239 498,005	-157 640,209	-59 657,523	-456 795,737
fiscale uitgaven - dépenses fiscales	5°	-57 040,878	-17 453,206	74 494,084	0,000
fiscale autonomie - autonomie fiscale	6°	64 189,972	-22 526,647	-41 663,326	0,000
negatieve term - terme négatif	7°	164 522,421	0,000	209 480,164	374 002,585
mechanisme nationale solidariteit - mécanisme solidarité nationale	8°	0,000	-227 887,525	-87 000,431	-314 887,956
sociale bijdragen: overdracht gezinsbijslagen - cotisations sociales: transfert allocations familiales	9°	0,000	192,017	-630,647	-438,630
bedrag overgangsmechanisme - montant du mécanisme de transition		321 556,722	-620 539,074	-99 137,387	-398 119,738

Tabel 29 – Overgangsbetrag gewesten

5.4. Correcte financiering Brusselse instellingen

De twee overdrachten naar het BHG die hieronder besproken worden vormen het tweede gedeelte van de maatregelen genomen in het kader van de correcte financiering van de Brusselse Instellingen ⁶². Vermits de inkomens van bepaalde werknemers die op het grondgebied van het BHG werken niet meegeteld worden voor de toewijzing van de middelen aan dat gewest, zijn hiervoor compensaties ingesteld.

5.4.1. Compensatie pendelaars ⁶³

Het BHG ontvangt enerzijds een compensatie voor het inkomstenverlies als gevolg van de stromen van pendelaars vanuit het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest. Dit bedrag wordt verdeeld over deze twee gewesten in verhouding tot hun aandeel in de totale nettostroom van pendelaars naar het BHG (zie tabel 4) en wordt in mindering gebracht van hun dotatie fiscale uitgaven. Sinds begrotingsjaar 2017 bedraagt deze compensatie 44 miljoen euro.

Tot nu toe werden steeds voorlopige pendelcijfers gebruikt. Vanaf begrotingsaanpassing 2020 zijn de definitieve pendelcijfers van de RSZ beschikbaar. Het definitieve afrekeningssaldo m.b.t. de pendeldotatie voor begrotingsjaar 2019 houdt rekening met deze definitieve pendelcijfers.

Voor de berekening van de definitieve afrekeningssaldi van de begrotingsjaren 2015 tot en met 2018 werden nog voorlopige pendelcijfers gebruikt. Wanneer we deze vervangen door de definitieve pendelcijfers van de RSZ, zien we dat het Vlaamse Gewest te veel bijgedragen heeft en het Waalse Gewest dus te weinig. Dit wordt gecorrigeerd bij de aangepaste doorstortingen voor begrotingsjaar 2020.

⁶² Het eerste gedeelte, met name de geaffecteerde middelen en het dode hand complement, werd geregeld in de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse instellingen, gepubliceerd in het Staatsblad van 22 augustus 2012.

⁶³ Zoals bedoeld in artikel 64quater, BFW.

	voorlopige verdeelsleutel		definitieve verdeelsleutel	
	VG	WG	VG	WG
2014	63,158%	36,842%	62,644%	37,356%
2015	62,925%	37,075%	62,644%	37,356%
2016	62,769%	37,231%	62,337%	37,663%
2017	62,735%	37,265%	62,214%	37,786%
2018	62,847%	37,153%	61,757%	38,243%

EUR	totale pendeldotatie	voorlopige verdeling		definitieve verdeling		budgettaire impact	
		VG	WG	VG	WG	VG	WG
2014	32 000 000	20 210 440	11 789 560	20 046 110	11 953 890	-164 330	164 330
2015	48 000 000	30 204 125	17 795 875	30 069 165	17 930 835	-134 960	134 960
2016	49 000 000	30 756 696	18 243 304	30 545 112	18 454 888	-211 584	211 584
2017	44 000 000	27 603 608	16 396 392	27 374 046	16 625 954	-229 562	229 562
2018	44 000 000	27 652 896	16 347 104	27 173 090	16 826 910	-479 806	479 806
TOT						-1 220 242	1 220 242

Voor dit begrotingsjaar wordt de pendeldotatie als volgt verdeeld:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR		
	Vgew-Rfl	Wgew - Rw	BHG-RBC
aangepaste raming begrotingscontrole - estimation ajustée contrôle budgétaire	-26 882,608	-17 117,392	44 000,000
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	776,741	-776,741	0,000
specifiek saldo 2015-2018 - solde spécifique 2015-2018	1 220,242	-1 220,242	0,000
compensatie pendelaars - compensation navetteurs	-24 885,625	-19 114,375	44 000,000

Tabel 30 – Verdeling compensatie pendelaars over de gewesten

5.4.2 Compensatie internationale ambtenaren ⁶⁴

Anderzijds ontvangt het BHG een compensatie voor de belangrijke aanwezigheid van internationale ambtenaren op haar grondgebied. Deze overdracht is ten laste van de federale overheid.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR
	BHG-RBC
aangepaste raming begrotingscontrole - estimation ajustée contrôle budgétaire	172 784,849
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-270,368
compensatie internationale ambtenaren - compensation fonctionnaires internationaux	172 514,480

Tabel 31 – Compensatie internationale ambtenaren

⁶⁴ Zoals bedoeld in artikel 64quinquies, BFW

5.5. Responsabiliseringsbijdrage pensioenen

De zesde staatshervorming voert voor de verschillende deelgebieden een versterkte responsabilisering in om de pensioenen van hun vastbenoemde ambtenaren te betalen. Voor de begrotingsjaren 2015 tot en met 2020 zijn de bedragen van de jaarlijks verschuldigde responsabiliseringsbijdragen vastgesteld per gewest in de BFW ⁶⁵. Vanaf begrotingsjaar 2021 wordt de responsabiliseringsbijdrage per entiteit bepaald door een bijdragepercentage toe te passen op de weddenmassa die door de betrokken entiteit in het voorgaande kalenderjaar werd betaald. Het bedrag voor de Vlaamse Gemeenschap wordt integraal aangerekend op het Vlaamse Gewest.

5.6. Uitwerking van de 2%-beperking in kasoptiek

Zoals reeds toegelicht onder punt 1, is de verrekening van de specifieke saldi van de begrotingsjaren 2015-2016-2017 en de regularisatie van de gewestelijke opcentiemen voor aanslagjaren 2015-2016-2017 onderworpen aan een limiet van 2% van de maandelijkse stortingen aan de gewesten. Vermits er slechts een fractie van de te verrekenen bedragen aangerekend kon worden op de stortingen van begrotingsjaar 2018, is het resterende gedeelte naar de volgende begrotingsjaren overgedragen. De toepassing van deze beperking wordt hieronder in detail uitgewerkt.

De grondslag voor de 2%-beperking voor de gewesten wordt gevormd door de som van onderstaande bedragen:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020				x 1000 EUR
grondslag voor verrekening (= 2020 initieel incl. saldo (t-1)) - base pour règlement (= 2020 initial y compris solde (t-1))	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
titel/titre IV (voorafname fed PB - prélèvement IPP féd)	2 765 720,685	1 398 086,169	375 491,868	4 539 298,722
titel/titre V (mécanisme nationale solidarité - mécanisme solidarité nationale)	0,000	572 584,887	351 838,712	924 423,598
titel/titre V/1 (overgangsmécanisme - mécanisme de transition)	-321 556,722	620 539,074	99 137,387	398 119,738
art. 64quater (pendelaars - navetteurs)	-24 885,625	-19 114,375	44 000,000	0,000
art. 64quinquies (internationale ambtenaren - fonctionnaires internationaux)	0,000	0,000	172 514,480	172 514,480
TOT	2 419 278,337	2 572 095,755	1 042 982,446	6 034 356,538

Tabel 32 – Elementen grondslag 2%-beperking maandelijkse stortingen

Door dit totaal te onderwerpen aan de 2%-beperking bekomen we het bedrag per gewest dat verrekend kan worden met de maandelijkse stortingen die in begrotingsjaar 2020 zullen gebeuren:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020				x 1000 EUR
2%-beperking - limitation 2%	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
op jaarbasis - sur base annuelle	48 385,567	51 441,915	20 859,649	120 687,131
op maandbasis - sur base mensuelle	4 032,131	4 286,826	1 738,304	10 057,261

Tabel 33 – 2%-beperking maandelijkse stortingen

Na verrekening van bovenstaande bedragen in begrotingsjaar 2020 blijft er nog een gedeelte van de saldi over dat verrekend moet worden in begrotingsjaar 2021 en volgende:

⁶⁵ Artikel 65quinquies, § 1, tweede lid, 3° en 4°, BFW.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020				x 1000 EUR
te verrekenen bedrag na onderwerping aan de 2%-beperking in 2020 e.v. jaren - montant à régler après assujettissement à la limitation 2% en 2020 et les années suivantes	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
totaal te verrekenen	-1 017 600,043	-457 094,628	-151 821,450	-1 626 516,120
specifieke saldi 2015-2017 - soldes spécifiques 2015-2017	-80 837,515	-47 933,527	-36 216,686	-164 987,729
regular. gewest. opcent. - régular. addit. rég. 2015-2017	-936 762,527	-409 161,101	-115 604,764	-1 461 528,392
reeds verrekend in 2018-2019	101 635,183	108 541,992	43 531,229	253 708,403
nog te verrekenen in 2020 e.v. jaren	-915 964,859	-348 552,637	-108 290,221	-1 372 807,717
totaal te verrekenen bedrag in 2020 onderworpen aan 2%-beperking - montant total à régler en 2020 assujetti à la limitation 2%	-48 385,567	-51 441,915	-20 859,649	-120 687,131
nog te verrekenen in volgende jaren - encore à régler dans les années prochaines	-867 579,292	-297 110,722	-87 430,572	-1 252 120,586

Tabel 34 – Resterende bedragen specifieke saldi & regularisatie opcentiemen na aanrekeningen

Vermits het totaal te verrekenen bedrag van de specifieke saldi en de regularisatie gewestelijke opcentiemen reeds in begrotingsjaar 2018 volledig aangerekend werd in ESR, is er voor de begrotingjaren 2019 e.v. geen ESR-impact meer. Het verschil tussen de overdrachten in ESR- en kasoptiek is dus het bedrag van de 2%-beperking zoals hierboven berekend per gewest.

6. Ontvangsten inzake geregionaliseerde verkeersboeten

Artikel 5 bepaalt de geraamde overdrachten van de niet-fiscale eigen ontvangsten ⁶⁶ die aan gewesten worden toegekend volgens de plaats van de overtreding. Het gaat om de ontvangsten van de onmiddellijke inningen, de minnelijke schikkingen en de strafrechtelijke boeten die verband houden met de inbreuken op de reglementering inzake verkeersveiligheid die voortaan tot de bevoegdheid van de gewesten behoort.

De federale overheid stort de ontvangsten die zij int door aan de bevoegde instelling van het gewest op het einde van de maand die volgt op de maand waarin zij door de federale overheid werden geïnd.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR			
	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT
geregionaliseerde verkeersboeten - amendes routières régionalisées	131 533,671	42 191,654	22 168,925	195 894,250

Tabel 35 – Geraamde ontvangsten uit geregionaliseerde verkeersboeten

⁶⁶ Zoals bedoeld in artikel 2bis, BFW.

7. Overdrachten van de gewestelijke personenbelasting aan de gewesten

Tabel 1 (zie hoger) bevat een totaaloverzicht van de geraamde voorschotten inzake de gewestelijke PB voor aanslagjaar 2020 en van de verwachte ontvangsten van de afrekeningen van de voorgaande aanslagjaren die een impact hebben op dit begrotingsjaar. De verschillende bedragen worden hieronder verder toegelicht.

7.1. Ramingsmethode en vaststelling voorschotten

De methodologie voor de raming van de ontvangsten inzake gewestelijke PB werd bij KB ⁶⁷ vastgelegd zoals voorzien in de BFW ⁶⁸.

De gerealiseerde opbrengst van de gewestelijke PB van aanslagjaar 2018 (vastgestelde rechten, toestand op 30/6/2019) ⁶⁹ vormt het uitgangspunt voor de geactualiseerde raming van de ontvangsten voor aanslagjaar 2019 en de *aangepaste* raming van de voorschotten voor aanslagjaar 2020.

De raming van de voorschotten van het aanslagjaar 2020 is gebaseerd op de definitief vastgestelde autonomiefactor die gelijk is aan 24,957% ⁷⁰.

Er wordt eveneens een inningscoëfficiënt toegepast. Deze wordt sinds aanslagjaar 2018 jaarlijks per gewest vastgesteld en is gelijk aan het gemiddelde van de inningsgraden van de drie laatst gekende aanslagjaren per gewest ⁷¹. Voor aanslagjaar 2020 wordt dus rekening gehouden met de inningsgraden van de aanslagjaren 2016-2018, wat volgende coëfficiënten oplevert:

- Vlaams Gewest : 0,9945
- Waals Gewest : 0,9890
- Brussels Hoofdstedelijk Gewest : 0,9869.

Artikel 6, eerste lid, van dit ontwerp bepaalt voor dit begrotingsjaar de raming van de ontvangsten van de gewestelijke personenbelasting ⁷² van het aanslagjaar 2020 ⁷³, na aftrek van de geraamde belastingverminderingen en belastingkredieten ⁷⁴. Die raming en de verdeling van dit bedrag tussen de gewesten is bepalend voor de maandelijkse voorschotten die aan de gewesten zullen gestort worden ⁷⁵.

⁶⁷ Het KB van 27 juni 2016 tot vaststelling van de methodologie voor de raming van de gewestelijke ontvangsten uit de personenbelasting, gepubliceerd in het Staatsblad van 4 juli 2016.

⁶⁸ artikel 54/1, § 3, lid 2, BFW.

⁶⁹ Na afloop van de aanslagtermijn van 18 maanden zoals bedoeld in artikel 359 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992; zie ook artikel 54/1, § 4, eerste lid, BFW.

⁷⁰ Het verslag en de volledige fiche: <https://www.ccrek.be/NL/Publicaties/Fiche.html?id=50e28ec4-0257-4d4a-abf6-ae7eff7a08c9>. De definitieve autonomiefactor werd daarna nog vastgelegd in het KB van 19 december 2017, gepubliceerd in het Staatsblad van 22 december 2017.

⁷¹ Overeenkomstig artikel 2, § 2 KB 27 juni 2016 (zie voetnoot 68).

⁷² Zoals bedoeld in artikel 54/1, § 3, BFW.

⁷³ Zoals bedoeld in artikel 5/1, § 1, BFW.

⁷⁴ Zoals bedoeld in artikel 5/5, § 4, BFW.

⁷⁵ In toepassing van artikel 54/1, § 3, BFW.

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020						x 1000 EUR
AJ - EI 2020	art BFW - LSF	Vgew - Rfl	Wgew - Rw	BHG - RBC	TOT	
Belasting Staat - Impôt Etat	5/2, § 2	31 099 253,959	13 411 842,514	3 943 157,485	48 454 253,959	
Gewestelijke opcentiemen - Additionnels régionaux	5/1, § 1	7 761 809,822	3 347 352,676	963 290,342	12 072 452,841	
Fiscale uitgaven - Dépenses fiscales	5/5, § 4	1 731 463,567	823 779,523	111 272,896	2 666 515,986	
Gewestelijke personenbelasting - Impôt des personnes physiques régional	54/1 & 54/2	5 997 179,351	2 495 813,848	840 856,017	9 333 849,217	

Tabel 36 – Elementen gebruikt bij raming voorschotten gewestelijke PB (met toepassing van inningscoëfficiënten per gewest)

7.2. De belasting niet-inwoners

Artikel 6, tweede lid, van dit ontwerp bepaalt voor dit begrotingsjaar het bedrag van de ontvangsten van de BNI ⁷⁶ van het aanslagjaar 2019 die rekening houdt met de gewestelijke belastingregels ⁷⁷.

De geraamde BNI is een kost voor de gewesten die in de loop van dit begrotingsjaar aan de gewesten aangerekend wordt ⁷⁸.

7.3. Het saldo van de eerste afrekening

In artikel 6, derde lid, van dit ontwerp wordt de raming weerhouden van de afrekening van het aanslagjaar 2019 na afloop van de in artikel 359 van het WIB 1992 bedoelde aanslagtermijn ⁷⁹.

Het gaat om de eerste afrekening van de gewestelijke PB van het aanslagjaar 2019 waarbij het verschil wordt gemaakt tussen:

- het bedrag van de maandelijkse voorschotten dat tijdens het begrotingsjaar 2019 aan elk gewest gestort is; en
- de som van de geïnde ontvangsten inzake gewestelijke PB ⁸⁰ van het betrokken gewest tijdens de 20 maanden die zijn verlopen sinds de aanvang van het aanslagjaar 2019 ; dit zijn bijgevolg de ontvangsten die voor dat aanslagjaar werden geïnd tijdens de periode van 1 januari 2019 tot en met 31 augustus 2020.

Het effectieve bedrag van de afrekening zal eind september 2020 aan de gewesten gestort worden.

7.4. De saldi van de opeenvolgende maandelijkse afrekeningen

7.4.1. Aanslagjaar 2019

In artikel 6, vierde lid, van dit ontwerp wordt rekening gehouden met de raming van de maandelijkse afrekening van de ontvangsten en de uitgaven van het aanslagjaar 2019 die vanaf de derde maand die volgt op het verstrijken van de in artikel 359 van het WIB 1992 bedoelde aanslagtermijn wordt opgesteld, dus vanaf de maand september 2020 ⁸¹.

Het effectieve bedrag van die verschillen van de maanden september tot en met december 2020 – dat verwacht wordt positief te zijn voor de drie gewesten – zal gespreid over de periode oktober 2020 –

⁷⁶ Zoals bedoeld in artikel 54/2, BFW.

⁷⁷ De opcentiemen, belastingkortingen, -verminderingen, -vermeerderingen en -kredieten zoals bedoeld in artikel 5/1, §1, BFW.

⁷⁸ Overeenkomstig artikel 54/2, § 3, BFW.

⁷⁹ Zoals bedoeld in artikel 54/1, § 4, eerste lid, BFW.

⁸⁰ Zoals bedoeld in artikel 5/1, § 1, BFW.

⁸¹ Zoals bedoeld in artikel 54/1, § 4, tweede lid, BFW.

januari 2021 in functie van de effectief vastgestelde maandelijkse verschillen in elk gewest - aan het betrokken gewest worden gestort.

7.4.2. Aanslagjaar 2018

In artikel 6, vijfde lid, van dit ontwerp wordt rekening gehouden met de raming van de maandelijkse afrekening van de ontvangsten en de uitgaven van het aanslagjaar 2018 die nog voor dit begrotingsjaar verwacht worden ⁸².

Het effectieve bedrag van die verschillen van de maanden januari tot en met december 2020 – dat verwacht wordt positief te zijn voor de drie gewesten - zal gespreid over het jaar 2020 in functie van de effectief vastgestelde maandelijkse verschillen in elk gewest - aan het betrokken gewest worden gestort.

⁸² Idem voetnoot 80.

8. Overdracht van federale PB naar de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Artikel 7 van dit ontwerp bepaalt de raming voor dit begrotingsjaar van het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale PB dat bestemd is voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ⁸³.

Tot en met het begrotingsjaar 2014 werd deze overdracht gevormd door een krediet ten laste van de algemene uitgavenbegroting van de federale overheid. Sinds het begrotingsjaar 2015 wordt deze overdracht vooraf genomen op de opbrengst van de federale PB.

De berekening verloopt als volgt:

BJ 2015	overdracht federale PB 2015 = dotatie 2014 <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex 2015
	-10 200 000 euro
BJ 2016	overdracht federale PB 2016 = overdracht federale PB 2015 <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex 2016 82,5% van reële bbp-groei 2016
	-10 200 000 euro
BJ 2017 e.v.	overdracht federale PB (t) = overdracht federale PB (t-1) <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex (t) 65% van reële bbp-groei (t) voor gedeelte groei ≤2,25%; 100% voor gedeelte groei >2,25%

Tabel 37 - Berekeningswijze federale PB-overdracht aan de GGC

De vermindering met 10 200 000 euro is de bijdrage tot de sanering van de overheidsfinanciën voor die begrotingsjaren. Door te vertrekken van het bedrag van het voorgaande begrotingsjaar na toepassing van deze bijdrage worden de over 2015 – 2016 gecumuleerde saneringsbijdragen op structurele wijze doorgetrokken naar de volgende jaren. Door de niet-integrale doorrekening van de reële economisch groei levert de GGC een bijdrage tot de financiering van de vergrijzingskosten.

Volgende bedragen worden in mindering gebracht van de geraamde overdracht:

- het overgangsbetrag dat positief is en dus in mindering komt van het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale PB (zie tabel 18) ⁸⁴
- het bedrag van de responsabiliseringsbijdrage pensioenen ⁸⁵

⁸³ Zoals bedoeld in artikel 65, § 1, 2°/1, en § 6, BFW.

⁸⁴ Overeenkomstig artikel 48/1, §§ 1, 4 en 5, BFW.

⁸⁵ Zoals bedoeld in artikel 65quinquies, § 1, tweede lid, 5°, BFW.

Als het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale PB onvoldoende is om het overgangsbetrag en de responsabiliseringsbijdrage te dekken, wordt het niet-aangerekende saldo in mindering gebracht van de dotatie gezondheidszorgen en hulp aan personen ⁸⁶ en de dotatie ouderenzorg ⁸⁷. [Dat is het geval voor dit begrotingsjaar.](#)

Overeenkomstig deze aanrekeningregels wordt het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale PB voor dit begrotingsjaar herleid tot nul en wordt het niet-aangerekende saldo in mindering gebracht van de dotatie gezondheidszorgen en hulp aan personen die voor dit begrotingsjaar geraamd werd.

Voor dit begrotingsjaar is deze overdracht als volgt samengesteld:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR
	GGC - COCOM
aangepaste raming begrotingscontrole - estimation ajustée contrôle budgétaire	19 586,282
overgangsbetrag - montant de transition (-)	35 737,649
responsabiliseringsbijdrage pensioenen - cotisation de responsabilisation pensions	-46,597
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-19,452
PB overdracht - transfert d'IPP	-16 217,417
aanrekening negatieve overdracht op dotaties art 47/7 & 47/8, BFW - attribution transfert négatif sur dotations art 47/7 & 47/8, LSF	16 217,417
federale PB-overdracht na aanrekeningen - transfert d'IPP fédéral après imputations	0,000

Tabel 38 – Raming federale PB-overdracht aan de GGC

⁸⁶ Zoals bedoeld in artikel 47/8, BFW (zie algemene uitgavenbegroting, dotatiën, afdeling 35).

⁸⁷ Zoals bedoeld in artikel 47/7, BFW (zie algemene uitgavenbegroting, dotatiën, afdeling 35).

9. Overdracht van federale PB naar de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie

Artikel 8 van dit ontwerp bepaalt de raming voor dit begrotingsjaar van de toegewezen gedeelten van de opbrengst van de federale PB die bestemd zijn voor de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie.

Deze twee gemeenschapscommissies ontvangen sinds begrotingsjaar 2002 jaarlijks bijzondere middelen laste van de federale overheid ⁸⁸. In 2012 werd in het kader van de correcte financiering van de Brusselse instellingen beslist jaarlijks cumulatief een bijkomend bedrag toe te kennen gedurende de periode 2012-2015 ⁸⁹.

Het bedrag van de overdrachten werd tot en met begrotingsjaar 2014 vooraf genomen op de opbrengst van de PB en sinds het begrotingsjaar 2015 op de opbrengst van de federale PB. De middelen worden over de beide gemeenschapscommissies verdeeld volgens een vaste verdeelsleutel: 80% FGC en 20% VGC.

De berekening verloopt als volgt:

BJ 2002	24 789 352,48 euro
BJ 2003-2011	overdracht (t) = overdracht (t-1) <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex (t) reële bbp-groei (t)
BJ 2012-2015	overdracht (t) = overdracht (t-1) <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex (t) reële bbp-groei (t)
	+10 000 000 euro
BJ 2016 e.v.	overdracht federale PB (t) = overdracht federale PB (t-1) <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex (t) reële bbp-groei (t)

Tabel 39 - Berekeningswijze federale PB-overdracht aan de VGC en de FGC

De responsabiliseringsbijdrage pensioenen die verschuldigd is door de FGC wordt van deze middelen afgehouden.

Voor dit begrotingsjaar is deze overdracht als volgt samengesteld:

⁸⁸ Zoals bedoeld in art 65bis, BFW.

⁸⁹ Zoals bedoeld in art 65ter, BFW (ingevoegd door art 5 van de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen).

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020	x 1000 EUR		
	VGC - CCfl	FGC - COCOF	TOT
aangepaste raming begrotingscontrole - estimation ajustée contrôle budgétaire	15 909,445	63 637,781	79 547,226
responsabiliseringsbijdrage pensioenen - cotisation de responsabilisation pensions	0,000	-219,630	-219,630
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)	-10,408	-41,632	-52,040
federale PB overdracht - transfert d'IPP fédéral	15 899,037	63 376,519	79 275,556

Tabel 40 – Raming federale PB-overdracht aan de VGC en de FGC

10. Overdracht van federale PB naar de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest

Artikel 9 van dit ontwerp bepaalt de raming voor dit begrotingsjaar van het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale PB dat bestemd is voor de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest ⁹⁰.

Deze middelen worden sinds begrotingsjaar 2002 jaarlijks toegekend aan en verdeeld over de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest waarvan het college van burgemeester en schepenen is samengesteld in overeenstemming met artikel 279 van de nieuwe gemeentewet of waarvan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt voorgezeten in overeenstemming met het dit wetsartikel. Het bedrag van de overdracht werd tot en met begrotingsjaar 2014 vooraf genomen op de opbrengst van de PB en sinds het begrotingsjaar 2015 op de opbrengst van de federale PB.

De berekening verloopt als volgt:

BJ 2002	24 789 352,48 euro
BJ 2003 e.v.	overdracht (t) = overdracht (t-1) <i>aangepast aan</i> evolutie consumptieprijsindex (t) reële bbp-groei (t)

Tabel 41 - Berekeningswijze federale PB-overdracht aan de Brusselse gemeentes

Voor dit begrotingsjaar is deze overdracht als volgt samengesteld:

begrotingsaanpassing - budget ajusté 2020		x 1000 EUR
		gemeentes BHG - communes RBC
aangepaste raming begrotingscontrole - estimation ajustée contrôle budgétaire		37 396,366
definitief afrekeningssaldo van (t-1) - solde définitif du décompte (t-1)		-24,465
federale PB overdracht - transfert d'IPP fédéral		37 371,901

Tabel 42 – Raming federale PB-overdracht aan de Brusselse gemeentes

⁹⁰ Zoals bedoeld in art 46bis van de bijzondere wet op de Brusselse instellingen van 12 januari 1989.

Lijst met afkortingen

AJ	aanslagjaar
BA/BC	begrotingsaanpassing/begrotingscontrole
BBP	bruto binnenlands product
BFW	bijzondere financieringswet
BHG	Brussels Hoofdstedelijk Gewest
BJ	begrotingsjaar
BNI	belasting niet-inwoners
BO	begrotingsopmaak
BTW	belasting over de toegevoegde waarde
Dgem	Duitstalige Gemeenschap
ESR	Europees stelstel van rekeningen
FGC	Franse Gemeenschapscommissie
Fgem	Franse Gemeenschap
FOD	federale overheidsdienst
FPB	Federaal Planbureau
GGC	Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie
ICP	index van de consumptieprijzen
MAF	maximumfactuur
PB	personenbelasting
PWA	plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen
RH	Rekenhof
RSZ	Rijksdienst voor Sociale Zekerheid
RVA	Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening
SJ	schooljaar
VGC	Vlaamse Gemeenschapscommissie
Vgem	Vlaamse Gemeenschap
Vgew	Vlaams Gewest
Wgew	Waals Gewest

PROJET DE LOI

PHILIPPE,

ROI DES BELGES,

À tous, présents et à venir,

SALUT.

Sur la proposition du ministre des Finances et du ministre du Budget,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Le ministre des Finances et le ministre du Budget sont chargés de présenter, en Notre nom, à la Chambre des représentants, le projet de loi dont la teneur suit:

TITRE 1^{ER}*Disposition Générale***Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2*Dispositions financières***Art. 2**

L'article 8 de la Loi de Finances du 20 décembre 2019 est remplacé par ce qui suit:

“Conformément à l'article 53, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, et compte tenu:

WETSONTWERP

FILIP,

KONING DER BELGEN,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,

ONZE GROET.

Op de voordracht van de minister van Financiën en van de minister van Begroting,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

De minister van Financiën en de minister van Begroting zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen:

TITEL 1*Algemene Bepaling***Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2*Financiële bepalingen***Art. 2**

Artikel 8 van de Financiewet van 20 december 2019 wordt vervangen als volgt:

“Overeenkomstig artikel 53, eerste lid, 1^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, en rekening houdende met:

a) de l'attribution visée à l'article 4, § 5, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989 des intérêts de retard, de la charge des intérêts moratoires ainsi que des amendes fiscales fixes et proportionnelles sur les impôts régionaux visés à l'article 3 de cette même loi spéciale;

b) de la situation visée à l'article 5, § 3, alinéa 2, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, où la Région flamande assure elle-même, à partir de l'exercice d'imposition 1999, le service de l'impôt en matière de précompte immobilier visé à l'article 3, 5°, de cette même loi spéciale;

c) de la situation visée à l'article 5, § 3, de cette même loi spéciale du 16 janvier 1989, où:

1) la Région wallonne assure elle-même, à partir du 1^{er} janvier 2010, le service de l'impôt pour les impôts régionaux visés à l'article 3, 1°, 2° et 3°, de cette même loi spéciale;

2) la Région wallonne assure elle-même, à partir du 1^{er} janvier 2014, le service de l'impôt pour les impôts régionaux visés à l'article 3, 10°, 11° et 12°, de cette même loi spéciale;

3) la Région flamande assure elle-même, à partir du 1^{er} janvier 2011, le service de l'impôt pour les impôts régionaux visés à l'article 3, 10°, 11° et 12°, de cette même loi spéciale;

4) la Région flamande assure elle-même, à partir du 1^{er} janvier 2015, le service de l'impôt pour les impôts régionaux visés à l'article 3, 4°, 6° à 8°, de cette même loi spéciale;

5) la Région flamande assure elle-même, à partir du 1^{er} janvier 2019, le service de l'impôt pour les impôts régionaux visés à l'article 3, 1°, 2° et 3°, de cette même loi spéciale;

6) la Région de Bruxelles-Capitale assure elle-même, à partir du 1^{er} janvier 2018, le service de l'impôt pour les impôts régionaux visés à l'article 3, 5°, de cette même loi spéciale;

7) la Région de Bruxelles-Capitale assure elle-même, à partir du 1^{er} janvier 2020, le service de l'impôt pour les impôts régionaux visés à l'article 3, 10°, 11° et 12°, de cette même loi spéciale les transferts en matière d'impôts régionaux visés à l'article 3 de cette même loi spéciale, majorés des intérêts et amendes susvisés, sont estimés pour l'année budgétaire 2020 à 10 000 EUR pour la Région flamande, à 2 059 951 588 EUR pour la Région wallonne et à 1 303 244 064 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale."

a) de in artikel 4, § 5, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde toewijzing van nalatigheidintresten, last van verwijlrenten, forfaitaire en proportionele fiscale boeten op de in artikel 3 van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

b) de in artikel 5, § 3, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde toestand waarbij het Vlaamse Gewest vanaf het aanslagjaar 1999 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 5°, van dezelfde bijzondere wet bedoelde onroerende voorheffing;

c) de in artikel 5, § 3, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde toestand waarbij:

1) het Waalse Gewest vanaf 1 januari 2010 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 1°, 2° en 3°, van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

2) het Waalse Gewest vanaf 1 januari 2014 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 10°, 11° en 12°, van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

3) het Vlaamse Gewest vanaf 1 januari 2011 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 10°, 11° en 12°, van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

4) het Vlaamse Gewest vanaf 1 januari 2015 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 4°, 6° tot 8°, van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

5) het Vlaamse Gewest vanaf 1 januari 2019 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 1°, 2° en 3°, van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

6) het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest vanaf 1 januari 2018 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 5°, van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen;

7) het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest vanaf 1 januari 2020 instaat voor de dienst van de in artikel 3, 10°, 11° en 12° van dezelfde bijzondere wet bedoelde gewestelijke belastingen worden de in artikel 3 van dezelfde bijzondere wet bedoelde overdrachten inzake gewestelijke belastingen, verhoogd met voormelde interesten en boeten, voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op 10 000 EUR voor het Vlaamse Gewest, op 2 059 951 588 EUR voor het Waalse Gewest en op 1 303 244 064 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest."

Art. 3

L'article 9 de la Loi de Finances du 20 décembre 2019 est remplacé par ce qui suit:

“Conformément à l'article 53, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, et compte tenu:

a) de la loi du 23 mai 2000 fixant les critères visés à l'article 39, § 2, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989;

b) du montant visé à l'article 81^{quinq}uies, § 2, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989 qui est porté en déduction de la partie attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée visée à l'article 40^{quinq}uies de la même loi spéciale et attribuée à la Communauté flamande;

c) du montant de transition visé à l'article 48/1, §§ 1 et 4, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989 pour la Communauté flamande et pour la Communauté française qui est, conformément à l'article 48/1, § 5, de la même loi spéciale:

1) porté en déduction de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 47/2 de la même loi spéciale et accordée respectivement à la Communauté flamande et à la Communauté française, si le montant de transition est positif;

2) ajouté à la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 47/2 de la même loi spéciale et accordée respectivement à la Communauté flamande et à la Communauté française, si le montant de transition est négatif;

d) de la contribution de responsabilisation visée à l'article 65^{quinq}uies, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989 pour la Communauté flamande et la Communauté française qui est portée en déduction de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 47/2 de la même loi

Art. 3

Artikel 9 van de Financiewet van 20 december 2019 wordt vervangen als volgt:

“Overeenkomstig artikel 53, eerste lid, 2^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, en rekening houdende met:

a) de wet van 23 mei 2000 tot bepaling van de criteria bedoeld in artikel 39, § 2, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989;

b) het in artikel 81^{quinq}uies, § 2, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde bedrag dat in mindering wordt gebracht van het in artikel 40^{quinq}uies van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde aan de Vlaamse Gemeenschap;

c) het in artikel 48/1, §§ 1 en 4, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde overgangsbedrag voor de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap dat, overeenkomstig artikel 48/1, § 5, van dezelfde bijzondere wet:

1) in mindering wordt gebracht van het in artikel 47/2 van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan respectievelijk de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap, indien het overgangsbedrag positief is;

2) toegevoegd wordt aan het in artikel 47/2 van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan respectievelijk de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap, indien het overgangsbedrag negatief is;

d) de in artikel 65^{quinq}uies, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde responsabiliseringsbijdrage voor de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap die in mindering wordt gebracht van het in artikel 47/2 van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van

spéciale et accordée respectivement à la Communauté flamande et la Communauté française;

e) du solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2019 des parties attribuées du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral et du produit de la TVA visées à l'article 36, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989;

les transferts en matière des parties attribuées du produit de la taxe sur la valeur ajoutée et du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral qui sont visés à l'article 36 de cette même loi spéciale sont estimés, pour l'année budgétaire 2020, à 14 320 546 424 EUR pour la Communauté flamande et à 9 067 641 440 EUR pour la Communauté française.

Conformément à l'article 54, § 1^{er}, alinéa 6, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, les montants des transferts fixés dans l'alinéa qui précède sont confirmés, pour l'année budgétaire 2020, à 14 320 546 424 EUR pour la Communauté flamande et à 9 067 641 440 EUR pour la Communauté française.

Conformément à l'article 60 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, dernièrement modifiée par la loi du 19 avril 2014, et compte tenu:

a) du montant de transition visé à l'article 58*novodecies*, § 1^{er}, de la même loi du 31 décembre 1983 pour la Communauté germanophone qui est, conformément à l'article 58*novodecies*, § 3, de la même loi:

1) porté en déduction de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 58*nonies*, de la même loi et accordée à la Communauté germanophone, si le montant de transition est positif;

2) ajouté à la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 58*nonies*, de la même loi spéciale et accordée à la Communauté germanophone, si le montant de transition est négatif;

b) de la contribution de responsabilisation visée à l'article 60*quater*, de la même loi du 31 décembre 1983 pour la Communauté germanophone qui est portée en déduction de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 58*nonies*, de la même loi et accordée à la Communauté germanophone;

c) du solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2019 des parties attribuées du produit de l'impôt des

de federale personenbelasting aan respectievelijk de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap;

e) het definitieve afrekeningssaldo van het begrotingsjaar 2019 van de in artikel 36, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde toegewezen gedeelten van de opbrengst van de btw en van de opbrengst van de federale personenbelasting;

worden de in artikel 36 van dezelfde bijzondere wet bedoelde overdrachten inzake het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde en van de opbrengst van de federale personenbelasting voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op 14 320 546 424 EUR voor de Vlaamse Gemeenschap en op 9 067 641 440 EUR voor de Franse Gemeenschap.

De in het vorige lid bepaalde bedragen aan overdrachten worden overeenkomstig artikel 54, § 1, zesde lid, van dezelfde bijzondere wet voor het begrotingsjaar 2020 bevestigd op 14 320 546 424 EUR voor de Vlaamse Gemeenschap en op 9 067 641 440 EUR voor de Franse Gemeenschap.

Overeenkomstig artikel 60 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, laatst gewijzigd door de wet van 19 april 2014, en rekening houdende met:

a) het in artikel 58*novodecies*, § 1, van dezelfde wet van 31 december 1983 bedoelde overgangsbetrag voor de Duitstalige Gemeenschap dat, overeenkomstig artikel 58*novodecies*, § 3, van dezelfde wet:

1) in mindering wordt gebracht van het in artikel 58*nonies*, van dezelfde wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan de Duitstalige Gemeenschap, indien het overgangsbetrag positief is;

2) toegevoegd wordt aan het in artikel 58*nonies*, van dezelfde wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan de Duitstalige Gemeenschap, indien het overgangsbetrag negatief is;

b) de in artikel 60*quater*, van dezelfde wet van 31 december 1983 bedoelde responsabiliseringsbijdrage voor de Duitstalige Gemeenschap die in mindering wordt gebracht van het in artikel 58*nonies*, van dezelfde wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan de Duitstalige Gemeenschap;

c) het definitieve afrekeningssaldo van het begrotingsjaar 2019 van de in de artikelen 58*nonies* tot 58*undecies*,

personnes physiques fédéral et du produit de la TVA visées aux articles 58*nonies* à 58*undecies*, de la même loi du 31 décembre 1983;

les transferts en matière des parties attribuées du produit de la taxe sur la valeur ajoutée et du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral qui sont visés aux articles 58*nonies* à 58*undecies* de la même loi sont estimés, pour l'année budgétaire 2020, à 148 220 645 EUR pour la Communauté germanophone.

Conformément à l'article 54, § 1^{er}, alinéa 6, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, le montant des transferts fixés dans l'alinéa qui précède est confirmé, pour l'année budgétaire 2020, à 148 220 645 EUR pour la Communauté germanophone."

Art. 4

L'article 10 de la Loi de Finances du 20 décembre 2019 est remplacé par ce qui suit:

"Conformément aux articles 53, alinéa 1^{er}, 3^o, 64*quater* et 64*quinquies* de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, et compte tenu:

a) du montant de transition visé à l'article 48/1, §§ 2 et 4, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989 pour la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale qui est, conformément à l'article 48/1, § 5, de la même loi spéciale:

1) porté en déduction de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée aux articles 35*octies* à 35*decies*, de la même loi spéciale et accordée respectivement à la Région flamande, à la Région wallonne et à la Région de Bruxelles-Capitale, si le montant de transition est positif;

2) ajouté à la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée aux articles 35*octies*

van dezelfde wet van 31 december 1983 bedoelde toegewezen gedeelten van de opbrengst van de btw en van de opbrengst van de federale personenbelasting;

worden de in de artikelen 58*nonies* tot 58*undecies* van dezelfde wet bedoelde overdrachten inzake het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde en van de opbrengst van de federale personenbelasting voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op 148 220 645 EUR voor de Duitstalige Gemeenschap.

Het in het vorige lid bepaalde bedrag aan overdrachten wordt overeenkomstig artikel 54, § 1, zesde lid, van dezelfde bijzondere wet voor het begrotingsjaar 2020 bevestigd op 148 220 645 EUR voor de Duitstalige Gemeenschap."

Art. 4

Artikel 10 van de Financiewet van 20 december 2019 wordt vervangen als volgt:

"Overeenkomstig de artikelen 53, eerste lid, 3^o, 64*quater* en 64*quinquies* van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, en rekening houdende met:

a) het in artikel 48/1, §§ 2 en 4, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde overgangsbedrag voor respectievelijk het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest dat, overeenkomstig artikel 48/1, § 5, van dezelfde bijzondere wet:

1) in mindering wordt gebracht van het in de artikelen 35*octies* tot 35*decies*, van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan respectievelijk het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, indien het overgangsbedrag positief is;

2) wordt toegevoegd aan het in de artikelen 35*octies* tot 35*decies*, van dezelfde bijzondere wet bedoelde

à 35*decies*, de la même loi spéciale et accordée respectivement à la Région flamande, à la Région wallonne et à la Région de Bruxelles-Capitale, si le montant de transition est négatif;

b) des montants visés à l'article 64*quater*, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 qui sont portés en déduction de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 35*decies*, de la même loi spéciale et accordée respectivement à la Région flamande et à la Région wallonne;

c) de la contribution de responsabilisation visée à l'article 65*quinquies*, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989 pour la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale qui est portée en déduction de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée aux articles 35*octies* à 35*decies*, de la même loi spéciale et accordée respectivement à la Région flamande, à la Région wallonne et à la Région de Bruxelles-Capitale;

d) du solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2019 des parties attribuées du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visées aux articles 35*octies* à 35*decies*, 64*quater* et 64*quinquies*, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989;

les transferts en matière de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visés aux articles 35*octies* à 35*decies*, 64*quater* et 64*quinquies* de cette même loi spéciale du 16 janvier 1989 sont estimés, pour l'année budgétaire 2020, à 2 288 224 807 EUR pour la Région flamande, à 2 566 074 628 EUR pour la Région wallonne et à 1 041 794 366 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Conformément à l'article 54, § 1^{er}, alinéa 6 et 7, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, les montants des transferts fixés dans l'alinéa qui précède sont portés, pour l'année budgétaire 2020, à 2 239 839 240 EUR pour la Région flamande, à 2 514 632 712 EUR pour la Région wallonne et à 1 020 934 718 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale."

Art. 5

L'article 11 de la Loi de Finances du 20 décembre 2019 est remplacé par ce qui suit:

"Les transferts en matière de recettes non-fiscales des régions visées à l'article 2*bis*, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés

toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan respectievelijk het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, indien het overgangsbetrag negatief is;

b) de in artikel 64*quater*, § 3, eerste lid, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde bedragen die in mindering komen van het in artikel 35*decies*, van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan respectievelijk het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest;

c) de in artikel 65*quinquies*, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde responsabiliseringsbijdrage voor het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest die in mindering wordt gebracht van het in de artikelen 35*octies* tot 35*decies*, van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan respectievelijk het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

d) het definitieve afrekeningssaldo van het begrotingsjaar 2019 van de in de artikelen 35*octies* tot 35*decies*, 64*quater* en 64*quinquies*, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde toegewezen gedeelten van de opbrengst van de federale personenbelasting;

worden de in de artikelen 35*octies* tot 35*decies*, 64*quater* en 64*quinquies* van dezelfde bijzondere wet bedoelde overdrachten inzake het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op 2 288 224 807 EUR voor het Vlaamse Gewest, op 2 566 074 628 EUR voor het Waalse Gewest en op 1 041 794 366 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

De in het vorige lid bepaalde bedragen aan overdrachten worden overeenkomstig artikel 54, § 1, zesde tot en met negende lid, van dezelfde bijzondere wet voor het begrotingsjaar 2020 herleid tot 2 239 839 240 EUR voor het Vlaamse Gewest, 2 514 632 712 EUR voor het Waalse Gewest en 1 020 934 718 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest."

Art. 5

Artikel 11 van de Financiewet van 20 december 2019 wordt vervangen als volgt:

"De in artikel 2*bis* van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet

et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, sont estimés, pour l'année budgétaire 2020, à 131 533 671 EUR pour la Région flamande, à 42 191 654 EUR pour la Région wallonne et à 22 168 925 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale."

Art. 6

L'article 12 de la Loi de Finances du 20 décembre 2019 est remplacé par ce qui suit:

"Les transferts visés aux articles 54/1, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, en matière de l'impôt des personnes physiques régional visé à l'article 5/1, § 1^{er}, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, après déduction des réductions d'impôt et des crédits d'impôt visés à l'article 5/5, § 4, de la même loi spéciale, sont estimés, pour l'année budgétaire 2020, à 5 997 179 351 EUR pour la Région flamande, à 2 495 813 848 EUR pour la Région wallonne et à 840 856 017 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Les transferts visés aux articles 54/2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier

van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, bedoelde overdrachten inzake niet-fiscale ontvangsten van de gewesten worden voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op 131 533 671 EUR voor het Vlaamse Gewest, op 42 191 654 EUR voor het Waalse Gewest en op 22 168 925 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest."

Art. 6

Artikel 12 van de Financiewet van 20 december 2019 wordt vervangen als volgt:

"De overdrachten bedoeld in de artikelen 54/1, § 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, inzake de gewestelijke personenbelasting bedoeld in artikel 5/1, § 1, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989, na aftrek van de in artikel 5/5, § 4, van dezelfde bijzondere wet bedoelde geraamde belastingverminderingen en belastingkredieten, worden voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op 5 997 179 351 EUR voor het Vlaamse Gewest, op 2 495 813 848 EUR voor het Waalse Gewest en op 840 856 017 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

De overdrachten bedoeld in de artikelen 54/2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering

2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, en matière de l'impôt des personnes physiques régional visé à l'article 5/1, § 1^{er}, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, après déduction des réductions d'impôt et des crédits d'impôt visés à l'article 5/5, § 4, de la même loi spéciale, sont estimés, pour l'année budgétaire 2020, à -2 391 588 EUR pour la Région flamande, à -1 253 266 EUR pour la Région wallonne et à -423 875 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Le solde du premier décompte visé à l'article 54/1, § 4, alinéa 1^{er}, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, en matière de l'impôt des personnes physiques régional visé à l'article 5/1, § 1^{er}, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, après déduction des réductions d'impôt et des crédits d'impôt visés à l'article 5/5, § 4, de la même loi spéciale, est estimé, pour l'année budgétaire 2020, à 28 284 419 EUR pour la Région flamande, à -71 868 569 EUR pour la Région wallonne et à -12 369 968 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale.

En ce qui concerne l'exercice d'imposition 2019, le solde des décomptes visés à l'article 54/1, § 4, alinéa 2, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, en matière de l'impôt des personnes physiques régional visé à l'article 5/1, § 1^{er}, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, après déduction des réductions d'impôt et des crédits d'impôt visés à l'article 5/5, § 4, de la même loi spéciale, est estimé, pour l'année budgétaire 2020, à 29 124 139 EUR pour la Région flamande, à 18 629 942 EUR pour la Région wallonne et à 9 161 197 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale.

En ce qui concerne l'exercice d'imposition 2018, le solde des décomptes visés à l'article 54/1, § 4, alinéa 2, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, en matière de l'impôt des personnes physiques régional visé à l'article 5/1, § 1^{er}, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989, après déduction des réductions d'impôt et des crédits d'impôt visés à l'article 5/5, § 4, de la même loi spéciale, est estimé, pour l'année budgétaire 2020, à 29 160 563 EUR pour la Région flamande, à 16 664 697 EUR pour la Région wallonne et à 10 466 833 EUR pour la Région de Bruxelles-Capitale."

van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, inzake de gewestelijke personenbelasting bedoeld in artikel 5/1, § 1, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989, na aftrek van de in artikel 5/5, § 4, van dezelfde bijzondere wet bedoelde geraamde belastingverminderingen en belastingkredieten, worden voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op -2 391 588 EUR voor het Vlaamse Gewest, op -1 253 266 EUR voor het Waalse Gewest en op -423 875 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Het saldo van de eerste afrekening bedoeld in artikel 54/1, § 4, eerste lid, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989, inzake de gewestelijke personenbelasting bedoeld in artikel 5/1, § 1, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989, na aftrek van de in artikel 5/5, § 4, van dezelfde bijzondere wet bedoelde geraamde belastingverminderingen en belastingkredieten, wordt voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op 28 284 419 EUR voor het Vlaamse Gewest, op -71 868 569 EUR voor het Waalse Gewest en op -12 369 968 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Het saldo van de afrekeningen bedoeld in artikel 54/1, § 4, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989, inzake de gewestelijke personenbelasting bedoeld in artikel 5/1, § 1, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989, na aftrek van de in artikel 5/5, § 4, van dezelfde bijzondere wet bedoelde geraamde belastingverminderingen en belastingkredieten, wordt met betrekking tot het aanslagjaar 2019 voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op 29 124 139 EUR voor het Vlaamse Gewest, op 18 629 942 EUR voor het Waalse Gewest en op 9 161 197 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Het saldo van de afrekeningen bedoeld in artikel 54/1, § 4, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989, inzake de gewestelijke personenbelasting bedoeld in artikel 5/1, § 1, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989, na aftrek van de in artikel 5/5, § 4, van dezelfde bijzondere wet bedoelde geraamde belastingverminderingen en belastingkredieten, wordt met betrekking tot het aanslagjaar 2018 voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op 29 160 563 EUR voor het Vlaamse Gewest, op 16 664 697 EUR voor het Waalse Gewest en op 10 466 833 EUR voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest."

Art. 7

L'article 13 de la Loi de Finances du 20 décembre 2019 est remplacé par ce qui suit:

“Le transfert accordé à la Commission communautaire commune en matière de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physique fédéral visé à l'article 65, § 1, 2°/1 en § 6, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, est estimé pour l'année budgétaire 2020 à zéro EUR, compte tenu:

a) du montant de transition visé à l'article 48/1, §§ 1 en 4, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989 pour la Commission communautaire commune qui est, conformément à l'article 48/1, § 5, de la même loi spéciale:

1) porté en déduction de la partie attribuée de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 65 de la même loi spéciale et accordée à la Commission communautaire commune, et éventuellement porté en déduction des dotations visées aux articles 47/8 et 47/7 de la même loi spéciale et accordées à la Commission communautaire commune, si le montant de transition est positif;

2) ajouté à la partie attribuée de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 65 de la même loi spéciale et accordée à la Commission communautaire commune, si le montant de transition est négatif;

b) de la contribution de responsabilisation visée à l'article 65quinquies, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989 pour la Commission communautaire commune qui est portée en déduction de la partie attribuée de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 65 de la même loi spéciale et accordée à la Commission communautaire commune, et éventuellement porté en déduction des dotations visées aux articles 47/8 et 47/7 de la même loi spéciale et accordées à la Commission communautaire commune;

Art. 7

Artikel 13 van de Financiewet van 20 december 2019 wordt vervangen als volgt:

“De aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie toegekende overdracht inzake het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting bedoeld in artikel 65, § 1, 2°/1 en § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, wordt voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op nul EUR, rekening houdende met:

a) het in artikel 48/1, §§ 1 en 4, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde overgangsbedrag voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie dat, overeenkomstig artikel 48/1, § 5, van dezelfde bijzondere wet:

1) in mindering wordt gebracht van het in artikel 65 van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en eventueel van de in de artikelen 47/8 en 47/7 van dezelfde bijzondere wet bedoelde dotaties toegekend aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, indien het overgangsbedrag positief is;

2) toegevoegd wordt aan het in artikel 65 van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, indien het overgangsbedrag negatief is;

b) de in artikel 65quinquies, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde responsabiliseringsbijdrage voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die in mindering komt van het in artikel 65 van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en eventueel van de in de artikelen 47/8 en 47/7 van dezelfde bijzondere financieringswet bedoelde dotaties toegekend aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

c) du solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2019 des parties attribuées du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visées aux articles 65, § 1, 2°/1 et § 6, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989."

Art. 8

L'article 14 de la Loi de Finances du 20 décembre 2019 est remplacé par ce qui suit:

"Le transfert en matière de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visé aux articles 65*bis* et 65*ter* de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant un juste financement des Institutions bruxelloises et par la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, est, compte tenu:

a) de la contribution de responsabilisation visée à l'article 65*quinquies*, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989 pour la Commission communautaire française qui est portée en déduction de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à l'article 65*bis*, de la même loi spéciale et accordée à la Commission communautaire française;

b) du solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2019 de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques visée aux articles 65*bis* et 65*ter*, de la même loi spéciale du 16 janvier 1989;

estimé pour l'année budgétaire 2020 à 63 376 519 EUR pour la Commission communautaire française et à 15 899 037 EUR pour la Commission communautaire flamande."

Art. 9

L'article 15 de la Loi de Finances du 20 décembre 2019 est remplacé par ce qui suit:

"Le transfert en matière de la partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques fédéral visée à

c) het definitieve afrekeningssaldo van het begrotingsjaar 2019 van de in de artikelen 65, § 1, 2°/1 en § 6, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, toegewezen gedeelten van de opbrengst van de federale personenbelasting."

Art. 8

Artikel 14 van de Financiewet van 20 december 2019 wordt vervangen als volgt:

"De overdracht inzake het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting bedoeld in de artikelen 65*bis* en 65*ter* van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 houdende een correcte financiering van de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, wordt, rekening houdende met:

a) de in artikel 65*quinquies*, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde responsabiliseringsbijdrage voor de Franse Gemeenschapscommissie die in mindering komt van het in artikel 65*bis* van dezelfde bijzondere wet bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting aan de Franse Gemeenschapscommissie;

b) het definitieve afrekeningssaldo van het begrotingsjaar 2019 van het in de artikelen 65*bis* en 65*ter*, van dezelfde bijzondere wet van 16 januari 1989 bedoelde toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting;

voor het begrotingsjaar 2020 geraamd op 63 376 519 EUR voor de Franse Gemeenschapscommissie en op 15 899 037 EUR voor de Vlaamse Gemeenschapscommissie."

Art. 9

Artikel 15 van de Financiewet van 20 december 2019 wordt vervangen als volgt:

"De overdracht inzake het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de federale personenbelasting bedoeld

l'article 46*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et aux communautés, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, par la loi spéciale du 19 juillet 2012 modifiant l'article 16*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 5*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises et par la loi du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'État, pour l'année budgétaire 2020, en ce compris le solde définitif du décompte de l'année budgétaire 2019, est estimé à 37 371 901 EUR."

Art. 10

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur Belge.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 2020

PHILIPPE

PAR LE ROI:

Le ministre des Finances,

Alexander DE CROO

Le ministre du Budget,

David CLARINVAL

in artikel 46*bis* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, laatst gewijzigd door de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, door de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, door de bijzondere wet van 19 juli 2012 tot wijziging van artikel 16*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 5*bis* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen en door de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming, wordt voor het begrotingsjaar 2020, met inbegrip van het definitieve afrekeningssaldo van het begrotingsjaar 2019, geraamd op 37 371 901 EUR."

Art. 10

Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, 30 juni 2020

FILIP

VAN KONINGSWEGE:

De minister van Financiën,

Alexander DE CROO

De minister van Begroting,

David CLARINVAL